



**Direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques,
Institut national de la jeunesse et de l'éducation populaire
Mission enquêtes, données et études statistiques
Directions régionales de la jeunesse, des sports et de la cohésion sociale**

Panorama Statistique

Jeunesse
Sports
Cohésion Sociale

Les régions françaises • 2020

Le PANORAMA STATISTIQUE, JEUNESSE, SPORTS, COHÉSION SOCIALE est un mémento annuel présentant des données départementales et régionales sur la démographie, la pauvreté, l'immigration et l'intégration, la précarité et l'exclusion, la cohésion sociale, le handicap et la dépendance, le logement et l'hébergement, la jeunesse, l'enfance et la protection de l'enfance, le sport, les diplômes délivrés des professions sociales, de la santé, du sport et de l'animation socio-culturelle et enfin, l'emploi dans les domaines associatif et sportif.

Il est accessible dans une **version Internet** présentant l'ensemble des données départementales et régionales et permettant aux utilisateurs de télécharger la maquette nationale ou de choisir un département sur la carte de France puis de sélectionner le tableau à visualiser. Cette version web est consultable sur le site du ministère des Solidarités et de la Santé à l'adresse suivante :

<https://drees.solidarites-sante.gouv.fr/sites/default/files/panorama/>

Les éditions antérieures du PANORAMA STATISTIQUE sont consultables en ligne à l'adresse suivante :

En cours de réalisation

La version web a été réalisée par STATMICRO et 4WONLINE.

DÉMOGRAPHIE

Données générales	3
Indicateurs démographiques	4
Structure par âge de la population	5

PAUVRETÉ, PRÉCARITÉ, EXCLUSION

Revenus et inégalités de revenus	9
Inclusion bancaire	10
Chômage	10
RSA et minima sociaux	11

IMMIGRATION

Immigration et origines	12
Activité et chômage de la population immigrée et étrangère	12

HANDICAP, DÉPENDANCE

Allocataires AAH, APA, personnes prises en charge par des mandataires	14
---	----

COHÉSION SOCIALE

Politique de la ville en 2013	16
Bénéficiaires de l'Aide Sociale Départementale au 31 déc. 2015	17

Établissement et services médico - sociaux

Capacité d'accueil des personnes âgées	21
Accueil des personnes âgées	22
Accueil des adultes handicapés	23
Accueil des enfants et adolescents handicapés	26

LOGEMENT, HÉBERGEMENT

Parc des logements et statut d'occupation	30
Recours au droit au logement (DALO)	30
Logement, hébergement	31

JEUNESSE

Classes d'âge, morbidité, mortalité, conduite à risques	34
Scolarité, formation, activité	35
Fonds d'aide aux jeunes (FAJ), service civique, missions locales, PAIO	36

ENFANCE, PROTECTION DE L'ENFANCE

Protection sociale de l'enfance - Aide sociale à l'enfance	39
Accueils collectifs de mineurs sans hébergement	40
Accueils collectifs de mineurs avec hébergement	41
Accueil des enfants d'âge préscolaire	42

SPORT - VIE ASSOCIATIVE - DIPLÔMES DÉLIVRÉS

Fédérations sportives	44
Équipements sportifs, sports de haut niveau, pôles sportifs	45
Formation aux professions sociales	46
Formation aux professions de santé	47
Formation à l'animation socioculturelle et aux métiers du sport	48
Activité, emploi associatif et sport	49

SIGLES

ADRESSES UTILES

	50
	52

Sources : INSEE, DREES.

Pour en savoir plus :

Les indicateurs sociaux départementaux

Les indicateurs sociaux départementaux constituent un socle d'indicateurs dans les principaux domaines de l'aide et de l'action sociales départementales. Ils intègrent à la fois des indicateurs transversaux, reflétant le contexte territorial (parmi lesquels l'espérance de vie, le taux de pauvreté monétaire, les catégories sociales...) et des indicateurs propres à chaque thématique :

- **Enfance et jeunesse en danger** : taux de mesures d'aide sociale à l'enfance, part des enfants dont les parents sont sans emploi... ;
- **Personnes en situation de handicap** : taux d'allocataires de l'AAH, taux d'équipement en places en établissements et services pour personnes handicapées... ;
- **Insertion sociale et minima sociaux** : part de la population couverte par le RSA, part de jeunes non insérés, ... ;
- **Personnes âgées** : taux de bénéficiaires de l'APA... ;
- **Indicateurs financiers** : dépenses de RSA, APA, PCH... par habitant et par bénéficiaire.

Ces indicateurs sont issus des conclusions de plusieurs groupes de travail pilotés par l'ADF, la DREES, l'Insee et l'Odas et constitués également de conseils départementaux et d'autres producteurs nationaux de données (Andass, CCMSA, Cnaf, CNSA, Oned).

Enfin, d'autres partenaires collaborent avec le réseau en fournissant des données : la Cnav, la CNAMTS, la Depp, la Dares ...

Population immigrée

Selon la définition adoptée par le Haut Conseil à l'Intégration, un immigré est une personne née étrangère à l'étranger et résidant en France. Les personnes nées françaises à l'étranger et vivant en France ne sont donc pas comptabilisées. À l'inverse, certains immigrés ont pu devenir français, les autres restant étrangers. Les populations étrangère et immigrée ne se confondent pas totalement : un immigré n'est pas nécessairement étranger et réciproquement, certains étrangers sont nés en France (essentiellement des mineurs). La qualité d'immigré est permanente : un individu continue à appartenir à la population immigrée même s'il devient français par acquisition. C'est le pays de naissance, et non la nationalité à la naissance, qui définit l'origine géographique d'un immigré.

Population étrangère

Un étranger est une personne qui réside en France et ne possède pas la nationalité française, soit qu'elle possède une autre nationalité (à titre exclusif), soit qu'elle n'en ait aucune (c'est le cas des personnes apatrides). Les personnes de nationalité française possédant une autre nationalité (ou plusieurs) sont considérées en France comme françaises. Un étranger n'est pas forcément immigré, il peut être né en France (les mineurs notamment).

À la différence de celle d'immigré, la qualité d'étranger ne perdure pas toujours tout au long de la vie : on peut, sous réserve que la législation en vigueur le permette, devenir français par acquisition.

Espérance de vie à la naissance

C'est la durée de vie moyenne - autrement dit l'âge moyen au décès - d'une génération fictive soumise aux conditions de mortalité de l'année étudiée. Elle caractérise la mortalité indépendamment de la structure par âge.

Espérance de vie à 65 ans

C'est le nombre moyen d'années restant à vivre au-delà de 65 ans (ou durée de survie moyenne au-delà de 65 ans), dans les conditions de mortalité par âge de l'année considérée.

Aide complémentaire :

<http://drees.social-sante.gouv.fr/etudes-et-statistiques/open-data/aide-et-action-sociale/article/les-indicateurs-sociaux-departementaux>

<http://www.insee.fr/fr/statistiques/2382915>



Données générales

	Auvergne- Rhône-Alpes	Bourgogne- Franche-Comté	Bretagne	Centre- Val de Loire	Corse	Grand Est	Hauts-de-france	Île-de-France	Normandie	Nouvelle-Aquitaine	Occitanie	Pays de la Loire	PACA	FRANCE métropolitaine	Guadeloupe	Martinique	Guyane	La Réunion	Mayotte	FRANCE entière
Superficie en km ²	69 711	47 784	27 209	39 151	8 680	57 433	31 813	12 011	29 906	84 060	72 724	32 082	31 399	543 963	1 705	1 100	83 534	2 503	374	633 179
Population au 1er janvier 2017 (Recensement de la population)	7 948 287	2 811 423	3 318 904	2 576 252	334 938	5 549 586	6 003 815	12 174 880	3 330 478	5 956 978	5 845 102	3 757 600	5 030 890	64 639 133	390 253	372 594	268 700	853 659	250 143	66 774 482
Population au 1er janvier 2020 (Estimation de population) (1)	8 032 377	2 783 039	3 340 379	2 559 073	344 679	5 511 747	5 962 662	12 278 210	3 303 500	5 999 982	5 924 858	3 801 797	5 055 651	64 897 954	376 879	358 749	290 691	859 959	279 471	67 063 703
Population étrangère au 1er janvier 2017 (Recensement de la population)	533 176	132 159	92 038	132 535	30 111	351 299	240 286	1 732 772	102 320	280 841	345 654	108 780	368 495	4 450 466	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Projection de la population en 2040 (2)	9 112 000	2 938 000	3 778 000	2 706 000	374 000	5 712 000	6 216 000	12 934 000	3 424 000	6 674 000	6 683 000	4 333 000	5 259 000	70 143 000	352 000	311 000	353 000	899 000	391 000	72 449 000
Taux de croissance annuel moyen 2012-2017 en %	0,6	0,0	0,5	0,1	1,2	0,0	0,1	0,5	0,0	0,5	0,8	0,7	0,4	0,4	-0,7	-0,8	2,3	0,5	3,8	0,4
dont dû au solde migratoire	0,3	-0,1	0,5	0,0	1,2	-0,2	-0,3	-0,4	-0,1	0,6	0,7	0,4	0,2	0,1	-1,1	-1,1	0,0	-0,7	0,5	0,0
Densité au 1/01/2020 (nombre d'habitants par km ²)	115	58	123	65	40	96	187	1 022	110	71	81	119	161	119	221	326	3	344	747	106
Naissances domiciliées 2018 définitives	90 297	26 840	31 701	26 093	2 854	55 580	67 913	174 439	34 047	53 680	58 106	39 739	56 506	717 795	4 249	3 670	7 995	13 364	9 590	756 663
Décès domiciliés 2018 définitifs	68 547	30 092	35 533	26 861	3 139	53 645	56 465	75 571	34 202	65 056	59 631	34 800	50 759	594 301	3 259	3 292	899	5 011	758	607 520
Part de la population vivant dans les grandes aires urbaines en 2017 (3)	85,5	68,0	71,4	74,4	62,1	80,5	89,3	99,9	76,2	70,6	74,5	75,4	91,0	83,1	92,8	83,5	51,7	87,5	nd	83,1
Part des familles monoparentales en 2017 en %	14,4	13,9	12,9	13,6	19,0	14,9	16,5	18,6	14,2	14,6	16,2	11,8	17,9	15,5	41,1	42,4	42,1	31,9	30,0	16,2
Taux d'activité de la population en 2017 (rapport entre le nombre d'actifs et la population de 15 à 64 ans en %) (3)	75,2	74,1	73,5	74,9	71,5	73,4	71,2	76,3	73,4	74,0	72,8	75,6	72,3	74,1	70,7	71,7	63,5	69,6	50,5	74,0

(1) Indicateurs sociaux départementaux
Les estimations de population pour l'année 2020 sont des estimations précoces provisoires.
(2) selon le scénario central de l'Insee
Le dernier exercice de projection de population a été publié en novembre 2016. Les données de ce chiffre clé ne sont pas mises à jour tous les ans.
(3) Indicateurs sociaux départementaux, Insee Flash Mayotte

Source : Insee, Estimations de population (résultats provisoires arrêtés fin 2019), RP 2017 exploitations complémentaire et principale, RP 2011, Omphale 2017

Indicateurs démographiques

	Auvergne- Rhône-Alpes	Bourgogne- Franche-Comté	Bretagne	Centre- Val de Loire	Corse	Grand Est	Hauts-de-france	Île-de-France	Normandie	Nouvelle-Aquitaine	Occitanie	Pays de la Loire	PACA	FRANCE métropolitaine	Guadeloupe	Martinique	Guyane	La Réunion	Mayotte	FRANCE entière	
Taux de natalité en 2019 - Naissances domiciliées pour 1 000 habitants	11,2	9,4	9,4	10,1	8,3	10,0	11,3	14,1	10,2	9,0	9,8	10,4	11,1	11,0	11,3	9,9	27,3	15,4	36,4	11,2	
Taux de mortalité en 2019 - Décès domiciliés pour 1 000 habitants (1)	8,7	10,9	10,6	10,6	9,5	9,7	9,3	6,1	10,4	10,9	10,1	9,2	10,2	9,2	8,9	9,6	3,5	5,6	2,8	9,1	
Taux mortalité infantile (rapport entre le nombre de décès d'enfants de moins d'un an et le nombre d'enfants nés vivants entre 2016 et 2018) (1)	3,2	4,0	3,5	3,4	3,7	3,6	3,7	4,0	3,5	3,4	3,0	2,9	3,3	3,5	8,0	10,2	9,6	6,5	9,6	3,8	
Indice de vieillissement de la population au 1er janvier 2020 (1) - Nombre de personnes de 65 ans et plus pour 100 personnes de moins de 20 ans (1) (2)	84,4	105,6	98,8	98,8	121,8	91,5	72,7	60,0	94,1	113,3	103,7	86,7	105,2	87,4	85,6	106,2	14,9	43,9	4,9	85,5	
Espérance de vie à la naissance en 2019 (1)																					
Hommes	80,5	78,9	78,7	79,3	80,5	79,0	77,5	81,4	78,3	79,7	80,1	79,8	80,0	79,8	76,4	78,8	76,6	78,5	75,6	79,7	
Femmes	85,9	85,0	85,2	85,2	86,4	84,6	83,8	86,1	84,9	85,5	85,5	86,0	85,6	85,7	84,7	84,3	83,8	84,7	76,0	85,6	
Espérance de vie à 65 ans en 2019 (1)																					
Hommes	19,8	19,3	19,0	19,4	20,3	19,0	18,1	20,5	18,9	19,6	19,9	19,8	19,8	19,6	19,6	19,8	18,4	19,1	16,1	19,6	
Femmes	23,5	23,1	23,1	23,1	23,4	22,6	22,1	23,7	22,9	23,4	23,4	23,6	23,4	23,5	23,4	23,3	23,2	22,6	16,5	23,5	

(1) Indicateurs sociaux départementaux
Les estimations de population pour l'année 2020 sont des estimations précoces provisoires.
(2) Toutes les données de Mayotte, département français depuis 2011, sont issues des estimations de population.

Sources : DREES ; Insee, estimations de population (données provisoires), État civil



Structure par âge de la population

Effectifs par classe d'âge au 1er janvier 2020 - Hommes (1)

	Auvergne- Rhône-Alpes	Bourgogne- Franche-Comté	Bretagne	Centre- Val de Loire	Corse	Grand Est	Hauts-de-france	Île-de-France	Normandie	Nouvelle-Aqui- taine	Occitanie	Pays de la Loire	PACA	FRANCE métropolitaine	Guadeloupe	Martinique	Guyane	La Réunion	Mayotte	FRANCE entière
0 - 4 ans	228 218	68 850	83 113	66 741	8 058	143 736	173 699	403 805	86 153	139 722	149 313	102 800	135 327	1 789 535	9 077	7 833	15 997	29 139	22 196	1 873 777
5 - 9 ans	252 870	80 829	99 245	77 945	9 375	163 103	199 990	407 980	100 703	165 569	169 276	121 100	147 766	1 995 751	11 078	9 277	14 923	32 238	20 184	2 083 451
10 - 14 ans	257 931	86 156	106 080	82 176	9 417	167 985	202 739	397 159	106 894	177 052	177 765	128 355	148 773	2 048 482	13 230	10 909	15 589	35 119	18 424	2 141 753
15 - 19 ans	253 974	86 847	108 660	79 009	8 715	171 519	204 003	387 494	106 727	180 733	179 204	126 842	147 314	2 041 041	12 259	10 695	13 679	33 268	13 501	2 124 443
20 - 24 ans	229 202	73 470	92 311	64 003	8 071	161 722	181 710	386 904	89 287	156 400	166 830	103 975	129 409	1 843 294	8 871	8 277	9 830	24 557	7 582	1 902 411
25 - 54 ans	1 495 084	486 365	590 226	448 259	63 120	1 017 619	1 103 327	2 468 685	580 920	1 044 954	1 047 357	686 256	883 800	11 915 972	55 981	53 543	51 282	151 554	41 752	12 270 084
55 - 59 ans	250 024	91 178	109 524	83 052	11 529	186 109	186 765	360 943	106 852	194 148	190 532	117 818	161 957	2 050 431	14 195	14 672	6 327	29 791	3 429	2 118 845
60 - 64 ans	226 897	89 991	106 973	80 346	10 853	172 931	171 705	297 683	103 444	192 519	180 511	112 641	150 803	1 897 297	12 985	13 398	5 059	23 515	2 434	1 954 688
65 - 74 ans	405 167	168 230	192 519	147 198	20 702	297 447	291 774	471 162	186 906	362 904	339 619	203 760	280 081	3 367 469	19 958	20 136	5 957	31 959	2 537	3 448 016
75 - 84 ans	215 497	85 146	93 633	75 557	12 728	146 774	124 658	239 686	88 850	188 283	179 051	100 540	164 403	1 714 806	9 556	11 004	1 917	13 627	937	1 751 847
85 ans et +	86 794	36 069	39 209	34 622	4 366	56 057	49 413	94 569	38 163	84 160	79 622	45 389	66 345	714 778	4 025	4 418	584	3 826	233	727 864
Ensemble	3 901 658	1 353 131	1 621 493	1 238 908	166 934	2 685 002	2 889 783	5 916 070	1 594 899	2 886 444	2 859 080	1 849 476	2 415 978	31 378 856	171 215	164 162	141 144	408 593	133 209	32 397 179
Moins de 6 ans	277 585	84 232	101 651	81 561	9 853	175 763	212 250	485 127	104 906	171 567	181 732	125 349	164 255	2 175 831	11 154	9 649	18 868	35 608	26 215	2 277 325
Enfants de 6 à 16 ans	563 546	186 366	229 998	177 508	20 517	365 874	444 759	877 175	232 067	382 527	384 454	277 899	326 350	4 469 040	27 265	22 836	33 371	75 012	40 878	4 668 402
Jeunes de 16 à 25 ans	474 947	155 856	195 045	138 580	16 650	329 057	377 966	775 757	191 115	329 722	340 922	223 700	271 439	3 820 756	19 957	18 208	22 360	54 983	19 212	3 955 476
Population de 26 à 64 ans	1 929 340	654 497	790 994	599 863	83 901	1 347 548	1 429 384	3 048 901	774 587	1 403 163	1 388 521	898 363	1 172 286	15 521 348	81 654	80 214	60 827	200 599	46 165	15 990 807
Population de 65 ans et plus	707 458	289 445	325 361	257 377	37 796	500 278	465 845	805 417	313 919	635 347	598 292	349 689	510 829	5 797 053	33 539	35 558	8 458	49 412	3 707	5 927 727
Population de 75 ans et plus	302 291	121 215	132 842	110 179	17 094	202 831	174 071	334 255	127 013	272 443	258 673	145 929	230 748	2 429 584	13 581	15 422	2 501	17 453	1 170	2 479 711
Population de 80 ans et plus	179 204	73 684	82 150	68 953	9 625	121 923	105 153	195 552	78 062	167 508	156 000	91 082	135 474	1 464 370	7 885	9 183	1 256	8 900	567	1 492 161

(1) Les estimations de population pour l'année 2020 sont des estimations précoces provisoires.

Source : Insee, estimations de population (données provisoires)

Structure par âge de la population

Effectifs par classe d'âge au 1er janvier 2020 - Femmes (1)

	Auvergne- Rhône-Alpes	Bourgogne- Franche-Comté	Bretagne	Centre- Val de Loire	Corse	Grand Est	Hauts-de-france	Île-de-France	Normandie	Nouvelle-Aqui- taine	Occitanie	Pays de la Loire	PACA	FRANCE métropolitaine	Guadeloupe	Martinique	Guyane	La Réunion	Mayotte	FRANCE entière
0 - 4 ans	217 494	66 331	79 345	64 342	7 605	136 271	166 238	389 885	83 451	134 766	142 199	97 939	128 811	1 714 677	8 947	7 717	16 088	28 769	21 744	1 797 942
5 - 9 ans	242 055	77 042	94 468	75 378	8 706	155 254	191 824	393 186	97 284	158 338	163 757	115 655	140 023	1 912 970	11 032	9 164	15 035	31 545	20 839	2 000 585
10 - 14 ans	245 626	81 183	101 492	77 850	8 592	159 559	194 132	384 034	100 648	168 652	169 396	122 077	142 322	1 955 563	12 734	10 505	15 266	33 222	18 949	2 046 239
15 - 19 ans	242 085	79 779	101 228	75 129	8 087	160 696	192 913	377 422	99 477	168 489	169 546	118 741	138 429	1 932 021	12 260	10 905	14 104	32 843	14 420	2 016 553
20 - 24 ans	221 552	66 496	84 357	60 348	7 883	151 173	174 853	401 970	85 439	150 980	162 239	100 433	124 837	1 792 560	8 892	7 658	10 646	24 871	10 444	1 855 071
25 - 54 ans	1 523 218	493 679	592 712	460 426	67 531	1 031 197	1 125 350	2 613 211	595 128	1 081 026	1 087 911	693 121	942 627	12 307 137	76 570	69 810	57 321	180 087	50 853	12 741 778
55 - 59 ans	261 435	95 887	112 370	86 203	12 026	192 970	194 033	388 499	112 381	208 992	201 967	122 634	176 307	2 165 704	16 650	17 454	6 400	31 135	3 188	2 240 531
60 - 64 ans	246 811	96 545	114 032	86 607	11 608	189 039	189 574	333 613	113 315	211 757	198 151	121 687	169 445	2 082 184	14 510	15 118	5 141	25 861	2 160	2 144 974
65 - 74 ans	461 128	185 285	218 580	164 772	22 512	328 761	341 260	555 749	211 809	410 049	381 612	229 443	327 018	3 837 978	23 483	23 511	5 954	35 710	2 390	3 929 026
75 - 84 ans	281 447	111 018	130 389	98 150	15 105	195 591	182 078	320 439	123 349	245 575	230 483	134 503	215 260	2 283 387	13 259	14 351	2 418	19 305	1 001	2 333 721
85 ans et +	187 868	76 663	89 913	70 960	8 090	126 234	120 624	204 132	86 320	174 914	158 517	96 088	134 594	1 534 917	7 327	8 394	1 174	8 018	274	1 560 104
Ensemble	4 130 719	1 429 908	1 718 886	1 320 165	177 745	2 826 745	3 072 879	6 362 140	1 708 601	3 113 538	3 065 778	1 952 321	2 639 673	33 519 098	205 664	194 587	149 547	451 366	146 262	34 666 524
Moins de 6 ans	265 389	81 277	97 376	78 958	9 311	166 904	203 504	469 546	101 802	164 892	173 724	120 134	156 138	2 088 955	11 035	9 571	18 960	35 025	25 897	2 189 443
Enfants de 6 à 16 ans	536 364	175 990	218 762	169 639	18 821	347 449	425 464	846 988	219 449	364 005	368 489	263 756	310 268	4 265 444	26 973	22 304	33 238	72 079	42 298	4 462 336
Jeunes de 16 à 25 ans	456 821	142 581	180 302	131 242	15 992	308 382	361 133	790 554	180 946	313 562	328 337	213 690	259 604	3 683 146	20 192	17 878	23 982	55 769	23 625	3 824 592
Population de 26 à 64 ans	1 989 890	673 190	804 013	621 861	89 482	1 384 865	1 477 054	3 249 170	804 878	1 474 112	1 458 338	919 099	1 264 462	16 210 414	106 038	100 889	66 816	232 044	54 078	16 770 279
Population de 65 ans et plus	930 443	372 966	438 882	333 882	45 707	650 586	643 962	1 080 320	421 478	830 538	770 612	460 034	676 872	7 656 282	44 069	46 256	9 546	63 033	3 665	7 822 851
Population de 75 ans et plus	469 315	187 681	220 302	169 110	23 195	321 825	302 702	524 571	209 669	420 489	389 000	230 591	349 854	3 818 304	20 586	22 745	3 592	27 323	1 275	3 893 825
Population de 80 ans et plus	318 383	130 044	155 487	118 552	14 559	222 073	211 783	350 678	146 913	291 586	265 210	162 120	230 170	2 617 558	13 043	15 082	2 134	16 377	619	2 664 813

(1) Les estimations de population pour l'année 2020 sont des estimations précoces provisoires.

Source : Insee, estimations de population (données provisoires)

Structure par âge de la population

Effectifs par classe d'âge au 1er janvier 2020 - Ensemble

	Auvergne- Rhône-Alpes	Bourgogne- Franche-Comté	Bretagne	Centre- Val de Loire	Corse	Grand Est	Hauts-de-France	Île-de-France	Normandie	Nouvelle-Aquitaine	Occitanie	Pays de la Loire	PACA	FRANCE métropolitaine	Guadeloupe	Martinique	Guyane	La Réunion	Mayotte	FRANCE entière
0 - 4 ans	445 712	135 181	162 458	131 083	15 663	280 007	339 937	793 690	169 604	274 488	291 512	200 739	264 138	3 504 212	18 024	15 550	32 085	57 908	43 940	3 671 719
5 - 9 ans	494 925	157 871	193 713	153 323	18 081	318 357	391 814	801 166	197 987	323 907	333 033	236 755	287 789	3 908 721	22 110	18 441	29 958	63 783	41 023	4 084 036
10 - 14 ans	503 557	167 339	207 572	160 026	18 009	327 544	396 871	781 193	207 542	345 704	347 161	250 432	291 095	4 004 045	25 964	21 414	30 855	68 341	37 373	4 187 992
15 - 19 ans	496 059	166 626	209 888	154 138	16 802	332 215	396 916	764 916	206 204	349 222	348 750	245 583	285 743	3 973 062	24 519	21 600	27 783	66 111	27 921	4 140 996
20 - 24 ans	450 754	139 966	176 668	124 351	15 954	312 895	356 563	788 874	174 726	307 380	329 069	204 408	254 246	3 635 854	17 763	15 935	20 476	49 428	18 026	3 757 482
25 - 54 ans	3 018 302	980 044	1 182 938	908 685	130 651	2 048 816	2 228 677	5 081 896	1 176 048	2 125 980	2 135 268	1 379 377	1 826 427	24 223 109	132 551	123 353	108 603	331 641	92 605	25 011 862
55 - 59 ans	511 459	187 065	221 894	169 255	23 555	379 079	380 798	749 442	219 233	403 140	392 499	240 452	338 264	4 216 135	30 845	32 126	12 727	60 926	6 617	4 359 376
60 - 64 ans	473 708	186 536	221 005	166 953	22 461	361 970	361 279	631 296	216 759	404 276	378 662	234 328	320 248	3 979 481	27 495	28 516	10 200	49 376	4 594	4 099 662
65 - 74 ans	866 295	353 515	411 099	311 970	43 214	626 208	633 034	1 026 911	398 715	772 953	721 231	433 203	607 099	7 205 447	43 441	43 647	11 911	67 669	4 927	7 377 042
75 - 84 ans	496 944	196 164	224 022	173 707	27 833	342 365	306 736	560 125	212 199	433 858	409 534	235 043	379 663	3 998 193	22 815	25 355	4 335	32 932	1 938	4 085 568
85 ans et +	274 662	112 732	129 122	105 582	12 456	182 291	170 037	298 701	124 483	259 074	238 139	141 477	200 939	2 249 695	11 352	12 812	1 758	11 844	507	2 287 968
Ensemble	7 803 316	2 706 262	3 242 986	2 477 816	333 868	5 370 004	5 779 566	11 832 140	3 189 798	5 772 888	5 718 160	3 698 952	4 831 956	62 757 712	342 430	328 324	282 288	817 186	266 418	64 794 358
Moins de 6 ans	542 974	165 509	199 027	160 519	19 164	342 667	415 754	954 673	206 708	336 459	355 456	245 483	320 393	4 264 786	22 189	19 220	37 828	70 633	52 112	4 466 768
Enfants de 6 à 16 ans	1 099 910	362 356	448 760	347 147	39 338	713 323	870 223	1 724 163	451 516	746 532	752 943	541 655	636 618	8 734 484	54 238	45 140	66 609	147 091	83 176	9 130 738
Jeunes de 16 à 25 ans	931 768	298 437	375 347	269 822	32 642	637 439	739 099	1 566 311	372 061	643 284	669 259	437 390	531 043	7 503 902	40 149	36 086	46 342	110 752	42 837	7 780 068
Population de 26 à 64 ans	3 919 230	1 327 687	1 595 007	1 221 724	173 383	2 732 413	2 906 438	6 298 071	1 579 465	2 877 275	2 846 859	1 817 462	2 436 748	31 731 762	187 692	181 103	127 643	432 643	100 243	32 761 086
Population de 65 ans et plus	1 637 901	662 411	764 243	591 259	83 503	1 150 864	1 109 807	1 885 737	735 397	1 465 885	1 368 904	809 723	1 187 701	13 453 335	77 608	81 814	18 004	112 445	7 372	13 750 578
Population de 75 ans et plus	771 606	308 896	353 144	279 289	40 289	524 656	476 773	858 826	336 682	692 932	647 673	376 520	580 602	6 247 888	34 167	38 167	6 093	44 776	2 445	6 373 536
Population de 80 ans et plus	497 587	203 728	237 637	187 505	24 184	343 996	316 936	546 230	224 975	459 094	421 210	253 202	365 644	4 081 928	20 928	24 265	3 390	25 277	1 186	4 156 974

(1) Les estimations de population pour l'année 2020 sont des estimations précoces provisoires.

Source : Insee, estimations de population (données provisoires)



Sources : DREES, INSEE, CNAF, DARES, DGFIP, CNAV, CCMSA, CAF, Banque de France, Pôle emploi, ASP, IEDOM, Fonds CMU.

Pour en savoir plus :

Taux de pauvreté - Intensité de la pauvreté

Le taux de pauvreté correspond à la proportion d'individus dont le niveau de vie est inférieur pour une année donnée à un seuil, dénommé seuil de pauvreté (exprimé en euros). L'Insee, comme Eurostat et les autres pays européens, mesure la pauvreté monétaire de manière relative alors que d'autres pays (comme les États-Unis ou l'Australie) ont une approche absolue. Dans l'approche en termes relatifs, le seuil de pauvreté est déterminé par rapport à la distribution des niveaux de vie de l'ensemble de la population. On privilégie en Europe le seuil de 60 % du niveau de vie médian.

L'intensité de la pauvreté est un indicateur qui permet d'apprécier à quel point le niveau de vie de la population pauvre est éloigné du seuil de pauvreté. L'Insee mesure cet indicateur comme l'écart relatif entre le niveau de vie médian de la population pauvre et le seuil de pauvreté. Plus cet indicateur est élevé et plus la pauvreté est dite intense, au sens où le niveau de vie des plus pauvres est très inférieur au seuil de pauvreté.

Niveau de vie médian

Le niveau de vie médian Le niveau de vie médian est le revenu disponible après transferts, impôts et prestations sociales, par unité de consommation (UC), en deçà duquel se situe la moitié de la population de France métropolitaine. Le rapport inter décile (D9/D1) des niveaux de vie est le rapport entre le niveau de vie plancher des 10 % les plus aisés et le niveau de vie plafond des 10 % les plus modestes.

Ménage fiscal

Le « **ménage fiscal** » est un ménage constitué par le regroupement des foyers fiscaux répertoriés dans un même logement. Son existence, une année donnée, tient au fait que coïncident au moins une déclaration indépendante de revenus et l'occupation d'un logement connu à la Taxe d'Habitation. Les ménages constitués de personnes ne disposant pas de leur indépendance fiscale (essentiellement des étudiants) sont comptés dans les ménages où ils déclarent leurs revenus même s'ils occupent un logement indépendant.

Fichier Localisé social et fiscal (FiLoSoFi)

Les données issues de ce fichier proviennent du rapprochement :

- des données fiscales (déclarations de revenus des personnes physiques, taxe d'habitation et fichier d'imposition des personnes physiques) fournies à l'Insee par la Direction générale des finances publiques,
- et des données sur les prestations sociales émanant des principaux organismes gestionnaires de ces prestations (CNAF, CNAV, MSA).

Ces données permettent de reconstituer un revenu déclaré (avant impôt) et un revenu disponible (après impôt et y compris prestations sociales et revenus financiers non déclarés) avec une estimation plus précise des prestations réellement perçues à tous les niveaux locaux : infra-communales, communales et supra-communales.

À partir des données 2012, le dispositif FiLoSoFi remplace les anciens dispositifs Revenus fiscaux localisés (RFL) et Revenus disponibles localisés (RDL).

Au niveau national, l'enquête sur les revenus fiscaux et sociaux (ERFS) reste la source de référence pour les indicateurs d'inégalité des niveaux de vie et de pauvreté.

Taux de chômage localisés trimestriels

Le taux de chômage est le pourcentage de chômeurs dans la population active (actifs occupés + chômeurs).

Ces taux sont calculés en moyenne trimestrielle pour les régions, les départements et les zones d'emploi de métropole selon une méthodologie synthétisant les informations de l'enquête emploi pour le niveau national (chômage au sens du BIT) et de Pôle emploi (chômage répertorié à partir des DEFM) pour la répartition géographique.

Ces taux sont cohérents avec le taux de chômage national officiel dit au sens du BIT.

Chômage au sens du Bureau International du Travail

En application de la définition internationale adoptée en 1982 par le Bureau international du travail (BIT), un chômeur est une personne en âge de travailler (15 ans ou plus) qui répond simultanément à trois conditions :

- être sans emploi, c'est-à-dire ne pas avoir travaillé, ne serait-ce qu'une heure, durant une semaine de référence ;
- être disponible pour prendre un emploi dans les 15 jours ;
- avoir cherché activement un emploi dans le mois précédent ou en avoir trouvé un qui commence dans moins de trois mois.

Un chômeur au sens du BIT n'est pas forcément inscrit à Pôle emploi (et inversement).

Demandeurs d'emploi

Les demandeurs d'emploi sont des personnes inscrites à Pôle emploi. Ils sont regroupés en différentes catégories :

- Catégorie A : demandeurs d'emploi tenus de rechercher un emploi, sans emploi ;
- Catégorie B : demandeurs d'emploi tenus de rechercher un emploi, ayant exercé une activité réduite courte (78 heures ou moins au cours du mois) ;
- Catégorie C : demandeurs d'emploi non tenus de rechercher un emploi, ayant exercé une activité réduite longue (de plus de 78 heures au cours du mois).

Le Revenu de Solidarité Active (RSA)

Le revenu de solidarité active (RSA) s'adresse depuis le 1er juin 2009 en France métropolitaine et depuis le 1er janvier 2011 dans les départements d'outre-mer (et le 1er janvier 2012 à Mayotte) à toute personne âgée d'au moins 25 ans ou assumant la charge d'au moins un enfant né ou à naître. Depuis le 1er septembre 2010 en France métropolitaine et le 1er juillet 2011 dans les DOM, il a été étendu aux personnes de moins de 25 ans ayant travaillé au moins deux années au cours des trois dernières années (**RSA socle jeune**).

Le seuil du revenu garanti par le RSA est calculé en additionnant un montant forfaitaire, variable selon la composition du foyer, à une fraction (62 %) des revenus professionnels des membres du foyer.

Le **RSA** est destiné aux personnes dont l'ensemble des ressources est inférieur au montant forfaitaire. Il peut être majoré pour les parents assumant seuls la charge d'au moins un enfant né ou à naître. Le **RSA socle non majoré** s'est substitué au revenu minimum d'insertion (**RMI**) et le **RSA socle majoré** à l'allocation de parent isolé (**API**).

Prime d'activité

La prime d'activité est entrée en vigueur le 1er janvier 2016. C'est un complément de revenu qui est versé chaque mois, depuis le 5 février 2016, sous conditions de ressources, aux travailleurs modestes. Elle remplace la prime pour l'emploi (PPE) et la partie « activité » du revenu de solidarité active (RSA).



Les allocations du minimum vieillesse (ASV et ASPA)

L'allocation supplémentaire vieillesse (ASV) a été créée en 1956 et l'allocation de solidarité aux personnes âgées (ASPA) est entrée en vigueur en 2007 à la suite de la réforme du minimum vieillesse. L'ASV continue d'être versée aux personnes qui en bénéficiaient avant cette réforme. Ces allocations sont destinées aux personnes âgées d'au moins 65 ans (ou ayant atteint l'âge minimum de départ à la retraite en cas d'inaptitude au travail) qui disposent de ressources inférieures au seuil du minimum vieillesse. Elles sont versées par les caisses de retraite ou par le service de l'allocation de solidarité aux personnes âgées et financées par le Fonds de solidarité vieillesse.

L'allocation de solidarité spécifique (ASS)

Instituée en 1984, c'est une allocation chômage s'adressant aux chômeurs ayant épuisé leurs droits à l'assurance chômage ou aux demandeurs d'emploi âgés de 50 ans ou plus, et qui justifient d'au moins cinq années d'activité salariée au cours des dix dernières années précédant la rupture de leur contrat de travail.

La Couverture Maladie Universelle Complémentaire

La Couverture Maladie Universelle Complémentaire (CMUC) est une protection complémentaire santé gratuite accordée aux personnes remplissant certaines conditions de résidence et de ressources.

Elle prend en charge le ticket modérateur (part restant habituellement à la charge du patient) et le forfait journalier en cas d'hospitalisation. Elle garantit l'application des tarifs opposables par les médecins conventionnés ; de plus, les dépassements de tarifs pour les lunettes, les prothèses auditives et les appareils dentaires sont également pris en charge dans la limite d'un certain montant. Enfin, elle permet la dispense d'avance de frais lors des consultations chez le médecin, à la pharmacie, pour les médicaments sur prescription, au laboratoire, etc.

À partir du 1er novembre 2019, la CMU-C et l'ACS sont remplacées par la complémentaire santé solidaire (CSS)

Aide complémentaire :

<https://drees.solidarites-sante.gouv.fr/etudes-et-statistiques/publications/etudes-et-resultats/article/aide-sociale-aux-personnes-agees-ou-handicapees-les-departements-ont-attribue-2> ▶

<https://drees.solidarites-sante.gouv.fr/minima-sociaux-et-prestations-destination-des-menages-modestes> ▶

<https://www.insee.fr/fr/statistiques/2412603> ▶

<https://data.drees.solidarites-sante.gouv.fr/explore/?refine.theme=Minima+sociaux+et+Pauvret%C3%A9&sort=modified> ▶

<http://drees.solidarites-sante.gouv.fr/etudes-et-statistiques/publications/etudes-et-resultats/article/redistribution-les-effets-des-prestations-sociales-sur-le-niveau-de-vie-des> ▶

<http://drees.solidarites-sante.gouv.fr/etudes-et-statistiques/publications/etudes-et-resultats/article/80-des-beneficiaires-du-rsa-soumis-aux-droits-et-devoirs-sont-orientes-vers-un> ▶



Pauvreté - Précarité - Exclusion

Revenus et inégalités de revenus (année 2017)

	Auvergne- Rhône-Alpes	Bourgogne- Franche-Comté	Bretagne	Centre- Val de Loire	Corse	Grand Est	Hauts-de-france	Île-de-France	Normandie	Nouvelle-Aquitaine	Occitanie	Pays de la Loire	PACA	FRANCE métropolitaine	Guadeloupe	Martinique	Guyane	La Réunion	Mayotte	FRANCE entière
Niveau de vie médian des ménages (en euros) (1)	21 840	20 860	21 060	20 890	20 000	21 030	19 520	23 230	20 600	20 670	20 180	20 980	20 800	21 110	nd	17 580	nd	15 020	nd	nd
Disparités des revenus des ménages (rapport inter décile D9/D1 du niveau de vie) (1)	3,4	3,0	2,8	3,0	3,6	3,3	3,2	4,4	3,0	3,1	3,4	2,8	3,6	3,4	nd	4,2	nd	4,4	nd	nd
Taux de pauvreté monétaire (seuil de pauvreté à 60%) (1)	12,5	12,8	10,9	13,2	18,7	14,5	17,9	15,3	13,4	13,5	16,8	10,8	17,0	14,5	nd	28,6	nd	38,3	nd	nd
Taux de pauvreté monétaire des ménages (seuil de pauvreté à 60%) dont le référent fiscal est âgé de moins de 30 ans (1)	19,7	20,4	19,6	22,1	24,8	24,4	28,9	19,0	22,0	23,0	27,1	17,9	24,8	22,4	nd	46,9	nd	52,3	nd	nd
Taux de pauvreté monétaire des ménages (seuil de pauvreté à 60%) dont le référent fiscal est âgé de 75 ans ou plus (1)	8,0	8,1	8,3	7,4	17,9	7,8	9,8	8,1	7,7	10,5	11,9	7,4	10,3	9,0	nd	29,5	nd	39,1	nd	nd
Intensité de la pauvreté monétaire (1)	19,5	18,4	18,2	19,5	21,5	19,6	18,8	22,4	18,7	19,3	20,4	17,9	21,4	20,0	nd	23,5	nd	23,3	nd	nd

(1) Indicateurs sociaux départementaux

Sources: DREES ; Insee, Fichier localisé social et fiscal (FiLoSoFi) ; DGFIP ; Cnaf ; Cnav ; CCMSA ; Caf, données au 31/12/2017 ; Enquête budget famille

Pauvreté - Précarité - Exclusion

Revenus et inégalités de revenus (année 2017)

	Auvergne- Rhône-Alpes	Bourgogne- Franche-Comté	Bretagne	Centre- Val de Loire	Corse	Grand Est	Hauts-de-france	Île-de-France	Normandie	Nouvelle-Aquitaine	Occitanie	Pays de la Loire	PACA	FRANCE métropolitaine	Guadeloupe	Martinique	Guyane	La Réunion	Mayotte	FRANCE entière
Nombre total de ménages fiscaux	3 360 029	1 223 240	1 456 371	1 120 490	123 785	2 332 825	2 430 437	4 909 110	1 415 013	2 650 795	2 553 948	1 594 869	2 238 549	27 409 461	nd	149275,0	nd	316435,0	66 634	nd
Part des ménages fiscaux imposés (en %)	52,7	50,6	49,5	51,1	47,6	49,8	45,7	63,9	49,2	48,5	46,6	49,2	51,7	52,1	nd	34,0	nd	28,1	12,9	nd
Revenu salarial annuel moyen par sexe et PCS dans le secteur privé (1)	22 330	20 520	20 370	21 540	18 780	21 000	21 220	29 790	21 370	20 590	20 900	20 880	21 460	23 160	21 250	21 020	21 810	19 790	nd	23 110
Femmes	18 580	17 230	17 240	18 430	16 400	17 530	17 760	25 890	17 930	17 680	17 670	17 480	18 140	19 700	19 700	19 400	20 230	18 220	nd	19 690
Hommes	25 200	23 030	22 860	23 940	20 730	23 680	23 590	32 880	23 920	22 940	23 480	23 530	24 160	25 840	22 720	22 520	22 790	20 860	nd	25 770
Cadres (y c les chefs d'entreprise salariés)	42 580	40 150	40 430	41 740	36 210	41 010	41 490	52 180	41 810	40 600	40 100	40 350	41 770	45 580	46 030	45 260	47 130	42 950	nd	45 580
Professions intermédiaires	24 260	23 960	23 200	24 690	24 940	24 350	24 240	26 550	24 990	23 640	23 340	23 510	24 330	24 570	26 060	25 190	27 950	24 080	nd	24 580
Employés	15 060	14 860	14 550	15 400	14 360	14 770	14 930	16 700	15 090	14 870	14 340	14 840	14 770	15 240	16 570	16 440	16 230	15 650	nd	15 260
Ouvriers	17 530	17 480	16 780	17 430	16 460	17 810	17 520	17 490	18 150	16 850	16 390	17 280	16 680	17 310	16 380	16 780	15 830	16 560	nd	17 290

(1) Le revenu salarial moyen se calcule en divisant le cumul des salaires de tous les postes des salariés, y compris les indemnités de chômage, par le nombre de salariés. Les déclarations annuelles de données sociales (DADS) que les entreprises adressent aux administrations sont remplacées progressivement par les déclarations sociales nominatives (DSN). Les données utilisées pour le millésime 2017 sont donc issues pour partie de DSN (environ 75 % des entreprises) et pour partie de DADS (25 % des entreprises), alors que celles du millésime 2016 sont produites à partir des seules DADS. Dans ce contexte de changement progressif des sources d'informations, l'Insee refond ses traitements statistiques. Ainsi, les résultats en niveau dans cette publication ne sont pas directement comparables à ceux des publications sur les millésimes antérieurs.

Sources: DREES ; Insee, DADS, fichier salariés au lieu de résidence ; Insee-DGFIP ; Cnaf ; Cnav ; CCMSA, Fichier localisé social et fiscal (FiLoSoFi) ; DGFIP ; IEDOM Rapport annuel 2019 Mayotte

Pauvreté - Précarité - Exclusion

Inclusion bancaire

	Auvergne- Rhône-Alpes	Bourgogne- Franche-Comté	Bretagne	Centre- Val de Loire	Corse	Grand Est	Hauts-de- France	Île-de- France	Normandie	Nouvelle-Aquitaine	Occitanie	Pays de la Loire	PACA	FRANCE métropolitaine	Guadeloupe	Martinique	Guyane	La Réunion	Mayotte	FRANCE entière	
Nombre de dossiers de surendettement déposés et part des dossiers jugés recevables																					
Dossiers de surendettement déposés																					
2008	19 295	9 347	8 069	8 040	550	17 567	25 683	30 603	13 245	17 583	14 060	8 983	15 460	188 485	349	350	217	757	4	190 162	
2018	17 717	8 420	7 585	7 627	543	13 319	22 431	22 372	11 125	16 233	13 783	7 984	13 797	162 936	426	405	215	1 157	11	165 150	
2019	15 228	7 197	6 203	6 544	520	11 675	20 291	20 255	9 445	14 141	12 049	7 156	12 376	143 080	422	415	305	1 291	nd	145 513	
Dossiers de surendettement jugés recevables																					
2008	17 721	8 110	7 250	6 716	442	15 407	21 740	25 313	11 589	14 432	11 983	7 884	12 446	161 033	291	248	172	555	1	162 300	
2018	16 577	7 286	7 075	7 052	467	12 197	20 330	20 032	9 907	14 521	12 410	7 324	12 675	147 853	333	319	208	984	6	149 703	
2019	13 891	7 012	5 660	6 134	486	11 062	19 132	19 078	9 070	13 337	11 770	6 669	11 426	134 727	310	366	229	1 034	18	136 684	
Part des dossiers de surendettement jugés recevables																					
2008	91,8	86,8	89,9	83,5	80,4	87,7	84,6	82,7	87,5	82,1	85,2	87,8	80,5	85,4	83,4	70,9	79,3	73,3	25,0	85,3	
2018	93,6	86,5	93,3	92,5	86,0	91,6	90,6	89,5	89,1	89,5	90,0	91,7	91,9	90,7	78,2	78,8	96,7	85,0	54,5	90,6	
2019	91,2	97,4	91,2	93,7	93,5	94,7	94,3	94,2	96,0	94,3	97,7	93,2	92,3	94,2	73,5	88,2	75,1	80,1	nd	93,9	

Source : Banque de France, enquête typologie

Pauvreté - Précarité - Exclusion

Chômage

	Auvergne- Rhône-Alpes	Bourgogne- Franche-Comté	Bretagne	Centre- Val de Loire	Corse	Grand Est	Hauts-de- France	Île-de- France	Normandie	Nouvelle-Aquitaine	Occitanie	Pays de la Loire	PACA	FRANCE métropolitaine	Guadeloupe	Martinique	Guyane	La Réunion	Mayotte	FRANCE entière	
Données septembre 2020																					
Nombre de demandeurs d'emploi de catégories A, B, C	682 210	224 090	274 620	220 880	20 210	469 770	590 740	1 071 640	288 660	521 030	603 880	335 310	507 230	5 810 270	63 050	50 760	25 880	165 490	13 081	6 115 450	
Nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A	409 780	122 710	149 430	120 720	14 500	291 480	370 810	758 180	168 240	290 310	372 730	179 040	324 840	3 572 770	53 310	40 530	22 740	135 600	11 931	3 824 950	
Nombre de demandeurs d'emploi longue durée (Catégories A, B, C)	315 120	106 060	132 230	108 460	7 200	231 390	303 490	502 910	145 680	251 670	296 750	163 430	240 550	2 804 940	36 510	27 480	10 520	98 690	5 041	2 978 140	
Proportion en % des femmes parmi les demandeurs d'emploi de catégories A, B, C	52,3	51,5	53,6	52,1	54,5	50,2	50,2	50,0	52,5	54,0	52,1	54,2	51,2	51,7	58,5	58,5	58,4	52,1	65,7	51,9	
Proportion en % des moins de 25 ans parmi les demandeurs d'emploi de catégories A, B, C	13,9	15,1	14,6	15,3	13,3	14,2	16,4	10,7	16,5	14,0	13,4	16,3	12,7	13,8	11,3	11,0	15,6	13,2	16,8	13,8	
Proportion en % des 50 ans et plus parmi les demandeurs d'emploi de catégories A, B, C	24,7	26,2	25,0	25,6	29,0	26,3	23,3	26,1	24,5	26,5	26,6	23,7	27,4	25,6	34,3	36,5	23,7	28,7	17,3	25,8	
Taux de chômage localisé (4ème trimestre 2019) en % (1)	7,0	7,2	6,7	7,7	8,2	7,8	10,0	7,1	8,0	7,5	9,6	6,9	9,3	7,9	nd	nd	nd	nd	nd	nd	
Données 2018-2019																					
Évolution du nombre de demandeurs d'emploi en QPV (Quartiers de la politique de la ville 2015) (2)																					
Catégorie A tous âges																					
Au 31 décembre 2018	40 136	15 079	9 672	19 407	nd	43 616	79 708	138 137	22 308	22 640	45 387	19 785	59 481	515 356	nd	nd	nd	31 916	10 939	nd	
Au 31 décembre 2019 (2)	38 920	14 790	8 900	17 890	820	41 840	73 350	134 240	21 840	21 570	44 420	19 230	56 320	493 310	nd	nd	nd	30 171	nd	nd	
Catégorie A, B, C tous âges																					
Au 31 décembre 2018	60 941	23 028	14 747	29 293	nd	63 053	113 916	199 059	32 826	35 365	63 988	30 797	83 623	750 636	nd	nd	nd	37 629	11 810	nd	
Au 31 décembre 2019 (2)	59 220	22 387	13 797	27 008	nd	60 353	104 970	191 176	32 089	33 005	61 973	29 904	78 650	714 532	nd	nd	nd	35 906	nd	nd	
Nombre de demandeurs d'emploi de longue durée en QPV au 31 décembre 2019 (2)																					
Demandeurs d'emploi dans les QPV (catégorie A, B ou C)	59 220	22 387	13 797	27 008	752	60 353	104 970	191 176	32 089	33 005	61 973	29 904	78 650	714 532	nd	nd	nd	35 906	nd	nd	
Demandeurs d'emploi de longue durée (1 an ou plus) dans les QPV (catégorie A, B ou C)	26 749	10 195	6 170	12 760	233	28 369	50 866	88 131	15 159	14 618	28 540	13 996	36 556	332 109	nd	nd	nd	21 615	nd	nd	
Part des demandeurs d'emploi de longue durée (1 an ou plus) parmi les demandeurs d'emploi au sein des QPV (catégorie A, B ou C) (en %)	45,2	45,5	44,7	47,2	31,0	47,0	48,5	46,1	47,2	44,3	46,1	46,8	46,5	46,5	nd	nd	nd	60,2	nd	nd	

(1) Indicateurs sociaux départementaux, données provisoires

(2) Les données issues du fichier des DEFM annuel au 31 décembre sont des données structurelles. Deux millésimes consécutifs ne doivent pas être utilisés pour mesurer des évolutions. En effet, les données sont géolocalisées à partir d'un référentiel d'adresses qui est en évolution constante, des améliorations étant apportées régulièrement sur la localisation des adresses. Les évolutions entre deux millésimes ne reflètent donc pas uniquement l'évolution réelle des DEFM mais aussi l'évolution du référentiel.

Sources : DREES ; Insee, estimations de taux de chômage localisés et taux de chômage au sens du BIT ; Pôle emploi ; Dares, statistiques du marché du travail (champ : demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi, tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, Quartiers prioritaires de la politique de la ville de France Métropolitaine et La Réunion) - géoréférencement Insee ; ASP, traitement Dares

Pauvreté - Précarité - Exclusion
RSA et Minima sociaux

	Auvergne- Rhône-Alpes	Bourgogne- Franche-Comté	Bretagne	Centre- Val de Loire	Corse	Grand Est	Hauts-de-france	Île-de-France	Normandie	Nouvelle-Aquitaine	Occitanie	Pays de la Loire	PACA	FRANCE métropolitaine	Guadeloupe	Martinique	Guyane	La Réunion	Mayotte	FRANCE entière
Allocataires du revenu de solidarité active (RSA) au 31.12.2019 (1)	159 338	59 131	60 281	60 101	6 235	146 374	221 971	343 522	84 305	146 717	192 424	68 843	158 526	1 707 768	43 637	35 950	22 680	100 688	5 406	1 916 129
Dont :																				
RSA majoré	18 745	6 990	6 939	7 698	587	17 000	28 642	34 394	10 611	16 304	21 619	9 515	18 418	197 462	4 996	4 035	6 388	16 228	0	229 109
RSA non majoré (9)	140 495	52 097	53 318	52 366	5 646	129 306	193 272	309 035	73 659	130 318	170 708	59 295	140 054	1 509 569	38 640	31 913	16 292	84 451	5 406	1 686 271
Dont RSA (socle) jeune	98	44	24	37	2	68	57	93	35	95	97	33	54	737	1	2	0	9	0	749
Taux de population couverte par le RSA en % (allocataire, conjoint et personnes à charge) (2) (4)	4,0	4,3	3,4	4,9	3,2	5,4	8,0	5,3	5,1	4,8	6,4	3,6	6,3	5,3	21,8	17,6	23,0	26,6	5,3	5,8
Allocataires de la prime d'activité au 31.12.2019 (1)	515 429	183 147	224 568	174 950	20 691	363 058	454 878	654 426	229 907	440 177	466 831	262 516	366 577	4 357 155	28 308	30 802	10 389	76 704	1 236	4 504 594
Dont :																				
Prime d'activité majorée	23 130	9 344	10 292	9 252	1 019	16 628	20 776	35 741	11 916	20 651	20 861	13 024	17 881	210 515	2 210	2 169	1 526	5 206	0	221 626
Prime d'activité non majorée	492 299	173 803	214 276	165 698	19 672	346 430	434 102	618 685	217 991	419 526	445 970	249 492	348 696	4 146 640	26 098	28 633	8 863	71 498	1 236	4 282 968
Allocataires de l'Allocation de solidarité spécifique (ASS) au 31.12.2018 (3)	34 560	13 380	13 880	13 500	1 350	34 450	42 780	61 320	19 150	29 050	38 920	14 720	30 110	347 170	7 030	6 200	1 060	17 850	70	379 380
Allocataires de l'ASS pour 100 personnes de 15 à 64 ans (4) (5) (7) (8)	0,7	0,8	0,7	0,9	0,6	1,0	1,1	0,8	1,0	0,8	1,1	0,6	1,0	0,9	3,0	2,7	0,6	3,2	nd	0,9
Allocataires de l'allocation supplémentaire vieillesse (ASV) et de l'allocation de solidarité aux personnes âgées (ASPA) au 31.12.2018 (4)	52 664	18 495	20 062	15 814	8 006	34 021	41 671	82 212	21 155	50 614	64 987	20 754	71 420	501 875	20 762	14 121	4 182	23 090	nd	564 030
Allocataires de l'ASV et de l'ASPA pour 100 personnes de 60 ans et plus (5) (7) (8)	2,5	2,2	2,1	2,1	7,7	2,3	2,9	3,3	2,3	2,7	3,8	2,0	4,8	2,9	20,4	13,2	15,8	15,0	nd	3,2
Bénéficiaires de la couverture maladie universelle complémentaire (CMUC) en 2019 (6)																				
Bénéficiaires de la CMU complémentaire	504 215	175 381	163 681	190 859	17 998	430 052	669 887	1 001 855	257 958	422 935	570 196	216 798	478 249	5 100 065	106 362	76 560	97 496	309 652	nd	5 690 134
Bénéficiaires de la CMUC en % de la population totale	6,3	6,3	4,9	7,5	5,2	7,8	11,2	8,2	7,8	7,0	9,6	5,7	9,5	7,9	28,2	21,3	33,5	36,0	nd	8,5

(1) Les données portant sur les allocataires relevant des Caf sont établies selon le territoire de gestion des Caf et non selon le lieu de résidence Guadeloupe : y compris Saint-Barthélemy et Saint-Martin

(2) Population couverte par le RSA : l'allocataire, le conjoint et les personnes à charge. Hors "RSA jeunes" (à la charge de l'État). Attention rupture de série : à la suite d'une amélioration du système de production statistique de la Cnaf sur les bénéficiaires de prestations légales, les données à partir de 2016 ne sont pas comparables avec celles des années précédentes.

(3) Données semi définitives

(4) Les données par département de résidence sont estimées pour les DOM. Les données départementales de la Haute-Corse et de la Corse du Sud correspondent au nombre d'allocataires au niveau régional divisé par 2.

(5) hors allocataires résidents à l'étranger et allocataires non ventilés par départements (ces derniers représentent 0,0001% de la population totale)

(6) Les effectifs pour 2019 sont calculés sur la base d'une moyenne des effectifs de janvier à octobre 2019, sur 10 mois. À compter du 1er novembre 2019, la CMU-C est remplacée par la CSS (sans participation). La prestation ne change pas sur le fond, mais les remontées des données en provenance des régimes ne permettent pas, à ce jour, d'apparier les données CMU-C / CSS au niveau départemental.

(7) Indicateurs sociaux départementaux

(8) Attention rupture de série : à la suite d'une amélioration du système de production statistique de la Cnaf sur les bénéficiaires de prestations légales, les données à partir de 2016 sur le RSA, l'AAH et le total des minima sociaux ne sont pas comparables avec celles des années précédentes.

(9) Les bénéficiaires du "RSA jeunes" sont intégrés aux effectifs du RSA non majoré.

Sources : DREES ; données CNAMTS, RSI, CCMSA, Calculs Fonds CMU, CNDSSSTI ; MSA ; Cnaf ; Insee, estimation de population au 01/01/2020 (Résultats provisoires arrêtés début 2020), estimation de population au 01/01/19 (résultats provisoires arrêtés fin 2019) ; Pôle emploi ; Fichier national des Assedic ; RSI ; Fonds CMU ; estimation DREES, FSV (Fonds solidarité Vieillesse) et enquête DREES auprès de la caisse nationale d'assurance vieillesse (CNAV), du régime social des indépendants (RSI), de la MSA, de la Caisse des dépôts et consignations (CDC), de l'établissement national des invalides de la marine (ENIM), de la société nationale des chemins de fer (SNCF), de la caisse d'assurance vieillesse, invalidité et maladie des cultes (CAVIMAC) pour la France métropolitaine ; estimation DREES, CNAV pour les DOM



Immigration - Intégration

Immigration et origines en 2017

	Auvergne- Rhône-Alpes	Bourgogne- Franche-Comté	Bretagne	Centre- Val de Loire	Corse	Grand Est	Hauts-de-france	Île-de-France	Normandie	Nouvelle-Aquitaine	Occitanie	Pays de la Loire	PACA	FRANCE métropolitaine	Guadeloupe	Martinique	Guyane	La Réunion	Mayotte	FRANCE entière
Nombre de personnes immigrées	760 630	195 165	121 386	182 673	33 275	498 880	328 715	2 378 620	145 536	376 388	520 377	149 362	540 979	6 231 986	nd	nd	nd	nd	91 990	6 226 572
Pays de naissance des immigrés																				
Portugal	83 249	26 494	7 692	32 708	8 108	36 419	26 056	238 994	11 006	61 851	46 664	10 177	28 461	617 879	nd	nd	nd	nd	15	621 986
Italie	59 881	12 034	2 373	3 994	4 074	42 375	14 082	57 679	3 041	10 201	22 100	3 025	51 040	285 899	nd	nd	nd	nd	15	286 392
Espagne	31 803	6 439	2 601	6 495	681	12 540	7 228	46 041	3 025	33 294	68 759	3 415	24 805	247 126	nd	nd	nd	nd	86	248 403
Autres pays de l'UE (à 27)	73 938	19 818	28 679	15 389	4 269	94 433	49 316	182 496	20 387	81 402	85 433	22 595	69 262	747 417	nd	nd	nd	nd	182	744 280
Autres pays d'Europe	68 981	19 700	6 654	7 259	787	45 022	8 382	85 650	5 277	13 322	18 896	8 100	24 653	312 683	nd	nd	nd	nd	72	300 744
Algérie	123 866	22 728	6 290	16 147	1 325	59 570	60 984	323 682	20 224	24 391	59 759	12 739	91 171	822 876	nd	nd	nd	nd	142	807 452
Maroc	69 538	28 589	10 377	28 839	10 027	53 596	59 998	249 129	17 489	47 196	100 199	16 552	78 971	770 500	nd	nd	nd	nd	137	755 286
Tunisie	41 450	5 609	2 887	4 690	1 988	9 440	8 693	124 231	5 013	6 168	11 537	6 150	55 536	283 392	nd	nd	nd	nd	23	275 885
Autres pays d'Afrique	73 350	18 744	23 970	34 116	694	43 904	46 792	515 023	32 021	44 435	41 891	35 346	51 183	961 469	nd	nd	nd	nd	91 098	931 213
Turquie	45 283	14 581	6 398	10 808	26	48 981	10 005	68 158	7 769	9 246	7 678	5 802	11 614	246 349	nd	nd	nd	nd	0	246 941
Autres pays	89 291	20 429	23 465	22 228	1 296	52 600	37 179	487 537	20 284	44 882	57 461	25 461	54 283	936 396	nd	nd	nd	nd	220	1 007 990
Part des femmes dans la population immigrée en %	51,9	51,4	50,5	50,8	46,1	51,6	48,9	51,7	49,6	51,8	52,0	50,3	51,8	51,4	61,7	61,9	52,3	62,6	56,8	51,5

Sources : Insee, RP2017 exploitation principale, géographie au 01/01/2020, RP 2017 exploitation complémentaire pour les Dom

Immigration - Intégration

Activité et chômage de la population immigrée et étrangère

	Auvergne- Rhône-Alpes	Bourgogne- Franche-Comté	Bretagne	Centre- Val de Loire	Corse	Grand Est	Hauts-de-france	Île-de-France	Normandie	Nouvelle-Aquitaine	Occitanie	Pays de la Loire	PACA	FRANCE métropolitaine	Guadeloupe	Martinique	Guyane	La Réunion	Mayotte	FRANCE entière
Activité de la population âgée de 15 ans et plus en 2017																				
Nombre d'actifs de 15 ans et plus ayant un emploi	3 320 897	1 119 275	1 322 658	1 028 091	132 547	2 247 791	2 266 084	5 441 468	1 312 429	2 353 882	2 244 886	1 547 267	1 920 715	26 257 989	126 032	130 699	68 445	261 444	49 600	26 844 609
Immigrés	315 179	72 704	51 149	75 535	15 294	193 474	117 690	1 233 253	56 038	149 278	191 410	61 457	202 638	2 735 098	5 274	3 328	19 777	6 507	nd	2 769 984
Non immigrés	3 005 719	1 046 571	1 271 508	952 556	117 253	2 054 317	2 148 394	4 208 215	1 256 390	2 204 605	2 053 476	1 485 811	1 718 077	23 522 891	120 758	127 371	48 668	254 938	nd	24 074 625
Français	3 134 435	1 079 397	1 290 673	984 891	120 415	2 133 404	2 198 043	4 712 655	1 281 423	2 257 568	2 135 817	1 512 115	1 802 075	24 642 912	122 486	128 673	53 709	258 831	nd	25 206 609
Étrangers	186 462	39 878	31 985	43 200	12 131	114 387	68 041	728 813	31 005	96 315	109 068	35 152	118 640	1 615 077	3 546	2 026	14 737	2 614	nd	1 638 000
Taux de chômage de la population âgée de 15 ans et plus (1) en 2017	11,8	12,4	11,8	12,8	12,3	13,7	16,7	12,4	13,5	13,1	15,0	11,6	14,5	13,3	28,9	24,1	35,6	33,7	25,9	13,8
Immigrés	22,0	23,8	25,1	25,0	17,5	24,1	27,8	18,6	28,4	23,4	26,0	29,9	24,5	22,0	53,8	40,7	51,6	45,5	nd	22,6
Non immigrés	9,9	10,7	10,4	10,9	10,6	11,8	15,1	9,7	11,9	11,4	12,9	10,0	12,2	11,3	25,1	21,5	24,0	31,5	nd	11,8
Français	10,9	11,8	11,3	12,0	11,7	12,9	16,2	11,0	12,9	12,5	14,2	10,9	13,6	12,4	27,3	23,7	25,2	33,5	nd	12,9
Étrangers	24,3	27,6	27,7	28,7	18,0	26,4	31,5	20,6	32,8	25,5	28,8	34,5	26,7	24,4	59,6	45,5	57,3	50,0	nd	25,2

(1) au sens du recensement de la population

Source : Insee, RP 2017 exploitation principale

Sources : INSEE, DREES, DGCS, CNAF, MSA, CNAV, FSV.

Pour en savoir plus :

L'Allocation aux Adultes Handicapés (AAH)

Instituée en 1975, elle s'adresse aux personnes handicapées âgées de plus de 20 ans ne pouvant prétendre ni à un avantage vieillesse ni à une pension d'invalidité ni à une rente d'accident du travail. Le titulaire doit justifier d'un taux d'incapacité d'au moins 80 %, ou d'au moins 50 % si la CDAPH (commission des droits et de l'autonomie des personnes handicapées) reconnaît qu'il lui est impossible de travailler en raison de son handicap.

La prestation de compensation du handicap (PCH)

La prestation de compensation du handicap (PCH) a été introduite en 2006 et a vocation à se substituer à l'allocation compensatrice pour tierce personne (ACTP). L'aide est octroyée en fonction des limitations fonctionnelles. L'article D.245-4 du CASF dispose : « A le droit, ou ouvre le droit à la prestation de compensation [...], la personne qui présente une difficulté absolue pour la réalisation d'une activité ou une difficulté grave pour la réalisation d'au moins deux activités telles que définies dans le référentiel figurant à l'annexe 2-5 [du code] ». Il s'agit d'une aide en nature, permettant de financer un ou plusieurs types de prises en charge : aides humaines, aides techniques, aménagements du logement et du véhicule, charges spécifiques ou exceptionnelles, aides animalières. Depuis 2008, la PCH est ouverte aux personnes de moins de 20 ans et elle peut se substituer au complément de l'allocation d'éducation de l'enfant handicapé (AEEH).

L'allocation personnalisée d'autonomie (APA)

Mise en place en 2002, l'allocation personnalisée d'autonomie (APA) est versée par les conseils départementaux aux personnes âgées de 60 ans ou plus qui sont évaluées comme dépendantes d'après la grille AGGIR (autonomie gérontologique groupes iso-ressources), qu'elles vivent à leur domicile ou qu'elles résident en établissement. Cette prestation permet de financer en partie les différentes aides (humaines et techniques) auxquelles ces personnes ont recours pour compenser leurs difficultés dans la réalisation des actes de la vie quotidienne.

La grille AGGIR permet une évaluation de la perte d'autonomie de la personne en repérant ce qu'elle fait et ce qu'elle ne fait pas seule. 'Seule' signifie que l'on exclut ce que font les aidants et les soignants ; en revanche, les aides matérielles et techniques (comme les lunettes, prothèses, fauteuil roulant, poche de colostomie...) sont prises en compte. Elle distingue six niveaux de GIR (Groupes iso-ressources) permettant de classer les personnes en fonction des différents stades de perte d'autonomie.

Aide complémentaire :

<https://drees.solidarites-sante.gouv.fr/etudes-et-statistiques/open-data/handicap-et-dependance/article/les-donnees-individuelles-apa-ash> ▶

<http://drees.solidarites-sante.gouv.fr/etudes-et-statistiques/publications/etudes-et-resultats/article/allocation-personnalisee-d-autonomie-les-aides-apportees-aux-personnes-agees> ▶

<https://drees.solidarites-sante.gouv.fr/publications-documents-de-referance/panoramas-de-la-drees/minima-sociaux-et-prestations-sociales> ▶

<https://drees.solidarites-sante.gouv.fr/communique-de-presse/communique-de-presse/laide-et-laction-sociales-en-france-perse-dautonomie> ▶



Handicap - Dépendance

Allocataires AAH - APA - PCH - ACTP - Personnes prises en charge par des mandataires

	Auvergne- Rhône-Alpes	Bourgogne- Franche-Comté	Bretagne	Centre- Val de Loire	Corse	Grand Est	Hauts-de-france	Île-de-France	Normandie	Nouvelle-Aquitaine	Occitanie	Pays de la Loire	PACA	FRANCE métropolitaine	Guadeloupe	Martinique	Guyane	La Réunion	Mayotte	FRANCE entière
Adultes allocataires de l'allocation aux adultes handicapés (AAH) au 31.12.2019 (1)	131 039	57 944	67 835	45 418	3 544	97 017	128 237	160 622	70 207	122 965	134 330	58 470	95 984	1 173 612	10 781	8 569	2 655	20 866	476	1 216 483
Part des allocataires AAH dans la population des 20 ans à 64 ans en % (2) (4)	2,9	3,9	3,8	3,3	4,2	3,1	3,9	2,2	3,9	3,8	4,2	2,8	3,5	3,3	5,2	4,3	1,7	4,2	0,4	3,3
Nombre de bénéficiaires de l'Allocation Personnalisée d'Autonomie (APA) au 31.12.2018	175 062	68 637	74 297	53 070	12 173	104 840	121 700	138 758	69 659	144 683	152 830	68 113	106 561	1 290 383	7 161	9 683	836	15 833	nd	1 323 896
Bénéficiaires de l'APA pour 100 personnes de 60 ans et + (2)	8,4	8,2	7,7	7,1	11,8	7,1	8,4	5,6	7,4	7,9	8,9	6,7	7,2	7,5	7,0	9,0	3,2	10,3	nd	7,6
Bénéficiaires de l'APA pour 100 personnes de 75 ans et + (2)	23,1	22,5	21,2	19,1	31,2	20,1	25,7	16,5	20,9	21,1	24,0	18,3	18,7	20,9	21,8	26,1	14,9	37,0	nd	21,1
Part des bénéficiaires de l'APA à domicile classés en GIR 1 ou 2 parmi l'ensemble des bénéficiaires de l'APA à domicile (2)	16,2	15,3	19,6	22,0	31,6	21,5	22,2	23,1	20,8	17,7	20,2	13,8	16,5	19,4	16,8	19,1	25,4	25,5	nd	19,5
Prestation de Compensation du Handicap (PCH) & Allocation Compensatrice pour Tierce Personne (ACTP) (3)																				
Nombre de bénéficiaires PCH + ACTP au 31.12.2018	48 516	18 976	18 224	14 897	3 544	31 700	38 747	48 875	17 123	33 183	35 722	21 827	28 792	360 126	3 438	3 384	701	5 455	nd	373 104
Nombre de bénéficiaires PCH + ACTP / 1 000 personnes sur la population générale (2)	6,1	6,8	5,5	5,8	10,4	5,7	6,5	4,0	5,2	5,5	6,1	5,8	5,7	5,6	9,0	9,3	2,5	6,4	nd	5,6
Nombre de personnes prises en charge par des mandataires individuels au 31.12.2019	7 637	4 105	2 127	3 454	598	8 040	3 542	18 150	3 618	11 824	14 092	4 927	8 989	91 103	212	250	0	269	0	91 834
Nombre de personnes prises en charge par des services mandataires au 31.12.2019	45 884	20 567	25 969	18 399	602	30 909	45 842	34 118	28 998	49 324	32 126	22 441	22 056	377 234	1 554	913	415	3 907	237	384 260
Nombre total de personnes prises en charge par des mandataires individuels et des services mandataires au 31.12.2019	53 521	24 672	28 096	21 853	1 200	38 949	49 384	52 268	32 616	61 148	46 218	27 368	31 045	468 337	1 766	1 163	415	4 176	237	476 094

(1) Pour les données Cnaf la répartition est faite selon le département de la caisse de gestion

(2) Indicateurs sociaux départementaux

(3) Un bénéficiaire de la PCH ou de l'ACTP est une personne ayant un droit ouvert à la prestation au 31 décembre de l'année considérée, que ce droit ait donné lieu à un paiement ou non.

Les données de certains départements étant manquantes, elles ont fait l'objet d'une estimation.

(4) Attention rupture de série : à la suite d'une amélioration du système de production statistique de la Cnaf sur les bénéficiaires de prestations légales, les données à partir de 2016 sur le RSA, l'AAH et le total des minima sociaux ne sont pas comparables avec celles des années précédentes.

Sources : DREES, enquête aide sociale, ISD ; Cnaf ; MSA ; Insee, estimations provisoires de population au 01/01/2019, au 01/01/2020 ; Cnav pour les Dom ; DGCS



Sources : DREES, INSEE, CGET, CNAF.

Pour en savoir plus :

L'aide sociale départementale

Les compétences des départements en matière d'aide sociale recouvrent l'aide sociale aux personnes âgées, aux personnes handicapées, à l'enfance et à l'insertion.

- L'aide sociale aux personnes âgées comprend : les dépenses relatives à l'allocation personnalisée d'autonomie (APA), à l'aide à domicile (aides ménagères...), ainsi que les dépenses liées aux prises en charge d'hébergement ;
- L'aide sociale aux personnes handicapées recouvre les dépenses de prestation de compensation du handicap (PCH), d'aides à domicile (aides ménagères ou auxiliaires de vie...), ainsi que les aides à l'hébergement (accueil en établissement, accueil de jour et accueil familial) ;
- L'aide sociale à l'enfance tient compte des dépenses pour les enfants placés, y compris les frais inhérents à ce placement, et également des mesures d'aide éducative ;
- L'insertion comprend le versement du RSA ainsi que l'accompagnement des bénéficiaires de cette allocation et des contrats aidés (CUI-CIE et CUI-CAE).

La politique de la ville

La politique de la ville est une politique de cohésion urbaine et de solidarité, nationale et locale, envers les quartiers défavorisés et leurs habitants. Elle se déploie sur des territoires infra-urbains appelés « quartiers prioritaires de la politique de la ville » (QPV), caractérisés par un écart de développement économique et social important avec le reste des agglomérations dans lesquels ils sont situés.

Aide complémentaire :

<https://drees.solidarites-sante.gouv.fr/sources-outils-et-enquetes/enquete-aide-sociale-aupres-des-conseils-departementaux>

<https://drees.solidarites-sante.gouv.fr/publications-documents-de-referance/panoramas-de-la-drees/laide-et-laction-sociales-en-france-perte>

<https://drees.solidarites-sante.gouv.fr/etudes-et-statistiques/publications/etudes-et-resultats/article/fin-2017-les-departements-ont-attribue-2-millions-de-prestations-d-aide-sociale>

<https://drees.solidarites-sante.gouv.fr/etudes-et-statistiques/publications/communiqués-de-presse/article/en-2018-le-nombre-de-mesures-d-aide-sociale-a-l-enfance-augmente-de-3-1-et-les>

<https://drees.solidarites-sante.gouv.fr/etudes-et-statistiques/publications/etudes-et-resultats/article/aide-sociale-aux-personnes-agees-ou-handicapees-les-departements-ont-attribue-2>



Cohésion sociale

Quartiers de la politique de la ville 2015 (1)

	Auvergne- Rhône-Alpes	Bourgogne- Franche-Comté	Bretagne	Centre- Val de Loire	Corse	Grand Est	Hauts-de-france	Île-de-France	Normandie	Nouvelle-Aquitaine	Occitanie	Pays de la Loire	PACA	FRANCE métropolitaine	Guadeloupe	Martinique	Guyane	La Réunion	Mayotte	FRANCE entière
Nombre de quartiers prioritaires	140	58	32	52	5	116	199	272	62	81	105	46	128	1 296	16	7	32	49	36	1 436
Population légale en quartier prioritaire	411 430	149 803	89 040	157 066	14 277	397 680	667 970	1 546 031	194 425	209 287	358 011	149 835	511 191	4 856 046	58 918	27 316	104 402	163 527	143 581	5 353 790
Population légale des communes	7 757 595	2 819 783	3 258 707	2 570 548	320 208	5 552 388	5 987 883	11 959 807	3 328 364	5 844 177	5 683 878	3 660 852	4 953 675	63 697 865	402 119	385 551	244 118	835 103	212 600	65 777 356
Part de la population résidant dans un quartier prioritaire en %	5,3	5,3	2,7	6,1	4,5	7,2	11,2	12,9	5,8	3,6	6,3	4,1	10,3	7,6	14,7	7,1	42,8	19,6	67,5	8,1

(1) Mayotte : population issue du RP 2012

Sources : Insee, RP 2013 exploitation principale, RP 2013 exploitation complémentaire pour les Dom, Découpage géographique des quartiers prioritaires de la politique de la ville au 14/09/2015 ; CGET



Cohésion sociale

Bénéficiaires de l'Aide Sociale Départementale (1)

	Auvergne- Rhône-Alpes	Bourgogne- Franche- Comté	Bretagne	Centre- Val de Loire	Corse	Grand Est	Hauts-de- France	Île-de-France	Normandie	Nouvelle- Aquitaine	Occitanie	Pays de la Loire	PACA	FRANCE métropolitaine	Guadeloupe	Martinique	Guyane	La Réunion	Mayotte	FRANCE entière
Aide Sociale aux Personnes Agées au 31 décembre 2018 (1)	190 685	75 365	80 922	57 068	13 533	115 547	135 750	158 039	77 019	157 060	165 093	76 258	122 138	1 424 477	9 173	11 326	1 150	19 270	429	1 465 396
Dont Aide à domicile (APA à domicile, aides ménagères)	102 989	39 421	34 916	27 006	10 638	58 733	77 544	86 233	41 900	84 622	100 214	28 160	68 122	760 498	7 406	8 330	729	16 759	429	793 722
Dont Aide à l'accueil (APA en établissement, aide sociale à l'hébergement en établissement ou chez des particuliers)	87 696	35 944	46 006	30 062	2 895	56 814	58 206	71 806	35 119	72 438	64 879	48 098	54 016	663 979	1 767	2 996	421	2 511	0	671 674
Aide Sociale aux Personnes Handicapées au 31 décembre 2018 (2)	70 056	27 421	29 488	22 247	4 508	46 052	54 370	74 691	26 044	51 323	51 064	32 256	40 262	529 782	3 905	3 650	782	8 039	41	546 158
Dont Aide à domicile (PCH, ACTP à domicile, Aides ménagères)	48 835	18 954	20 302	14 758	3 918	32 238	39 101	48 935	17 549	34 665	37 792	22 879	30 852	370 778	3 434	3 206	700	6 193	41	384 311
Dont Aide à l'accueil (ACTP en établissement, Aides à l'hébergement en établissement ou chez des particuliers, accueil de jour)	21 221	8 467	9 186	7 489	590	13 814	15 269	25 756	8 495	16 658	13 272	9 377	9 410	159 004	471	444	82	1 846	0	161 847
Aide Sociale à l'Enfance (Nombre de mineurs et jeunes majeurs) au 31 décembre 2018	19 318	8 868	9 598	7 324	483	16 671	24 658	27 351	12 080	17 563	16 502	9 552	10 690	180 658	905	1 550	1 010	2 756	nd	186 879
Dont Enfants confiés à l'ASE	17 711	8 241	9 179	6 888	392	15 203	22 633	25 532	11 243	15 795	15 195	8 788	9 553	166 353	638	1 306	789	2 234	nd	171 320
Dont Placements directs	1 607	627	419	436	91	1 468	2 025	1 819	837	1 768	1 307	764	1 137	14 305	267	244	221	522	nd	15 559

(1) Pour l'APA, ce sont des bénéficiaires payés au titre du mois de décembre qui sont comptabilisés alors que pour les autres prestations il s'agit du nombre de bénéficiaires (ayant des droits ouverts) au 31 décembre. Totalise des mesures d'aides et non des individus : une même personne peut être comptabilisée plusieurs fois si elle bénéficie de plusieurs types d'aide, en particulier l'APA et l'ASH.

Source : DREES, enquête Aide sociale 2018

(2) Il s'agit d'un nombre d'aides sociales et non d'individus : une même personne peut être comptabilisée plusieurs fois si elle bénéficie de plusieurs types d'aide.

Cohésion sociale

Dépenses d'Aide Sociale Départementale (en milliers d'euros) pour l'année 2018

	Auvergne- Rhône-Alpes	Bourgogne- Franche- Comté	Bretagne	Centre- Val de Loire	Corse	Grand Est	Hauts-de- France	Île-de-France	Normandie	Nouvelle- Aquitaine	Occitanie	Pays de la Loire	PACA	FRANCE métropolitaine	Guadeloupe	Martinique	Guyane	La Réunion	Mayotte	FRANCE entière
Dépenses brutes totales d'aide sociale aux personnes âgées (1) (2)	938 360	362 453	411 004	286 617	66 513	571 527	713 473	999 728	397 566	789 570	833 618	382 325	603 785	7 356 539	83 004	88 053	14 577	154 799	2 092 002	7 696 972
Dont Dépenses brutes d'Allocation Personnalisée d'Autonomie (3)	763 732	292 102	346 283	241 320	51 882	481 137	560 692	656 972	317 703	649 102	696 019	293 897	447 756	5 798 596	46 142	60 092	7 310	111 920	1 834 402	6 024 060
Dépenses brutes totales d'aide sociale aux personnes handicapées (1) (2)	1 089 798	393 198	436 601	348 775	42 433	619 054	795 731	1 374 778	396 976	841 345	818 025	467 660	627 640	8 252 012	37 178	33 194	8 608	108 700	379 613	8 439 692
Dont Dépenses brutes de PCH et d'ACTP (2)	288 546	87 294	109 395	75 996	25 669	177 971	238 219	383 623	107 074	235 380	265 199	118 479	220 492	2 333 336	20 590	25 964	4 323	41 109	239 666	2 425 322
Dépenses brutes totales d'aide sociale à l'Enfance (1)	863 214	343 229	399 981	281 892	16 757	677 765	889 477	1 716 513	423 983	735 377	726 119	420 596	539 176	8 034 078	62 060	60 124	36 860	106 471	nd	8 299 594
Dont dépenses de placement ASE (4)	695 114	298 950	303 485	214 651	12 909	571 383	729 830	1 188 626	358 728	614 576	612 793	336 798	433 902	6 371 745	42 187	50 600	28 319	94 891	nd	6 587 742
Dépenses totales brutes d'allocations et d'insertion liées au RSA (1)	992 638	370 737	371 446	378 629	43 626	935 411	1 421 677	2 079 053	532 433	934 167	1 200 772	444 942	1 047 091	10 752 622	280 252	217 349	171 742	660 000	nd	12 081 965
Dont dépenses d'allocations	904 035	341 085	338 038	346 046	36 651	856 024	1 330 770	1 950 706	488 009	846 450	1 089 516	391 523	927 493	9 846 344	263 866	209 970	163 954	632 915	nd	11 117 048
Dépenses totales brutes, y compris services communs, autres interventions sociales et dépenses de personnel (5)	4 248 851	1 629 433	1 789 350	1 417 906	182 894	3 073 730	4 170 622	6 780 892	1 912 663	3 587 650	3 958 344	1 875 228	3 090 827	37 718 390	473 415	399 579	238 290	1 091 539	nd	39 921 213
Dépenses totales nettes d'aide sociale, y compris les frais communs, autres interventions sociales et dépenses de personnel	4 078 822	1 538 626	1 756 987	1 329 814	171 677	2 942 383	4 095 895	6 481 650	1 853 227	3 422 832	3 811 340	1 810 602	3 000 799	36 294 656	466 456	386 547	161 223	1 086 540	nd	38 395 422
Dépenses totales nettes d'aide sociale par habitant	508	553	526	520	498	534	687	528	561	570	643	476	594	559	1 238	1 077	555	1 263	nd	573

(1) Dépenses brutes : avant déduction des recouvrements auprès d'autres collectivités territoriales, des remboursements de participations et de prestations.

Dépenses nettes : dépenses d'aide sociale des départements après déduction des récupérations et recouvrements, mais elles englobent les dépenses prises en charge par l'État par l'intermédiaire de la CNSA, du FMDI et de la TICPE. Les dépenses d'aide sociale à l'hébergement des personnes âgées sont, y compris au sein des dépenses brutes, nettes des récupérations sur bénéficiaires, tiers payants et succession. (1) Dépenses brutes : avant déduction des recouvrements auprès d'autres collectivités territoriales, des remboursements de participations et de prestations.

Dépenses nettes : dépenses d'aide sociale des départements après déduction des récupérations et recouvrements, mais elles englobent les dépenses prises en charge par l'État par l'intermédiaire de la CNSA, du FMDI et de la TICPE.

Les dépenses d'aide sociale à l'hébergement des personnes âgées sont, y compris au sein des dépenses brutes, nettes des récupérations sur bénéficiaires, tiers payants et succession.

(2) Les dépenses d'ACTP et de PCH pour les personnes de 60 ans ou plus sont intégrées aux dépenses à destination des personnes handicapées.

(3) Les dépenses totales brutes d'APA comprennent les dépenses brutes d'APA à domicile et en établissement ainsi que d'autres dépenses d'APA.

(4) Comprend les dépenses de placement en établissements, les dépenses de placement familial et les autres frais de placement

(5) Au sein de ces dépenses totales brutes, celles relatives à l'aide sociale à l'hébergement (ASH) des personnes âgées sont exprimées après récupérations sur bénéficiaires, tiers payants et succession.

Source : DREES, Enquête Aide sociale 2018

Sources : DREES, FINESS, ARS, INSEE

Pour en savoir plus :

FINESS

Le répertoire FINESS (Fichier national des établissements sanitaires et sociaux) donne accès à une sélection d'informations sur les établissements sanitaires, médico-sociaux et sociaux et sur les établissements de formation aux professionnels de ces secteurs, actualisée au quotidien en fonction des modifications effectuées au niveau territorial (ARS, DR(D) JSCS). Il constitue la référence en matière d'inventaire de ces structures et des équipements soumis à autorisation préalable en application des dispositions du code de la santé publique ou du code de l'action sociale et des familles.

EHPAD

Un EHPAD est un établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes dédié à l'accueil des personnes âgées de plus de 60 ans en situation de perte d'autonomie physique ou psychique et qui ne peuvent ou ne veulent plus être maintenues à domicile. C'est une structure médicalisée qui accueille en chambre individuelle ou collective et qui offre, en plus de l'aide à la vie quotidienne (lever, coucher, toilette, repas ...) et des soins médicaux personnalisés, les services tels que la restauration, la blanchisserie, les animations... Le statut de l'EHPAD peut être public, privé à but lucratif ou privé associatif

Résidence autonomie

Les résidences autonomie sont des ensembles de logements pour les personnes âgées associés à des services collectifs, souvent construites à proximité des commerces, des transports et des services. Elles sont majoritairement gérées par des structures publiques ou à but non lucratif.

ESLD

Les établissements de soins de longue durée dépendent des centres hospitaliers. Les ESLD sont spécifiquement réservés aux personnes fortement dépendantes dont l'état de santé demande une surveillance médicale constante, des soins permanents et un suivi médical spécifique.

Centre de jour pour personnes âgées

Les centres de jour (Centres d'accueil de Jour - CAJ) accueillent à la journée (ou à la demi-journée) des personnes âgées dépendantes ou atteintes de la maladie d'Alzheimer avec l'objectif de maintenir l'autonomie et la socialisation. Ils leur permettent une poursuite de leur vie à domicile, de renouer les contacts sociaux mais aussi de soulager les aidants et les familles. Ils les font participer à des ateliers par petits groupes et à la vie communautaire.

Les centres de jour sont fréquemment adossés à un EHPAD.

SSIAD

Les SSIAD (services de soins infirmiers à domicile) interviennent à domicile pour dispenser des soins aux personnes âgées et aux personnes handicapées. Ils contribuent au maintien des personnes à leur domicile. Leurs interventions sont prises en charge par l'Assurance maladie. Elles se font sur prescription médicale.

SPASAD

Les SPASAD (services polyvalents d'aide et de soins à domicile) sont des services assurant à la fois les missions d'un SSIAD (service de soins infirmiers à domicile) et celles d'un service d'aide à domicile. Ils proposent à la fois des soins infirmiers et des aides à domicile.

MAS

Les Maisons d'Accueil Spécialisées reçoivent des personnes adultes qu'un handicap intellectuel, moteur ou somatique grave, ou une association de handicaps intellectuels, moteurs ou sensoriels rendent incapables de se suffire à elles-mêmes dans les actes essentiels de l'existence et tributaires d'une surveillance médicale ainsi que de soins constants. La prise en charge de cet établissement se fait par la sécurité sociale.

FAM

Le Foyer d'Accueil Médicalisé est destiné à recevoir des personnes adultes handicapées physiques, mentales ou atteintes de handicaps associés, dont la dépendance totale ou partielle les rend inaptes à toute activité professionnelle et rend nécessaire l'assistance d'une tierce personne. Ils assurent l'hébergement, la surveillance paramédicale, un suivi médical constant, et souvent une rééducation d'entretien et une animation.

Cet établissement est soumis à la double tarification (sécurité sociale et conseil départemental).

EAM

Les établissements d'accueil médicalisé (EAM) accueillent des adultes en situation de handicap inaptes à toute activité à caractère professionnel. Les personnes accueillies ont besoin de l'assistance d'une tierce personne pour la plupart des actes essentiels de l'existence et d'une surveillance médicale et de soins constants. Ils remplacent les foyers d'accueil médicalisé (FAM).

Foyer de vie

Le foyer de vie (ou foyer occupationnel) est un établissement qui accueille des adultes handicapés ayant une certaine autonomie pour leur proposer des animations, des activités en fonction de leur handicap. Certaines structures peuvent également proposer un hébergement.

Foyer d'hébergement

Les foyers d'hébergement sont des structures d'accueil ayant pour objectif de placer la personne handicapée (adulte) dans une dynamique d'insertion sociale. Ils assurent l'hébergement et l'entretien des personnes handicapées qui exercent une activité pendant la journée, en milieu ordinaire, dans différents établissements. Ils sont souvent rattachés à un service d'aide par le travail (ESAT), à une Entreprise Adaptée ou un Centre d'Initiation au Travail et aux Loisirs (CITL). Selon les foyers, il peut s'agir de personnes handicapées physiques ou mentales. Ce service vient généralement en complément d'actions pour la réinsertion professionnelle, en milieu ordinaire ou protégé. Les foyers d'hébergement ne sont pas médicalisés : les personnes y bénéficient d'un accompagnement par une équipe de travailleurs sociaux.

Foyer d'accueil polyvalent

Les foyers d'accueil polyvalent sont une catégorie d'établissements permettant de comptabiliser les foyers d'hébergement proposant aux adultes handicapés à la fois de l'internat, des activités occupationnelles et de la prise en charge médicalisée.

EANM

Les établissements d'Accueil Non Médicalisé pour personnes handicapées (EANM) remplacent les foyers de vie, les foyers d'hébergement et les foyers d'accueil polyvalents pour adultes handicapés dans la nouvelle nomenclature Finess.

Établissement d'accueil temporaire

L'accueil temporaire permet d'être accueilli dans un établissement pour une durée limitée avec ou sans hébergement.

CRP

Les Centres de Rééducation Professionnelle (CRP) proposent des stages de rééducation professionnelle permettant aux personnes handicapées de suivre une formation qualifiante avec la possibilité d'être rémunérées.

L'objectif des Centres de Rééducation Professionnelle (CRP) est d'entraîner ou de ré-entraîner la personne au travail, en vue d'une insertion ou d'une réinsertion professionnelle.

Les Centres de Rééducation Professionnelle (CRP) sont des établissements médico-sociaux gérés par des organismes publics ou privés. Les frais de formation sont pris en charge par l'assurance maladie.

La durée des actions de formation est de 10 à 30 mois.

CPO

Un centre de pré-orientation contribue à l'orientation professionnelle des personnes en situation de handicap qui rencontrent des difficultés d'insertion dans le milieu du travail. Il propose des stages pour affiner un projet professionnel et faciliter l'insertion professionnelle.

UÉROS

L'UÉROS est une Unité d'évaluation, de réentraînement et d'orientation sociale ou professionnelle pour personnes cérébro-lésées.

ESAT

Les Établissements ou Services d'Aide par le Travail sont des établissements médico-sociaux.

Ils permettent aux travailleurs handicapés d'exercer une activité professionnelle adaptée à leurs capacités personnelles et de développer ainsi leur potentiel.

Pour être accueilli en ESAT, il faut une orientation professionnelle vers le milieu protégé par la CDAPH.

SAVS

Les Services d'Accompagnement à la Vie Sociale ont pour vocation de contribuer à la réalisation du projet de vie de personnes adultes handicapées par un accompagnement adapté favorisant le maintien ou la restauration de leurs liens familiaux, sociaux, scolaires, universitaires ou professionnels.

Ces services prennent en charge des personnes adultes, y compris celles ayant la qualité de travailleur handicapé, dont les déficiences et incapacités rendent nécessaires, dans des proportions adaptées aux besoins de chaque usager :

- Un accompagnement pour tout ou partie des actes essentiels de l'existence
- Un accompagnement social en milieu ouvert et un apprentissage à l'autonomie.

Les SAVS accompagnent des personnes handicapées sur décision de la CDAPH.

SAMSAH

Le Service d'Accompagnement Médico-Social pour Adultes Handicapés est un accompagnement médico-social adapté comportant des prestations de soins. Il accompagne les adultes handicapés dans leur projet de vie tout en favorisant les liens familiaux, sociaux, scolaires, professionnels.

Ce service prend en charge des adultes handicapés qui ont besoin d' :

- Une assistance ou un accompagnement pour tout ou partie des actes essentiels de l'existence
- Un accompagnement social en milieu ouvert et un apprentissage à l'autonomie

et également dans des proportions adaptées aux besoins de chaque usager :

- De soins réguliers et coordonnés
- Un accompagnement médical et paramédical en milieu ouvert.

Les SAMSAH accompagnent des personnes handicapées sur décision de la CDAPH.

IME

Les Instituts Médico Éducatifs accueillent les enfants atteints de déficiences intellectuelles qui ont en général entre 3 et 20 ans. Ils regroupent les anciens IMP (instituts médico-pédagogiques) et les anciens IMPRO (instituts médico professionnels). Les enfants sont orientés vers ces établissements par la CDAPH

Établissement pour enfants ou adolescents polyhandicapés

Les Établissements et services pour enfants et adolescents polyhandicapés accueillent et accompagnent des enfants qui souffrent d'un polyhandicap (association d'une déficience mentale grave à une déficience motrice importante) entraînant une réduction notable de leur autonomie. L'accueil se fait le plus souvent en internat ou en semi-internat. Le financement de ces établissements se fait par le biais du prix de journée et est pris en charge par l'Assurance Maladie.

ITEP

Les Instituts Thérapeutiques Éducatifs et Pédagogiques accueillent des enfants ou adolescents présentant des troubles de la conduite et du comportement qui ont entre 6 et 18 ans. Les ITEP remplacent les instituts de rééducation (IR).

Les enfants sont orientés vers ces établissements par la CDAPH.

IEM

Les Instituts d'Éducation Motrice accueillent des enfants présentant une déficience motrice ou physique importante. Les enfants qui ont en général entre 3 et 20 ans sont orientés vers ces établissements par la CDAPH.



Jardin d'enfants spécialisé

Accueil d'enfants handicapés de 2 à 6 ans, présentant une déficience intellectuelle avec ou sans troubles associés. Les JES proposent un accueil sur mesure pour une éducation précoce. Ils développent les dimensions d'observation, de diagnostic, de dépistage, d'affinement des indications et d'orientation et visent l'épanouissement de la personnalité. Les JES permettent de développer les potentiels affectif, physique, intellectuel et relationnel, ainsi que les compétences de la personne handicapée mentale. Ils mènent des actions éducatives visant l'éveil sensori-moteur, la communication et le maximum d'autonomie possible. Ils apportent des soins médicaux et paramédicaux adaptés. Ce travail est effectué en partenariat avec l'Éducation nationale, les services de soins, l'entourage de l'enfant handicapé...

Établissement pour jeunes déficients sensoriels

Établissements pour déficients auditifs : les enfants accueillis par ces établissements, âgés de 3 à 20 ans sauf prolongation après cet âge par dérogation pour finir un cursus pédagogique ou au titre de « l'amendement Creton » en raison du manque de place en établissement pour adultes handicapés, sont atteints de déficiences auditives et reçoivent au sein de l'établissement des soins et une éducation spécialisée ou professionnelle.

Instituts pour déficients visuels : ces établissements accueillent des enfants et des adolescents déficients visuels âgés généralement de 3 à 20 ans sauf prolongation après cet âge par dérogation pour finir un cursus pédagogique ou au titre de « l'amendement Creton » en raison du manque de place en établissement pour adultes handicapés.

Instituts d'éducation sensorielle pour enfants sourds ou aveugles : ils ont pour but de fournir des soins et une éducation spécialisée ou professionnelle à des enfants déficients visuels ou déficients auditifs (il s'agit soit d'instituts d'éducation sensorielle pour enfants déficients auditifs ou pour enfants déficients visuels ayant une section pour enfants sourds et aveugles, soit d'un établissement de soins et d'éducation spécialisée pour enfants sourds et/ou aveugles).

SESSAD

Le Service d'Éducation Spéciale et de Soins à Domicile apporte un soutien spécialisé aux enfants et adolescents dans leurs différents lieux de vie et d'activités (domicile, crèche, école, ...) et/ ou dans les locaux du service. Les enfants sont admis sur décision de la CDAPH. Les prestations sont prises en charge par la Sécurité sociale.

Son équipe pluridisciplinaire met en œuvre une prise en charge précoce de l'enfant et l'accompagnement des familles ; puis elle favorise le soutien à la scolarité de l'enfant et l'acquisition de l'autonomie.

Selon leur spécialité et selon l'âge des enfants, un SESSAD peut s'appeler différemment : SAFEP, SSEFIS, SAAAIS ou SSAD.

CMPP

Les Centres Médico-Psycho-Pédagogiques (CMPP) sont des services médico-sociaux assurant des consultations, des diagnostics et des soins ambulatoires pour des enfants et adolescents de 0 à 20 ans. Les CMPP sont fréquemment consultés en première intention dans le cadre de troubles psychiques, avec des manifestations symptomatologiques, comportementales ou instrumentales variées et pour lesquels il est difficile de faire un lien avec la gravité de la pathologie sous-jacente.

CAMSP

Le Centre d'Action Médico-Sociale Précoce est un lieu de prévention, de dépistage et de prise en charge d'enfants de la naissance à 6 ans par une équipe pluridisciplinaire médicale, paramédicale et éducative.

Ses missions permettent:

- un suivi en consultation médicale de dépistage (pour les enfants prématurés, les inquiétudes neurologiques ...)
- la rééducation d'enfants présentant des handicaps moteurs, sensoriels, mentaux, psychiques ...

Aucune orientation par la CDAPH n'est nécessaire pour accéder aux consultations.

CDAPH

La Commission des Droits et de l'Autonomie des Personnes Handicapées a été créée par la loi du 11 février 2005.

Elle succède ainsi à la CDES et à la COTOREP depuis le 1er janvier 2006 et siège au sein des MDPH. Elle prend les décisions relatives à l'ensemble des droits de la personne handicapée, notamment en matière d'attribution de prestations et d'orientation.

Aide complémentaire :

<http://finess.sante.gouv.fr/fininter/jsp/index.jsp>

<https://drees.solidarites-sante.gouv.fr/etudes-et-statistiques/publications/etudes-et-resultats/article/l-offre-d-accueil-des-personnes-handicapees-dans-les-etablissements-et-services-12194>

<https://drees.solidarites-sante.gouv.fr/etudes-et-statistiques/publications/infographies/article/infographie-l-hebergement-des-personnes-agees-en-etablissement-les-chiffres>

<http://drees.solidarites-sante.gouv.fr/etudes-et-statistiques/publications/etudes-et-resultats/article/728-000-residents-en-etablissements-d-hebergement-pour-personnes-agees-en-2015>

<http://drees.solidarites-sante.gouv.fr/etudes-et-statistiques/publications/les-dossiers-de-la-drees/article/l-accueil-des-personnes-agees-en-etablissement-entre-progression-et>

<http://drees.solidarites-sante.gouv.fr/etudes-et-statistiques/open-data/etablissements-de-sante-sociaux-et-medico-sociaux/article/l-enquete-aupres-des-etablissements-d-hebergement-pour-personnes-agees-ehpa>



Établissements et services médico-sociaux

Capacité d'accueil pour les personnes âgées selon la catégorie d'établissement

Établissements publics ou privés et services, places installées au 31.12.2019

	Auvergne- Rhône-Alpes	Bourgogne- Franche-Comté	Bretagne	Centre- Val de Loire	Corse	Grand Est	Hauts-de-france	Île-de-France	Normandie	Nouvelle-Aquitaine	Occitanie	Pays de la Loire	PACA	FRANCE métropolitaine	Guadeloupe	Martinique	Guyane	La Réunion	Mayotte	FRANCE entière
Établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (EHPAD)																				
Nombre d'établissements	944	424	513	314	29	616	589	707	386	926	825	581	597	7 451	22	24	4	19	0	7 520
Nombre total de places installées	77 675	33 580	41 420	29 555	1 935	52 037	47 405	64 935	34 088	71 370	60 392	46 912	46 451	607 755	1 301	1 625	202	1 394	0	612 277
Dont places en accueil temporaire (1)	1 467	737	1 027	536	44	1 135	1 185	1 415	710	1 565	1 209	1 551	590	13 171	59	40	0	16	0	13 286
Dont places en accueil de jour	1 307	701	699	378	6	1 183	1 126	1 655	794	1 363	1 111	635	887	11 845	66	18	0	68	0	11 997
Résidence autonomie																				
Nombre d'établissements	294	80	85	87	0	203	228	429	232	255	114	166	119	2 292	2	2	2	0	0	2 298
Nombre total de places installées	13 533	4 523	3 772	4 047	0	11 459	11 860	26 143	12 510	11 579	5 107	8 200	7 227	119 960	139	62	86	0	0	120 247
Dont places en accueil temporaire (1)	57	20	69	42	0	19	123	18	0	60	68	187	34	697	0	0	0	0	0	697
Dont places en accueil de jour (5)	0	0	0	1	0	0	0	4	0	6	40	2	0	53	0	0	0	0	0	53
Établissements de soins de longue durée (ESLD) (3)																				
Nombre d'ESLD	76	30	36	23	6	69	53	52	25	63	64	40	44	581	3	3	1	2	0	590
Nombre de lits	3 957	1 287	1 699	1 361	190	2 885	3 049	4 340	1 566	3 312	3 274	1 771	1 794	30 485	165	135	30	95	0	30 910
Centre de jour pour personnes âgées																				
Nombre d'établissements	43	13	18	13	2	24	20	51	3	22	38	19	22	288	2	5	1	0	0	296
Nombre total de places installées	480	156	171	201	27	336	240	713	30	323	492	220	304	3 693	22	64	10	0	0	3 789
Dont places en accueil temporaire	384	32	30	201	27	121	99	91	22	141	480	220	249	2 097	0	0	0	0	0	2 097
Autres établissement pour personnes âgées (2)																				
Nombre d'établissements	37	24	8	13	1	23	15	26	14	28	57	35	20	301	1	8	0	5	0	315
Nombre total de places installées	866	630	190	209	24	480	240	538	255	647	888	614	692	6 273	18	84	0	147	0	6 522
Dont places en accueil temporaire (1)	194	99	51	126	0	12	33	107	2	131	96	156	42	1 049	0	0	0	0	0	1 049
Dont places en accueil de jour (5)	2	0	0	0	0	0	0	0	0	67	20	0	0	89	0	0	0	0	0	89
Services de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées (SSIAD + SPASAD)																				
Nombre de services (4)	293	148	107	102	9	179	190	198	124	200	257	111	173	2 091	17	11	1	4	1	2 125
Nombre de places	13 167	6 505	6 703	5 680	566	9 955	13 448	18 125	6 683	14 224	12 590	6 964	10 121	124 731	709	468	121	539	40	126 608

(1) Y compris accueil de jour

(2) Y compris Établissements expérimentaux pour personnes âgées

(3) Source SAE - Établissements ayant rempli le bordereau USLD (ayant signé ou non une convention tripartite) - Guadeloupe yc Saint-Martin et Saint-Barthélemy - En Gironde, 1 USLD a refusé de répondre à l'enquête : ses capacités doivent être tout de même comptabilisées (80 places)

(4) Services autonomes et services rattachés à un établissement (y compris les équipes mobiles Alzheimer)

(5) Y compris accueil temporaire

Sources : DREES, Finess, SAE

Établissements et services médico-sociaux

Accueil des personnes âgées

Taux d'équipement au 31.12.2019 en nombre de places pour 1 000 habitants de 75 ans et plus

	Auvergne- Rhône-Alpes	Bourgogne- Franche-Comté	Bretagne	Centre- Val de Loire	Corse	Grand Est	Hauts-de- France	Île-de-France	Normandie	Nouvelle- Aquitaine	Occitanie	Pays de la Loire	PACA	FRANCE métropolitaine	Guadeloupe	Martinique	Guyane	La Réunion	Mayotte	FRANCE entière
Taux d'équipement en places dans les EHPAD pour 1 000 personnes âgées de 75 ans et plus	100,7	108,7	117,3	105,8	48,0	99,2	99,4	75,6	101,2	103,0	93,2	124,6	80,0	97,3	38,1	42,6	33,2	31,1	0,0	96,1
Taux d'équipement en places dans les structures non EHPAD pour 1 000 personnes âgées de 75 ans et plus	24,2	21,0	17,5	20,1	6,3	28,4	32,3	37,8	43,8	22,9	14,4	28,8	17,3	25,7	10,2	8,4	22,0	5,7	0,0	25,4
(places en non EHPAD, logements de résidences-autonomie, places USLD)	23,8	20,8	16,0	20,1	5,3	28,3	31,8	36,1	42,6	22,4	14,3	28,1	16,7	25,1	9,4	7,4	19,0	5,4	0,0	24,7
Taux d'équipement en places dans les centres de jour pour personnes âgées pour 1 000 personnes âgées de 75 ans et plus	0,6	0,5	0,5	0,7	0,7	0,6	0,5	0,8	0,1	0,5	0,8	0,6	0,5	0,6	0,6	1,7	1,6	0,0	0,0	0,6
Taux d'équipement en places dans les services de soins infirmiers à domicile pour 1 000 personnes âgées de 75 ans et plus (SSIAD + SPASAD)	17,1	21,1	19,0	20,3	14,0	19,0	28,2	21,1	19,8	20,5	19,4	18,5	17,4	20,0	20,8	12,3	19,9	12,0	16,4	19,9

Guadeloupe yc Saint-Martin et Saint-Barthélemy pour les USLD

Sources : DREES, Finess, ISD ; Insee, estimation de population 2020

Établissements et services médico-sociaux

Places installées selon le type d'accueil des personnes âgées toutes catégories de structures

Établissements publics ou privés et services, places installées au 31.12.2019

	Auvergne- Rhône-Alpes	Bourgogne- Franche-Comté	Bretagne	Centre- Val de Loire	Corse	Grand Est	Hauts-de- France	Île-de-France	Normandie	Nouvelle- Aquitaine	Occitanie	Pays de la Loire	PACA	FRANCE métropolitaine	Guadeloupe	Martinique	Guyane	La Réunion	Mayotte	FRANCE entière
Places en accueil temporaire (1)	2 102	888	1 177	905	71	1 287	1 440	1 635	734	1 897	1 853	2 114	916	17 019	71	52	0	16	0	17 158
Places en accueil de jour (2)	1 789	857	870	580	33	1 519	1 365	2 372	824	1 759	1 663	857	1 191	15 679	88	82	10	68	0	15 927
Places en accueil de nuit (2)	16	0	23	2	0	3	7	14	8	11	0	3	0	87	0	0	0	0	0	87

(1) On compte l'ensemble des places d'accueil temporaire quelque soit la catégorie d'établissement

(2) On compte l'ensemble des places d'accueil de jour ou de nuit dans les établissements et services pour personnes âgées
Guadeloupe yc Saint-Martin et Saint-Barthélemy pour les USLD

Source : DREES, Finess

Capacité d'accueil pour adultes handicapés selon la catégorie d'établissement

Nombre d'établissements et de services - Places installées par catégorie d'établissement au 31.12.2019 (1)

	Auvergne- Rhône-Alpes	Bourgogne- Franche-Comté	Bretagne	Centre- Val de Loire	Corse	Grand Est	Hauts- de-France	Île-de-France	Normandie	Nouvelle-Aquitaine	Occitanie	Pays de la Loire	PACA	FRANCE métropolitaine	Guadeloupe	Martinique	Guyane	La Réunion	Mayotte	FRANCE entière
Maison d'accueil spécialisée (M.A.S.)																				
Nombre d'établissements	65	31	28	29	4	73	64	105	46	71	85	46	51	698	6	4	2	4	1	715
Nombre total de places installées	2 783	1 269	1 285	917	77	3 234	3 014	4 174	1 744	3 059	3 721	1 913	2 087	29 277	211	157	102	223	10	29 980
Dont places en accueil temporaire (5)	66	29	30	53	0	138	104	166	41	89	99	101	62	978	10	7	0	15	0	1 010
Dont places en accueil de jour (9)	149	69	45	115	0	293	270	471	121	204	185	108	153	2 183	25	15	12	26	0	2 261
Foyer d'accueil médicalisé (F.A.M.) (2) et Établissement d'accueil médicalisé en tout ou partie pour personnes handicapées (E.A.M.) (6)																				
Nombre d'établissements	143	49	77	58	5	89	79	140	49	90	91	67	65	1 002	2	3	0	7	0	1 014
Nombre total de places installées	4 499	1 624	1 678	1 509	134	2 295	2 368	5 031	1 338	2 862	2 674	1 761	1 722	29 495	40	134	0	369	0	30 038
Dont places en accueil temporaire (5)	135	39	29	37	4	58	70	163	27	80	39	58	58	797	0	2	0	5	0	804
Dont places en accueil de jour (9)	254	71	88	52	4	141	215	649	61	126	147	51	92	1 951	40	10	0	47	0	2 048
Foyer de vie (inclut les foyers occupationnels), Foyer d'hébergement, Foyer d'accueil polyvalent (3), Établissement d'accueil non médicalisé pour personnes handicapées (E.A.N.M.) (7)																				
Nombre d'établissements	466	189	194	155	5	273	341	324	173	312	254	285	179	3 150	12	4	1	19	0	3 186
Nombre total de places installées	13 935	5 442	5 815	4 373	107	7 933	9 636	9 872	6 216	9 881	9 285	6 073	6 004	94 572	295	93	44	500	0	95 504
Dont places en accueil temporaire (5)	348	101	172	80	6	225	183	182	55	182	164	166	182	2 046	0	0	0	0	0	2 046
Dont places en accueil de jour (9)	2 720	934	701	628	6	1 196	1 667	2 309	1 400	1 269	796	997	914	15 537	116	40	44	238	0	15 975
Établissement d'accueil temporaire																				
Nombre d'établissements	22	1	9	0	3	1	13	3	2	0	6	3	0	63	0	0	0	0	0	63
Nombre total de places installées	279	12	84	0	36	10	165	56	28	0	68	30	0	768	0	0	0	0	0	768
Dont places en accueil de jour (9)	197	0	10	0	36	10	103	21	16	0	50	10	0	453	0	0	0	0	0	453
Établissement expérimental (8)																				
Nombre d'établissements	16	10	4	6	0	9	12	16	12	11	16	13	2	127	0	2	3	0	0	132
Nombre total de places installées	484	24	0	131	0	236	375	418	187	238	290	170	49	2 602	0	15	166	0	0	2 783
Dont places en accueil temporaire (5)	28	12	0	0	0	0	6	6	0	0	28	0	0	80	0	0	0	0	0	80
Dont places en accueil de jour (9)	117	6	0	0	0	0	48	44	43	34	31	0	0	323	0	15	0	0	0	338
Centre de rééducation professionnelle (CRP), Centre de préorientation (CPO), Unités Évaluation Réentraînement et d'orientation sociale et professionnelle (UEROS)																				
Nombre de structures	20	7	11	7	2	15	7	26	9	14	15	10	16	159	2	1	0	0	1	163
Nombre total de places installées	1 248	158	411	317	15	924	606	2 863	500	1 457	1 150	411	781	10 841	40	20	0	0	0	10 901
Établissements et services de travail protégé																				
Établissement et service d'aide par le travail (E.S.A.T.)																				
Nombre d'établissements	198	72	86	81	5	149	128	192	82	154	135	92	96	1 470	10	8	2	11	0	1 501
Nombre total de places installées	13 626	5 777	6 433	4 941	422	11 507	13 600	16 703	7 231	11 510	10 386	6 625	7 424	116 185	579	509	178	979	0	118 430
Services d'accompagnement à la vie sociale, médico social pour adultes handicapés (SAVS et SAMSAH)																				
Nombre de services (4)	192	100	99	78	7	121	129	156	91	157	139	128	108	1 505	7	1	4	16	0	1 533
Nombre de places	6 846	3 733	4 599	2 130	91	5 496	4 297	5 903	3 105	5 869	5 044	3 019	3 107	53 239	1 297	25	150	533	0	55 244
Service de soins infirmiers à domicile pour adultes handicapés (SSIAD+SPASSAD)																				
Nombre de services (4)	178	119	59	68	6	98	104	114	46	74	106	49	44	1 065	11	4	1	1	1	1 083
Nombre de places	802	447	415	380	104	653	900	956	201	523	476	319	461	6 637	45	51	15	8	17	6 773

(1) On compte la capacité totale des établissements indépendamment de la spécificité des places

(2) Les établissements classés en catégorie FAM sont ceux qui disposent de lits d'accueil médicalisés, même si d'autres types de lits y sont présents

(3) La catégorie « foyer d'accueil polyvalent » a été créée dans FINESS dans le but d'attribuer un seul numéro FINESS aux foyers d'hébergement qui proposent simultanément de l'hébergement ouvert et de l'accueil en foyer de vie (et de permettre ainsi que les diverses activités d'un même établissement ne fassent pas l'objet d'immatriculations distinctes)

(4) Services autonomes et services rattachés à un établissement

(5) Y compris accueil de jour

(6) Les EAM correspondant à la nouvelle dénomination des FAM, la différence est uniquement administrative. Dans la prochaine édition, ces deux catégories seront sommées

(7) Les EANM remplacent désormais les catégories foyer d'hébergement, foyer de vie et foyer d'accueil polyvalent : comme pour les EAM, pour être en cohérence avec la nouvelle nomenclature, dans la prochaine édition, nous comptabiliserons sur une même ligne la capacité de toutes ces structures (foyer d'hébergement + foyer de vie + foyer d'accueil polyvalent + EANM)

(8) 139 places en catégorie 370 (établissement expérimental pour personnes handicapées)

(9) Y compris accueil temporaire

Source: DREES, Finess



Établissements et services médico-sociaux

Accueil des adultes handicapés

Taux d'équipement au 31.12.2019 par catégorie d'établissement : places pour 1 000 habitants de 20 à 59 ans

	Auvergne- Rhône-Alpes	Bourgogne- Franche-Comté	Bretagne	Centre- Val de Loire	Corse	Grand Est	Hauts-de- France	Île-de- France	Normandie	Nouvelle- Aquitaine	Occitanie	Pays de la Loire	PACA	FRANCE métropolitaine	Guadeloupe	Martinique	Guyane	La Réunion	Mayotte	FRANCE entière
Taux d'équipement en établissements d'hébergement pour adultes handicapés																				
Taux d'équipement en places d'accueil spécialisé pour adultes handicapés	0,9	1,1	1,1	0,7	0,5	1,3	2,1	0,9	1,2	1,2	1,4	1,1	0,9	1,2	1,2	0,9	1,0	0,6	0,0	1,1
Taux d'équipement en places d'accueil médicalisé pour adultes handicapés	1,4	1,2	1,2	1,6	0,9	1,0	0,8	0,9	1,0	0,9	1,0	1,0	1,0	1,0	0,2	0,8	0,0	1,0	0,0	1,0
Taux d'équipement en places dans les foyers de vie (inclut les foyers occupationnels)	2,4	2,7	3,2	2,4	0,1	1,9	2,2	1,2	2,6	2,5	2,0	2,6	1,8	2,1	1,6	0,4	0,4	1,1	0,0	2,1
Taux d'équipement en places dans les Établissements et Service d'Aide par le Travail (ESAT)	4,0	4,9	4,5	4,5	2,8	4,9	5,5	3,3	5,1	4,4	4,1	4,2	3,4	4,2	3,4	3,1	1,8	2,8	0,0	4,2

(*) Guadeloupe yc Saint-Martin et Saint-Barthélem

Sources : DREES, Finess ; Insee, estimation de population 2020

Établissements et services médico-sociaux

Places installées selon le type d'accueil des adultes handicapés toutes catégories de structures

Places installées au 31.12.2019

	Auvergne- Rhône-Alpes	Bourgogne- Franche- Comté	Bretagne	Centre- Val de Loire	Corse	Grand Est	Hauts-de- France	Île-de- France	Normandie	Nouvelle- Aquitaine	Occitanie	Pays de la Loire	PACA	FRANCE métropolitaine	Guadeloupe	Martinique	Guyane	La Réunion	Mayotte	FRANCE entière
Places en accueil temporaire hors accueil de jour (1)	377	132	188	131	0	307	269	401	135	294	243	321	179	2 977	10	4	0	21	0	3 012
Places en accueil de jour (2)	3 463	1 083	863	1 065	46	1 745	2 323	3 935	1 641	2 041	1 636	1 166	1 219	22 226	181	80	56	311	0	22 854
Places d'accueil spécialisé pour adultes handicapés (1)	2 873	1 313	1 514	815	77	3 112	5 290	4 589	1 685	3 012	3 676	1 812	1 937	31 705	201	153	102	208	0	32 369
Places d'accueil médicalisé pour adultes handicapés (1)	4 638	1 382	1 778	1 712	130	2 315	1 873	4 709	1 438	2 378	2 678	1 658	2 134	28 823	40	134	0	360	0	29 357
Places d'accueil en foyer de vie (3)	8 160	3 266	4 493	2 567	12	4 528	5 411	6 268	3 675	6 633	5 098	4 091	4 019	58 221	266	65	44	377	0	58 973
Places d'accompagnement à la vie sociale ou d'accompagnement médico-social pour adultes handicapés (1)	8 691	3 889	5 593	2 491	94	5 667	4 328	7 417	3 574	6 568	5 655	3 800	4 161	61 928	1 297	55	150	553	0	63 983

(1) On compte l'ensemble des places de la discipline quelle que soit la catégorie d'établissement

(2) On compte l'ensemble des places d'accueil de jour dans les établissements et services pour adultes handicapés

(3) On compte l'ensemble des places de la discipline quelques soient la catégorie d'établissement et le mode d'accueil (complet ou de jour)

(*) Guadeloupe yc Saint-Martin et Saint-Barthélemy

Source : DREES, Finess



Établissements et services médico-sociaux

Accueil des adultes et services handicapés

Places installées au 31.12.2019 par catégorie de clientèle en établissement toutes catégories de structures du tableau 20 confondues (1)

	Auvergne- Rhône-Alpes	Bourgogne- Franche-Comté	Bretagne	Centre- Val de Loire	Corse	Grand Est	Hauts-de-france	Île-de-France	Normandie	Nouvelle-Aquitaine	Occitanie	Pays de la Loire	PACA	FRANCE métropolitaine	Guadeloupe	Martinique	Guyane	La Réunion	Mayotte	FRANCE entière
Déficiences intellectuelles	17 032	7 695	6 914	4 493	0	9 055	14 748	18 336	5 395	14 394	5 974	5 693	7 869	117 598	215	40	144	828	0	118 825
Polyhandicaps	2 064	639	330	656	63	1 160	2 525	2 707	969	2 409	1 506	595	735	16 358	29	5	93	259	6	16 750
Déficiences psychiques	4 647	1 351	1 874	732	62	1 690	1 674	5 793	924	2 934	1 046	1 524	1 342	25 593	116	179	0	83	0	25 971
Déficiences motrices	2 625	792	854	785	15	1 521	2 222	2 097	626	1 659	1 038	798	1 414	16 446	0	0	70	20	0	16 536
Déficiences sensorielles	646	49	504	150	0	342	340	833	121	717	268	99	372	4 441	0	25	80	150	0	4 696
Autres déficiences ou tous types de déficiences	11 156	5 294	7 706	5 557	659	14 723	8 649	11 389	9 956	9 179	18 605	9 329	7 834	120 036	2 073	676	87	1 107	0	123 979

(1) Hors EANM, Etablissements expérimentaux pour personnes handicapées, foyers d'hébergement dont la quasi-totalité des occupants sont travailleurs d'ESAT. Y compris SAMSAH SAVS, hors SSIAD SPASAD.
Guadeloupe yc Saint-Martin et Saint-Barthélemy

Sources: DREES, Finess

Établissements et services médico-sociaux Capacité d'accueil pour enfants et adolescents handicapés selon la catégorie d'établissement

Nombre d'établissements et de services - Places installées par catégorie d'établissement au 31.12.2019 - Taux d'équipement

	Auvergne- Rhône- Alpes	Bourgogne- Franche- Comté	Bretagne	Centre- Val de Loire	Corse	Grand Est	Hauts-de- France	Île-de- France	Normandie	Nouvelle- Aquitaine	Occitanie	Pays de la Loire	PACA	FRANCE métropoli- taine	Guadeloupe	Martinique	Guyane	La Réunion	Mayotte	FRANCE entière
Instituts médico-éducatifs (I.M.E.)																				
Nombre d'établissements	154	73	61	63	5	116	127	187	84	104	122	70	95	1 261	10	11	3	16	2	1 303
Nombre total de places installées	7 358	3 613	3 343	3 094	224	7 183	8 983	9 837	4 628	6 101	5 348	3 476	4 227	67 415	554	500	201	1 009	114	69 793
Dont places en accueil temporaire (1)	82	12	17	40	2	36	43	55	16	5	12	70	70	460	45	0	16	10	0	531
Dont places en accueil de jour, externat ou semi-internat	4 174	2 074	2 125	1 813	100	4 969	6 055	8 377	3 041	3 535	3 272	2 416	2 726	44 677	419	500	185	923	114	46 818
Établissements pour enfants ou adolescents polyhandicapés																				
Nombre d'établissements	19	14	13	10	0	20	7	34	9	17	13	9	23	188	1	1	0	4	1	195
Nombre total de places installées	561	298	237	222	0	554	290	1 224	228	505	506	199	592	5 416	30	36	0	163	10	5 655
Dont places en accueil temporaire (1)	13	4	0	15	0	15	14	34	2	10	14	7	18	146	0	0	0	18	0	164
Dont places en accueil de jour, externat ou semi-internat (5)	323	183	126	119	0	255	77	747	156	206	309	111	339	2 951	30	20	0	101	0	3 102
Instituts thérapeutiques, éducatifs et pédagogiques (I.T.E.P.)																				
Nombre d'établissements	79	26	20	23	2	54	36	34	34	59	59	27	31	484	1	1	1	2	1	490
Nombre total de places installées	2 704	943	880	928	36	1 268	1 065	1 335	1 037	2 144	2 411	861	734	16 346	20	39	35	62	24	16 526
Dont places en accueil temporaire (1)	5	0	0	10	0	10	13	27	0	2	6	9	13	95	0	0	0	0	0	95
Dont places en accueil de jour, externat ou semi-internat (5)	722	159	298	337	22	528	332	526	384	1 010	1 184	367	271	6 140	0	0	20	26	24	6 210
Instituts d'éducation motrice (I.E.M.)																				
Nombre d'établissements	19	3	5	5	2	11	25	22	10	14	11	11	3	141	0	0	1	4	0	146
Nombre total de places installées	846	129	252	233	35	879	1 318	1 382	346	728	553	337	284	7 322	0	0	15	101	0	7 438
Dont places en accueil temporaire (1)	17	0	0	0	0	5	0	44	5	15	4	0	0	90	0	0	0	0	0	90
Dont places en accueil de jour, externat ou semi-internat (5)	360	24	117	118	15	320	789	858	224	355	276	201	73	3 730	0	0	15	84	0	3 829
Jardins d'enfants spécialisés																				
Nombre d'établissements	0	0	0	6	0	0	0	0	0	1	0	0	0	7	0	0	0	0	0	7
Nombre total de places installées	0	0	0	102	0	0	0	0	0	50	0	0	0	152	0	0	0	0	0	152
Dont places en accueil temporaire (1)	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dont places en accueil de jour, externat ou semi-internat (5)	0	0	0	102	0	0	0	0	0	50	0	0	0	152	0	0	0	0	0	152
Établissements pour jeunes déficients sensoriels (2)																				
Nombre d'établissements	15	3	8	3	1	15	8	20	7	8	10	6	8	112	2	2	0	3	0	119
Nombre total de places installées	680	83	388	182	28	722	877	1 414	381	588	709	303	380	6 735	50	40	0	175	0	7 000
Dont places en accueil temporaire (1)	11	0	0	0	0	1	0	2	0	0	7	0	0	21	0	0	0	0	0	21
Dont places en accueil de jour, externat ou semi-internat (5)	207	38	214	114	28	371	352	996	216	245	320	163	265	3 529	35	36	0	136	0	3 736
Établissements expérimentaux																				
Nombre d'établissements	10	3	0	3	0	20	8	9	19	10	12	2	6	102	3	1	2	0	0	108
Nombre total de places installées (6)	153	95	0	46	0	119	20	216	81	137	75	40	75	1 057	77	52	127	0	0	1 313
Dont places en accueil temporaire (1)	4	0	0	24	0	6	10	0	0	0	15	0	0	59	0	0	0	0	0	59
Dont places en accueil de jour, externat ou semi-internat (5)	20	8	0	10	0	30	0	137	18	58	16	0	38	335	10	0	0	0	0	345
Foyers d'hébergement pour enfants et adolescents handicapés																				
Nombre d'établissements	2	0	0	5	0	0	2	1	0	2	0	1	3	16	0	0	0	0	0	16
Nombre total de places installées	8	0	0	50	0	0	10	12	0	35	0	18	57	190	0	0	0	0	0	190
Établissements d'accueil temporaire																				
Nombre d'établissements	5	0	4	0	0	0	1	2	0	2	3	3	1	21	0	1	0	0	0	22
Nombre total de places installées	74	0	23	0	0	0	8	18	0	56	27	35	7	248	0	14	0	0	0	262
Services d'éducation spéciale et de soins à domicile (SESSAD) (3)																				
Nombre d'établissements	220	78	74	68	15	162	186	211	92	200	174	126	114	1 720	12	6	10	18	5	1 771
Nombre total de places installées	6 707	2 757	2 488	1 884	351	4 453	5 118	7 996	2 923	4 848	4 483	4 056	3 394	51 458	603	420	470	904	264	54 119
Centres Médico-Psycho-Pédagogique (CMPP) (4)																				
Nombre d'établissements	31	30	20	15	2	28	41	101	31	63	58	7	38	465	3	3	2	4	0	477
Centres Action Médico-Sociale Précoce (CAMSP) (4)																				
Nombre d'établissements	51	30	17	21	2	32	33	34	25	26	24	13	29	337	3	1	2	7	1	351
Taux d'équipement en places dans les établissements pour enfants handicapés (hors SES-SAD, CMPP, CAMSP, jardins d'enfants spécialisés et places d'accueil temporaire) pour 1 000 habitants de moins de 20 ans																				
	6,3	8,2	6,6	8,0	4,7	8,5	8,2	4,9	8,5	7,9	7,2	5,5	5,5	6,7	7,6	8,7	3,0	5,8	1,0	6,7
Taux d'équipement en places dans les SESSAD pour 1 000 habitants de - 20 ans																				
	3,5	4,4	3,2	3,1	5,1	3,5	3,4	2,5	3,7	3,7	3,4	4,3	3,0	3,3	6,7	5,5	3,9	3,5	1,8	3,4

(1) Y compris accueil de jour

(2) Rassemble trois types d'établissements : ceux pour déficients visuels, pour déficients auditifs, et pour déficients auditifs et visuels

(3) Services autonomes et services rattachés à un établissement

(4) Les capacités ne sont pas mentionnées car ces structures fonctionnent en files actives

(5) Y compris accueil temporaire

(6) Hors catégorie 370 (établissement expérimental pour personnes handicapées).

Pour l'établissement expérimental du Nord, il s'agit d'une Equipe mobile expérimentale (enregistrée sous le code catégorie 377) ce qui explique l'absence de place. Guadeloupe yc Saint-Martin et Saint-Barthélemy

Sources : DREES, Finess ; Insee, estimation de population 2020

Établissements et services médico-sociaux

Accueil des enfants et des adolescents handicapés

Places installées au 31.12.2019 par catégorie de clientèle en établissement spécialisé toutes catégories de structures du tableau 24 confondues (1)

	Auvergne- Rhône-Alpes	Bourgogne- Franche-Comté	Bretagne	Centre- Val de Loire	Corse	Grand Est	Hauts-de-france	Île-de-France	Normandie	Nouvelle-Aquitaine	Occitanie	Pays de la Loire	PACA	FRANCE métropolitaine	Guadeloupe	Martinique	Guyane	La Réunion	Mayotte	FRANCE entière
Déficiences intellectuelles	5 768	3 143	2 908	2 523	48	6 067	7 729	7 348	3 845	5 585	4 357	2 856	3 502	55 679	454,0	434,0	133,0	804,0	0,0	57 504
Polyhandicaps	880	372	294	289	42	813	918	1 593	450	714	613	267	656	7 901	30,0	26,0	42,0	156,0	10,0	8 165
Déficiences psychiques	3 007	1 012	796	967	42	1 404	1 151	1 606	1 094	2 132	2 567	861	845	17 484	7,0	39,0	16,0	62,0	0,0	17 608
Déficiences motrices	788	121	252	216	0	898	1 068	1 314	339	631	603	364	268	6 862	0	10	15	105	0	6 992
Déficiences sensorielles	612	83	384	182	28	630	880	1 379	321	588	532	288	359	6 266	62	40	0	175	0	6 543
Autisme	1 157	426	253	426	26	913	680	2 053	339	631	745	561	596	8 806	51	132	26	208	0	9 223
Autres déficiences ou tous types de déficiences (2)	1 328	430	489	600	163	913	815	2 186	652	659	956	615	669	10 475	178	132	26	208	469	11 488

(1) Hors SESSAD, Centres d'accueil familial spécialisé, Foyers d'hébergement pour enfants et adolescents handicapés, CMPP, CAMSP

(2) dont 19 places pour personnes en situation de handicap rare
Guadeloupe y compris Saint-Martin et Saint-Barthélemy

Source : DREES, Finess

Sources : DREES, INSEE, Infocentre DALO, DR(D)JSCS, DGCS, Ministère de la justice, Banque de France, DGCS

Pour en savoir plus :

Droit Au Logement Opposable (Loi DALO)

La loi désigne l'État comme le garant du droit au logement. La mise en œuvre de cette garantie s'appuie sur un recours amiable et un recours contentieux.

Logements sur-occupés

Le concept de sur-occupation repose sur la composition du ménage et le nombre de pièces du logement.

Un logement est sur-occupé quand il lui manque au moins une pièce par rapport à la norme d'« occupation normale », fondée sur :

- une pièce de séjour pour le ménage,
- une pièce pour chaque personne de référence d'une famille,
- une pièce pour les autres personnes mariées ou remariées mais ne vivant pas en couple, veuves ou divorcées, ainsi que pour les célibataires de 19 ans ou plus.

Pour les célibataires de moins de 19 ans, on compte une pièce pour deux enfants s'ils sont de même sexe ou ont moins de 7 ans, sinon, une pièce par enfant.

A l'inverse un logement est considéré en sous-occupation lorsqu'il y a au moins une pièce en plus par rapport à la norme d'occupation définie ci-dessus.

Par construction, les logements d'une pièce sont considérés comme sur-occupés.

Les centres d'hébergement et de réinsertion sociale

Les centres d'hébergement et de réinsertion sociale (CHRS) sont des établissements sociaux relevant du Code de l'action sociale et des familles, habilités à recevoir des bénéficiaires de l'aide sociale de l'État. Les CHRS ont pour mission d'héberger et d'accompagner des personnes ou des familles connaissant de graves difficultés, notamment économiques, familiales, de logement, de santé ou d'insertion, en vue de les aider à accéder ou à recouvrer leur autonomie personnelle et sociale. Une convention entre le CHRS et l'État précise les catégories de personnes accueillies et la nature des actions conduites en leur faveur.

Les centres d'accueil de demandeurs d'asile

Les centres d'accueil de demandeurs d'asile (CADA) sont des établissements sociaux relevant du Code de l'action sociale et des familles. Ils sont partie prenante du dispositif national d'accueil (DNA) des demandeurs d'asile et des réfugiés. Les CADA assurent l'accueil, l'hébergement, l'accompagnement social et administratif des demandeurs d'asile pendant l'instruction de leur demande par l'Office français de protection des réfugiés et apatrides (OFPRA), puis de leur éventuel recours devant la Cour nationale du droit d'asile (CNDA).

Les centres d'accueil non conventionnés

Les centres d'accueil non conventionnés sont des centres d'hébergement qui ne sont ni conventionnés au titre de l'aide sociale de l'État, ni conventionnés au titre de l'aide sociale départementale. Ils relèvent plutôt de l'initiative caritative, paroissiale, communale, etc.

Les centres provisoires d'hébergement

Les centres provisoires d'hébergement (CPH) sont des centres d'hébergement et de réinsertion sociale (CHRS) destinés spécifiquement aux réfugiés statutaires, c'est-à-dire dont le statut de réfugié a été reconnu par l'Office français de protection des réfugiés et apatrides (OFPRA).

Les maisons relais

Les maisons relais constituent une modalité particulière de résidence sociale, destinée à l'accueil sans condition de durée des personnes dont la situation sociale et psychologique rend difficile leur accès à un logement ordinaire. Elles accueillent ainsi des personnes au faible niveau de ressources dans une situation d'isolement ou d'exclusion lourde, fréquentant ou ayant fréquenté de façon répétitive les structures d'hébergement provisoire et dont l'accès à un logement autonome apparaît difficile à court terme, mais sans relever de structures d'insertion de type CHRS. Les maisons relais proposent un logement durable. Leur conception en petites unités de 15 à 25 logements, alliant logements privatifs et espaces collectifs, avec la présence quotidienne d'un hôte ou d'un couple d'hôtes qui leur porte une attention personnalisée, vise à recréer un lien social, en même temps qu'elle offre un environnement sécurisant et chaleureux. Les résidences accueil constituent une formule de maisons relais dédiée aux personnes souffrant d'un handicap psychique, formalisé avec des équipes de soins et d'accompagnement social et médico-social adapté.



Autres résidences sociales

Les résidences sociales constituent une catégorie spécifique de logements-foyers destinés au logement collectif, à titre de résidence principale, de personnes dans des immeubles comportant à la fois des locaux privatifs meublés et des locaux communs affectés à la vie collective. Les résidences sociales ont vocation à accueillir des publics très diversifiés tels que les jeunes travailleurs ou jeunes en insertion, les personnes en formation professionnelle, les femmes en difficulté, les travailleurs immigrés, etc. Elles peuvent être créées ex nihilo ou par transformation de foyers de jeunes travailleurs (FJT) ou de foyers de travailleurs migrants (FTM). La durée de séjour y est de 1 mois renouvelable sans limitation de durée, mais la vocation d'accueil temporaire est généralement rappelée dans le projet social (accueil variant entre 1 mois et 2 ans).

Foyer de jeunes travailleurs

Les foyers de jeunes travailleurs (FJT) ont pour mission d'accueillir des jeunes en stage, en apprentissage ou exerçant une activité professionnelle. Ils proposent un hébergement temporaire comportant à la fois des locaux privatifs meublés ou non et des locaux affectés à la vie collective.

Foyer de travailleurs migrants

Les foyers de travailleurs migrants ont pour mission d'accueillir des travailleurs migrants isolés. Ces établissements proposent un hébergement à durée indéterminée comportant généralement des locaux privatifs meublés ou non et des locaux affectés à la vie collective. Ces personnes bénéficient automatiquement d'un contrat de location.

Aide complémentaire :

<https://drees.solidarites-sante.gouv.fr/etudes-et-statistiques/publications/etudes-et-resultats/article/hebergement-des-personnes-en-difficulte-sociale-140-000-places-fin-2016-en>

https://data.drees.solidarites-sante.gouv.fr/explore/dataset/3921_1-enquete-aupres-des-etablissements-et-services-en-faveur-des-adultes-et-fa/information/

<https://drees.solidarites-sante.gouv.fr/sources-outils-et-enquetes/lhebergement-des-personnes-sans-domicile>

<http://www.logement.gouv.fr>



Logement - Hébergement

Parc des logements et statut d'occupation au 1er janvier 2017

	Auvergne- Rhône-Alpes	Bourgogne- Franche-Comté	Bretagne	Centre- Val de Loire	Corse	Grand Est	Hauts-de-france	Île-de-France	Normandie	Nouvelle-Aquitaine	Occitanie	Pays de la Loire	PACA	FRANCE métropolitaine	Guadeloupe	Martinique	Guyane	La Réunion	Mayotte	FRANCE entière
Nombre total de logements	4 438 869	1 565 315	1 919 986	1 382 796	249 668	2 836 079	2 865 279	5 795 907	1 813 617	3 487 450	3 553 026	2 004 883	3 067 857	34 980 732	227 525	212 577	88 986	369 895	73 880	35 879 715
Part des résidences principales (en %)	79,7	82,4	79,1	83,7	59,5	87,1	88,4	89,5	81,9	79,4	75,9	82,7	74,5	82,1	75,6	78,7	87,6	88,7	85,4	82,2
Part des résidences secondaires et logements occasionnels (en %)	11,8	7,6	13,3	6,3	37,4	3,5	3,7	3,8	9,9	12,1	15,7	10,7	17,8	9,8	8,9	6,0	2,4	2,6	1,9	9,7
Part des logements vacants (en %)	8,5	10,0	7,7	10,0	3,2	9,3	7,9	6,8	8,2	8,5	8,5	6,6	7,7	8,1	15,5	15,4	10,1	8,7	12,7	8,2
Statut d'occupation des résidences principales																				
Propriétaires (en %)	58,7	63,2	66,1	63,9	55,4	58,6	57,5	47,1	58,4	62,3	59,1	64,2	54,5	57,6	58,7	54,6	42,9	50,8	53,0	57,5
Locataires (en %)	39,1	34,8	32,5	34,4	39,3	39,2	40,8	50,2	40,1	35,5	38,4	34,7	42,4	40,2	36,1	38,0	48,5	45,0	32,0	40,2
Logés gratuitement (en %)	2,2	2,0	1,3	1,7	5,3	2,1	1,7	2,7	1,5	2,1	2,5	1,1	3,2	2,2	5,2	7,4	8,7	4,1	15,0	2,3
Part des logements sur-occupés en 2017 (en %) (1)	7,6	5,5	4,8	6,1	8,2	6,4	6,4	21,1	6,1	6,0	7,7	5,6	12,7	9,6	10,3	10,6	36,1	13,1	57,0	9,7

(1) Indicateurs sociaux départementaux

Source : Insee, RP2017 exploitation principale

Logement - Hébergement

Recours au Droit Au Logement (DALO) en 2019

	Auvergne- Rhône-Alpes	Bourgogne- Franche-Comté	Bretagne	Centre- Val de Loire	Corse	Grand Est	Hauts-de-france	Île-de-France	Normandie	Nouvelle-Aquitaine	Occitanie	Pays de la Loire	PACA	FRANCE métropolitaine	Guadeloupe	Martinique	Guyane	La Réunion	Mayotte	FRANCE entière
Nombre de recours "logement" reçus	6 944	564	442	756	524	1 381	2 546	58 879	904	2 628	5 032	2 265	15 261	98 126	115	147	327	1 080	0	99 795
Recours non examinés	326	23	21	2	8	1	63	83	27	33	73	269	331	1 260	13	14	14	333	0	1 634
Recours "logement" avec décision	6 618	541	421	754	516	1 380	2 483	58 796	877	2 595	4 959	1 996	14 930	96 866	102	133	313	747	0	98 161
Dont favorables logement (prioritaires et urgents)	2 528	260	156	252	267	472	914	20 756	279	728	1 246	667	4 596	33 121	45	62	83	229	0	33 540
Dont rejets (explicites)	3 484	175	180	349	222	653	1 151	35 396	365	1 571	3 129	812	9 560	57 047	26	38	190	268	0	57 569
Dont sans objet	473	73	56	108	20	152	331	1 693	146	201	514	447	683	4 897	5	25	40	246	0	5 213
Dont réorientation recours logement vers hébergement	133	33	29	45	7	103	87	951	87	95	70	70	91	1 801	26	8	0	4	0	1 839
Nombre de recours "hébergement" reçus	1 467	14	103	96	2	94	287	5 793	39	165	664	203	946	9 873	0	0	0	3	0	9 876
Recours non examinés	7	0	0	0	0	1	0	9	0	0	5	2	1	25	0	0	0	0	0	25
Recours "hébergement" avec décision	1 460	14	103	96	2	93	287	5 784	39	165	659	201	945	9 848	0	0	0	3	0	9 851
Dont favorables logement (prioritaires et devant être accueillis)	858	9	75	51	1	35	166	3 455	19	71	366	102	627	5 835	0	0	0	0	0	5 835
Dont rejets (explicites)	456	2	15	28	0	46	53	2 110	16	88	220	90	253	3 377	0	0	0	1	0	3 378
Dont sans objet	122	3	10	14	1	10	68	151	3	6	72	8	63	531	0	0	0	0	0	531
Dont recours logement réorientés hébergement (rappel)	133	33	29	45	7	103	87	951	87	95	70	70	91	1 801	26	8	0	4	0	1 839
Nombre de recours reçus (1)	8 411	578	545	852	526	1 475	2 833	64 672	943	2 793	5 696	2 468	16 207	107 999	115	147	327	1 083	nd	109 671
Recours non examinés	333	23	21	2	8	2	63	92	27	33	78	271	332	1 285	13	14	14	333	0	1 659
Recours avec décision	8 078	555	524	850	518	1 473	2 770	64 580	916	2 760	5 618	2 197	15 875	106 714	102	133	313	750	nd	108 012
Dont favorables (1)	3 519	302	260	348	275	610	1 167	25 162	385	894	1 682	839	5 314	40 757	71	70	83	233	nd	41 214
Dont rejets (explicites)	3 940	177	195	377	222	699	1 204	37 506	381	1 659	3 349	902	9 813	60 424	26	38	190	269	nd	60 947
Dont sans objet	595	76	66	122	21	162	399	1 844	149	207	586	455	746	5 428	5	25	40	246	nd	5 744

(1) Dans la synthèse, les décisions favorables correspondent à la somme des décisions favorables logement, des décisions favorables hébergement et des réorientations des recours logement vers l'hébergement

Source : Infocentre Dalos (outil national du Ministère de la cohésion des territoires)

Logement - Hébergement

Précarité - Logement

	Auvergne- Rhône-Alpes	Bourgogne- Franche-Comté	Bretagne	Centre- Val de Loire	Corse	Grand Est	Hauts-de-France	Île-de-France	Normandie	Nouvelle-Aquitaine	Occitanie	Pays de la Loire	PACA	FRANCE métropolitaine	Guadeloupe	Martinique	Guyane	La Réunion	Mayotte	FRANCE entière
Décisions d'expulsions locatives en 2018 (1)																				
Total	13 468	4 205	2 998	4 374	138	9 403	10 554	31 156	5 196	8 264	9 880	4 420	11 964	116 020	1 049	429	785	1 265	nd	119 548
Expulsions "fermes"	8 292	2 974	2 128	2 824	51	6 785	6 214	16 596	3 374	5 591	6 979	3 014	7 642	72 464	484	271	218	595	nd	74 032
Expulsions "conditionnelles"	5 176	1 231	870	1 550	87	2 618	4 340	14 560	1 822	2 673	2 901	1 406	4 322	43 556	565	158	567	670	nd	45 516
Décisions d'expulsions locatives pour 1000 ménages	9,8	9,4	6,1	11,1	2,4	9,8	10,3	12,1	8,8	8,5	9,7	7,8	12,5	10,2	17,0	6,7	21,0	8,7	nd	10,2
Dettes relatives à des impayés d'énergie dans les dossiers de surendettement en 2019 (1)																				
Nombre de dossiers de surendettement avec impayés d'énergie	5 254	2 935	2 527	2 677	209	4 883	8 674	5 275	3 843	5 286	4 444	2 967	3 422	52 396	113	62	70	273	nd	52 914
Part des dossiers avec impayés d'énergie parmi l'ensemble des dossiers de surendettement (en%)	37,8	41,8	44,6	43,6	43,0	44,1	45,3	27,6	42,3	39,6	37,7	44,5	29,9	38,9	36,5	16,7	30,6	26,0	nd	38,7
Part des dettes liées à des impayés d'énergie dans l'ensemble des dettes (en %)	1,0	1,2	1,3	1,3	1,7	1,3	1,5	0,5	1,2	1,1	0,9	1,3	0,6	1,0	0,5	0,0	0,5	0,4	nd	1,0

(1) Indicateurs sociaux départementaux, indicateur complémentaire – indicateur de suivi du Plan Pluriannuel contre la Pauvreté et pour l'Inclusion Sociale (2013-2017)

Sources : Ministère de la Justice / SG / SEM / SDSE / Exploitation statistique du Répertoire Général Civil ; Insee, recensement de la population 2016

Logement - Hébergement

Lits, places installés au 31 décembre 2019 par catégorie d'établissement - Taux d'équipement

	Auvergne- Rhône-Alpes	Bourgogne- Franche-Comté	Bretagne	Centre- Val de Loire	Corse	Grand Est	Hauts-de-France	Île-de-France	Normandie	Nouvelle-Aquitaine	Occitanie	Pays de la Loire	PACA	FRANCE métropolitaine	Guadeloupe	Martinique	Guyane	La Réunion	Mayotte	FRANCE entière
Établissements pour adultes et familles en difficulté																				
Hébergement social																				
Centres d'hébergement et de réinsertion sociale, CHRS	5 382	1 693	1 351	1 127	187	4 320	5 503	10 467	2 474	2 947	2 721	1 838	3 270	43 280	127	98	120	328	1	43 954
Centres d'accueil de demandeurs d'asile, CADA	5 554	3 119	2 115	1 958	0	5 280	2 274	5 627	2 288	4 209	4 089	2 582	1 765	40 860	0	0	0	0	0	40 860
Centres d'accueil non conventionnés au titre de l'aide sociale	6 755	1 821	618	1 368	43	2 153	2 513	18 904	1 663	1 753	3 589	1 491	1 344	44 015	20	0	12	412	1	44 460
Centres provisoires d'hébergement	947	388	372	243	0	565	267	2 559	389	520	471	528	266	7 515	0	0	0	0	0	7 515
Logement accompagné																				
Maisons relais - Pensions de famille	1 922	843	980	692	37	1 730	1 712	3 443	853	1 701	1 485	857	1 062	17 317	2600,0%	3800,0%	4300,0%	8300,0%	0,0%	17 507
Autres résidences Sociales	13 186	2 826	747	1 317	62	7 501	3 837	48 298	2 125	3 265	1 588	2 172	12 251	99 175	0	0	0	0	0	99 175
Foyers de jeunes travailleurs (FJT) (1)	7 684	1 595	3 672	2 207	0	2 693	2 470	13 129	2 673	3 308	3 596	3 962	1 984	48 973	0	160	75	107	1	49 316
Foyers de travailleurs migrants (FTM) (1)	3 995	440	52	743	259	4 114	3 450	22 274	516	0	158	284	1 881	38 166	0	0	0	0	0	38 166
Nombre de places d'hébergement (2)																				
dont urgences	8 131	1 757	946	1 265	61	3 500	3 427	16 537	2 207	2 067	3 974	1 289	1 730	46 891	0	7	12	174	55	47 139
dont stabilisation	112	64	62	132	0	562	528	4 985	168	334	396	225	292	7 860	52,0	0,0	26,0	0,0	177,0	8 115
dont insertion	3 894	1 691	961	1 098	169	3 421	4 061	7 861	1 762	2 203	1 940	1 815	2 592	33 468	95	91	94	566	16	34 330
Taux d'équipement en places d'hébergement pour 1 000 adultes	2,0	1,6	0,8	1,3	0,8	1,8	1,8	3,2	1,6	1,0	1,4	1,2	1,2	1,8	0,5	0,3	0,8	1,2	1,9	1,8

(1) Conventionnés ou non en résidence sociale

(2) En CHRS et Centres d'accueil non conventionnés au titre de l'aide sociale

Sources : DREES, Finess ; Insee, RP exploitation complémentaire, estimation de population 2020 ; DR(D)JSCS ; DGCS

Sources : DREES, INSEE, INSERM, OFDT, CNAM, MENJ-DEPP, DSN, DJEPVA, INJEP, ASP, ASC, DARES, Ministère des armées.

Pour en savoir plus :

Consommations de produits psychoactifs des jeunes Français

Créé en 1993, l'Observatoire français des drogues et des toxicomanies (OFDT) est un groupement d'intérêt public (GIP) chargé du recueil, de l'analyse et de la synthèse des données relatives aux drogues illicites, à l'alcool, au tabac, aux jeux de hasard et d'argent et à la question de l'abus d'écrans. L'OFDT est l'un des relais de l'Observatoire européen des drogues et des toxicomanies (EMCDDA).

L'enquête déclarative ESCAPAD, mise en œuvre par l'OFDT depuis 2000 en partenariat avec la Direction du service national (DSN), propose un questionnaire à l'ensemble des jeunes de 17 ans présents lors d'une Journée défense et citoyenneté (JDC). Elle renseigne sur la santé de ces jeunes, les niveaux d'usage et les évolutions en termes de produits psychoactifs licites et illicites et de modalités de consommation.

REP

Les Réseaux d'éducation prioritaire, ou REP, plus mixtes socialement que les REP+, regroupent les réseaux des collèges et écoles rencontrant des difficultés sociales plus significatives que celles des collèges et écoles situés hors éducation prioritaire. La liste des collèges REP est arrêtée au niveau national en concertation avec les académies. La liste des écoles en REP fait l'objet d'arrêtés académiques.

REP +

Les Réseaux d'éducation prioritaire renforcée, ou REP+, sont les réseaux qui connaissent les plus grandes concentrations de difficultés sociales ayant des incidences fortes sur la réussite scolaire. Dans les REP+, les obligations de service des enseignants sont modifiées par une pondération dans le second degré et la libération de dix-huit demi-journées remplacées dans le premier degré. La liste des collèges et écoles REP+ est arrêtée au niveau national en concertation avec les académies. Elle fait l'objet d'un arrêté national.

Le fonds d'aide aux jeunes (FAJ)

Le fonds d'aide aux jeunes (FAJ), créé en 1989, est un dispositif départemental de dernier recours. Il est destiné à aider financièrement les jeunes de moins de 25 ans qui connaissent des difficultés, ces derniers ne pouvant bénéficier d'une aide dans le cadre du RSA (sauf s'ils ont des enfants à charge ou qu'ils ont travaillé au moins deux années au cours des trois années précédant la demande).

La mise en place du FAJ dans les départements, au départ facultative, a été rendue obligatoire en 1992. Initialement co-piloté dans chaque département par l'État et le conseil général, le FAJ a été décentralisé en 2005 : le conseil général (devenu conseil départemental en 2014) assure depuis cette date la gestion et le financement du fonds. Le FAJ attribue des aides financières ponctuelles et/ou des prestations d'accompagnement social.

Les missions locales et PAIO pour l'accompagnement vers l'emploi des jeunes en difficulté

Une mission locale est un point d'accueil dans une zone de compétence optimale pour les jeunes qui ont besoin d'aide dans leur insertion sociale et professionnelle. La mission locale est une structure d'accueil pour les jeunes de 16 à 25 ans. Elle est constituée de tous les partenaires concernés par l'insertion sociale et professionnelle des jeunes : collectivités territoriales, services de l'État, partenaires économiques et sociaux, associations. Missions locales et P.A.I.O. (Permanences d'Accueil, d'Information et Orientation) constituent le réseau d'accueil des jeunes en difficulté. Leur zone de compétence correspond à l'aire géographique optimale permettant à ces jeunes de trouver près de leur domicile un point d'accueil susceptible de les aider dans leur insertion sociale et professionnelle.

Service civique

C'est un engagement volontaire au service de l'intérêt général ouvert aux 16-25 ans, élargi à 30 ans aux jeunes en situation de handicap. Accessible sans condition de diplôme, le Service Civique est indemnisé et s'effectue en France ou à l'étranger. Les missions sont indemnisées 580 euros par mois.

Emplois d'avenir

L'emploi d'avenir est un contrat d'aide à l'insertion destiné aux jeunes âgés de 16 à 25 ans à la date de la signature du contrat (jusqu'à 30 ans pour les jeunes reconnus travailleurs handicapés) particulièrement éloignés de l'emploi, en raison de leur défaut de formation ou de leur origine géographique. Il comporte des engagements réciproques entre le jeune, l'employeur et les pouvoirs publics, susceptibles de permettre une insertion durable du jeune dans la vie professionnelle. Depuis le 1er janvier 2018, il n'est plus possible de conclure un emploi d'avenir. Les contrats en cours iront jusqu'à leur terme, mais ne pourront pas être renouvelés.

Parcours Emplois Compétences (PEC)

Depuis janvier 2018, les contrats aidés sont transformés en parcours emploi compétences.

La mise en œuvre des parcours emploi compétences repose sur le **triolet emploi-formation-accompagnement** : un emploi permettant de développer des compétences transférables, un accès facilité à la formation et un accompagnement tout au long du parcours tant par l'employeur que par le service public de l'emploi, avec pour objectif l'inclusion durable dans l'emploi des personnes les plus éloignées du marché du travail.

Aide complémentaire :

<http://www.ofdt.fr> ▶

<https://travail-emploi.gouv.fr> ▶

<https://poem.travail-emploi.gouv.fr/> ▶

<http://www.injep.fr/> ▶

<http://www.jeunes.gouv.fr/> ▶

<http://drees.social-sante.gouv.fr/etudes-et-statistiques/publications/etudes-et-resultats/article/le-fonds-d-aide-aux-jeunes-en-2015> ▶



Jeunesse

Classes d'âge - Cohabitation familiale - Morbidité - Mortalité - Conduites à risques

	Auvergne- Rhône-Alpes	Bourgogne- Franche-Comté	Bretagne	Centre- Val de Loire	Corse	Grand Est	Hauts-de-france	Île-de-France	Normandie	Nouvelle-Aquitaine	Occitanie	Pays de la Loire	PACA	FRANCE métropolitaine	Guadeloupe	Martinique	Guyane	La Réunion	Mayotte	FRANCE entière
Sexe et âge au 1er janvier 2020 (1)																				
Garçons																				
Moins de 15 ans	739 019	235 835	288 438	226 862	26 850	474 824	576 428	1 208 944	293 750	482 343	496 354	352 255	431 866	5 833 768	33 385	28 019	46 509	96 496	60 804	6 098 981
De 15 à 24 ans	483 176	160 317	200 971	143 012	16 786	333 241	385 713	774 398	196 014	337 133	346 034	230 817	276 723	3 884 335	21 130	18 972	23 509	57 825	21 083	4 026 854
Moins de 25 ans	1 222 195	396 152	489 409	369 874	43 636	808 065	962 141	1 983 342	489 764	819 476	842 388	583 072	708 589	9 718 103	54 515	46 991	70 018	154 321	81 887	10 125 835
Filles																				
Moins de 15 ans	705 175	224 556	275 305	217 570	24 903	451 084	552 194	1 167 105	281 383	461 756	475 352	335 671	411 156	5 583 210	32 713	27 386	46 389	93 536	61 532	5 844 766
De 15 à 24 ans	463 637	146 275	185 585	135 477	15 970	311 869	367 766	779 392	184 916	319 469	331 785	219 174	263 266	3 724 581	21 152	18 563	24 750	57 714	24 864	3 871 624
Moins de 25 ans	1 168 812	370 831	460 890	353 047	40 873	762 953	919 960	1 946 497	466 299	781 225	807 137	554 845	674 422	9 307 791	53 865	45 949	71 139	151 250	86 396	9 716 390
Part des jeunes de moins de 25 ans dans la population générale en %	30,6	28,3	29,3	29,2	25,3	29,3	32,6	33,2	30,0	27,7	28,8	30,8	28,6	30,3	31,7	28,3	50,0	37,4	63,2	30,6
Cohabitation familiale des jeunes de 20 à 24 ans en 2017																				
Part des garçons de 20 à 24 ans vivant chez les parents en %	51,5	49,5	46,7	52,8	66,0	55,1	59,0	64,2	52,2	47,4	47,0	46,7	61,7	54,8	81,0	84,7	62,7	73,7	nd	55,4
Part des filles de 20 à 24 ans vivant chez les parents en %	37,7	34,1	32,7	36,0	50,4	39,7	42,5	52,5	36,3	31,7	33,8	32,6	46,9	40,7	60,4	62,2	40,6	47,8	nd	41,0
Part de l'ensemble des jeunes de 20 à 24 ans vivant chez les parents en %	44,7	42,0	39,9	44,5	58,1	47,4	50,7	58,2	44,3	39,6	40,4	39,7	54,3	47,8	70,9	73,6	51,0	60,6	nd	48,2
Morbidité, mortalité, conduites à risques en 2017																				
Consommation tabac, alcool, cannabis à 17 ans en %																				
Garçons																				
Tabac quotidien en % (au moins une cigarette par jour)	28	30	32	27	29	26	26	19	32	29	28	28	27	26	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Alcool régulier en % (au moins dix usages dans le mois)	14	13	13	12	14	11	11	8	16	14	12	18	10	12	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Cannabis régulier en % (au moins dix usages dans le mois)	11	10	11	10	6	9	8	9	10	10	11	10	11	10	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Filles																				
Tabac quotidien en % (au moins une cigarette par jour)	26	26	29	22	33	21	21	19	28	28	26	25	25	24	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Alcool régulier en % (au moins dix usages dans le mois)	5	5	5	4	6	4	4	4	5	6	5	5	5	5	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Cannabis régulier en % (au moins dix usages dans le mois)	6	5	5	5	1	4	3	4	5	5	6	5	5	5	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Taux de recours à l'IVG des mineures (pour 1 000 femmes de 15 à 17 ans) en 2019 (2)	4,5	5,0	4,6	5,0	9,6	5,1	6,3	6,1	5,4	5,4	6,6	4,6	7,9	5,4	12,5	11,3	16,5	12,5	12,8	5,6
Décès des jeunes de 15 à 24 ans (2014-2015-2016) toutes causes confondues																				
Par accident de la circulation	219	110	93	100	8	149	158	162	93	190	183	135	162	1 762	29	19	24	39	5	1 878
Par suicide	102	55	87	42	3	109	140	150	72	90	95	68	69	1 082	3	4	17	26	1	1 133

(1) Les estimations de population pour l'année 2020 sont des estimations précoces provisoires

(2) Guadeloupe : non compris Saint-Martin et Saint-Barthélemy

Sources : DREES, PMSI - MCO ; Insee, estimation de population au 1er janvier 2019, au 1er janvier 2020 ; CNAM, données de consommation inter-régimes, nombre de forfaits médicamenteux remboursés selon la date de soin ; Inserm, CépiDc ; OFDT, enquête Escapad 2017



Jeunesse

Scolarité - Formation - Activité

	Auvergne- Rhône-Alpes	Bourgogne- Franche-Comté	Bretagne	Centre- Val de Loire	Corse	Grand Est	Hauts-de-france	Île-de-France	Normandie	Nouvelle-Aquitaine	Occitanie	Pays de la Loire	PACA	FRANCE métropolitaine	Guadeloupe	Martinique	Guyane	La Réunion	Mayotte	FRANCE entière
Scolarité																				
Part des jeunes ayant participé à la Journée Défense et Citoyenneté (JDC) en difficulté de lecture, en 2019 en % (1) (5)	9,9	12,4	9,8	13,7	10,1	11,0	12,6	8,8	12,8	11,0	9,9	9,6	10,8	10,6	31,9	30,9	55,4	28,6	72,6	11,8
Part des pas ou peu diplômés, au sein de la population des 20-24 ans non scolarisée en 2017 en % (1)	15,6	16,6	12,5	17,4	21,2	16,6	21,8	17,3	17,0	15,5	17,2	13,8	19,1	17,0	19,2	19,3	47,4	26,3	61,2	17,4
Part des diplômés de l'enseignement supérieur au sein de la population des 25-34 ans non inscrite en établissement scolaire en 2017 en % (1)	47,0	38,7	45,3	39,7	33,0	40,6	38,6	58,3	37,3	41,8	44,5	44,2	42,4	45,8	34,4	36,8	21,0	30,2	16,7	45,4
Taux des retards de 2 ans et plus en 3ème (année 2019-2020)	0,9	0,9	0,7	1,3	0,5	0,9	0,7	1,2	0,8	0,8	0,9	0,5	1,2	0,9	1,4	1,0	9,3	0,7	4,5	1,0
Part d'élèves entrant en 6ème avec au moins un an de retard, à la rentrée 2019-2020 (1)	5,4	6,3	5,2	7,5	9,3	6,1	6,6	5,6	6,0	5,2	6,1	5,0	7,1	5,9	9,0	7,3	16,2	7,8	15,4	6,1
Pourcentage d'élèves demi-pensionnaires ou internes dans le second degré en 2019																				
Ensemble des établissements	69,4	73,2	86,4	73,6	54,9	61,2	64,5	62,3	79,8	83,5	75,8	84,5	66,1	69,7	39,7	66,3	18,9	54,3	35,1	68,6
Établissements en REP	43,1	52,2	62,3	43,1	66,5	39,1	49,3	40,4	55,9	71,2	56,2	63,5	58,1	43,0	32,5	70,6	0,0	60,2	42,0	43,8
Établissements en REP +	20,0	11,9	43,3	17,3	41,7	16,3	33,5	30,7	33,1	39,0	35,7	30,8	29,7	28,4	37,4	67,4	11,2	47,0	53,8	30,2
Formation, Activité en 2017																				
Part des filles de 15 à 19 ans élèves, étudiantes ou stagiaires	82,8	81,0	84,7	81,2	82,0	81,9	81,9	85,6	80,8	81,9	83,1	82,0	82,4	82,9	87,7	87,6	72,5	80,4	nd	82,8
Part des filles de 15 à 19 ans en emploi, y compris en apprentissage	9,2	9,9	8,0	9,7	8,0	8,6	6,6	7,2	9,8	8,6	7,1	9,8	8,0	8,2	3,9	3,7	3,7	4,5	nd	8,1
Part des garçons de 15 à 19 ans élèves, étudiants ou stagiaires	75,2	72,0	77,7	72,4	74,4	74,1	75,3	81,5	72,4	74,2	76,7	72,4	75,7	75,9	80,1	81,5	70,6	74,5	nd	76,0
Part des garçons de 15 à 19 ans en emploi, y compris en apprentissage	15,3	17,7	13,9	16,7	13,7	14,9	10,7	9,3	16,2	15,2	11,9	18,4	12,7	13,5	6,8	7,1	5,4	7,7	nd	13,3
Part des filles de 20 à 24 ans élèves, étudiantes ou stagiaires	29,8	23,6	30,8	23,3	24,6	28,4	27,6	35,3	25,3	29,1	33,2	26,7	29,7	30,1	25,2	27,2	16,8	20,6	nd	29,9
Part des filles de 20 à 24 ans en emploi, y compris en apprentissage	49,6	52,4	48,3	52,0	43,4	47,4	42,8	46,1	49,6	46,9	41,5	51,5	43,4	46,8	30,5	31,2	23,8	30,8	nd	46,3
Part des garçons de 20 à 24 ans élèves, étudiants ou stagiaires	23,6	18,9	24,6	17,6	18,7	23,2	22,9	31,4	19,4	22,8	26,5	20,8	24,4	24,7	19,6	22,8	13,0	15,2	nd	24,4
Part des garçons de 20 à 24 ans en emploi, y compris en apprentissage	55,6	58,0	54,3	56,4	54,3	53,0	47,1	47,1	54,7	53,2	47,7	58,7	47,8	51,4	33,9	33,6	31,5	37,1	nd	51,0
Formation, Activité en 2019																				
Nombre d'entrées de jeunes de 30 ans ou moins en contrat d'apprentissage	44 448	16 309	17 323	15 633	1 695	30 827	28 090	77 454	19 509	31 185	29 942	24 232	25 086	361 733	1 114	1 075	658	3 555	64	368 199
Nombre d'entrées de jeunes de moins de 26 ans en contrat de professionnalisation	19 676	4 462	7 653	3 172	182	8 429	11 845	49 415	5 457	10 210	11 314	9 997	10 234	152 046	497	265	137	3 581	25	156 552
Nombre d'entrées de jeunes de moins de 26 ans en Contrat Unique d'Insertion - Contrat d'Accompagnement dans l'Emploi (CUI-CAE) (2) (4)	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Nombre d'entrées de jeunes de moins de 26 ans en Contrat Unique d'Insertion - Contrat Initiative Emploi (CUI-CIE) (2) (4)	11	3	0	3	0	23	61	3	15	6	24	9	6	164	74	0	11	68	0	317
Nombre d'entrées de jeunes de moins de 26 ans en Parcours Emplois Compétences (PEC) (2) (4)	845	389	253	357	35	902	1 368	613	635	866	549	262	913	7 987	51	68	250	1 213	172	9 741
Nombre d'entrées de jeunes de moins de 26 ans en emploi d'avenir marchand (4)	4	1	1	0	0	5	1	1	3	2	4	1	0	23	0	0	0	0	0	23
Nombre d'entrées de jeunes de moins de 26 ans en emploi d'avenir non marchand (3) (4)	24	8	11	4	2	21	9	200	19	34	27	12	24	395	0	1	0	2	0	398

(1) Indicateurs sociaux départementaux

(2) Entrées initiales en contrat aidé

(3) Inclut les emplois d'avenir professeurs

(4) Depuis janvier 2018, les contrats aidés sont transformés en parcours emploi compétences (PEC)

(5) En raison de la mise en œuvre d'un nouveau test de lecture en septembre 2019, les résultats ne portent que sur la période janvier - août 2019 et ne peuvent pas être interprétés en évolution

Sources : DREES ; Ministère des Armées - DSNJ, MENJS - MESRI - DEPP ; MENESR-DEPP, système d'information SCOLARITE et enquête n°16 auprès des établissements privés hors contrat ; Insee, RP, exploitations principales au lieu de résidence ; ASP, traitement Dares, Extrapro, base de gestion informatisée des contrats de professionnalisation, calculs Dares

Jeunesse

Fonds d'Aide aux Jeunes (FAJ) en 2015 - Service Civique - Missions locales - PAIO

	Auvergne- Rhône-Alpes	Bourgogne- Franche-Comté	Bretagne	Centre- Val de Loire	Corse	Grand Est	Hauts-de-france	Île-de-France	Normandie	Nouvelle-Aquitaine	Occitanie	Pays de la Loire	PACA	FRANCE métropolitaine	Guadeloupe	Martinique	Guyane	La Réunion	Mayotte	FRANCE entière	
Fonds d'Aide à la Jeunesse (FAJ) en 2015 (1)																					
Budget FAJ (en euros)	4 079 940	1 592 305	2 722 319	1 494 647	178 744	nd	3 666 022	nd	nd	3 537 424	3 561 159	5 045 224	3 482 332	nd	380 267	355 000	255 074	400 000	nd	nd	
Montant des aides individuelles attribuées (en euros)	2 107 715	nd	nd	nd	156 376	nd	nd	2 963 644	nd	2 376 434	2 478 013	nd	2 457 022	nd	344 722	nd	234 381	211 471	nd	nd	
Nombre d'aides individuelles attribuées (2)	13 050	nd	14 311	nd	569	13 098	nd	nd	8 537	15 884	12 194	6 810	12 982	nd	1 661	704	490	1 152	nd	nd	
Montant moyen de l'aide individuelle attribuée (en euros)	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	207,5	nd	478,3	183,6	nd	nd	
Nombre de bénéficiaires du FAJ	nd	nd	7 597	nd	280	nd	nd	nd	nd	nd	8 539	5 159	7 655	nd	616	704	490	1 019	nd	nd	
Nombre d'entrées de jeunes de 16 à 25 ans dans le dispositif du Service Civique en 2019 (3)	7 660	3 569	3 095	3 076	233	6 897	9 380	11 024	3 981	7 295	7 690	4 172	5 561	73 633	1 459	795	966	2 449	662	79 964	
Nombre de jeunes en premier accueil dans les réseaux des missions locales et PAIO en 2019 (4)	46 229	16 760	18 608	15 388	2 103	29 720	42 777	70 562	18 885	38 560	38 869	19 436	36 753	394 650	2 479	3 255	2 752	9 467	1 716	414 319	
Part de jeunes accueillis pour la première fois par les missions locales ou les PAIO pour 100 jeunes de 16 à 25 ans en 2019 (4)	5,0	5,6	5,0	5,7	6,5	4,6	5,8	4,5	5,1	6,0	5,8	4,5	6,9	5,3	6,0	8,8	6,1	8,5	4,2	5,3	

(1) 2015 est le dernier millésime de l'enquête FAJ

(2) Le nombre d'aides attribuées dans l'année est différent du nombre de jeunes aidés : un jeune peut avoir bénéficié de plusieurs aides au cours de la même année

(3) Attention, ces chiffres correspondent aux départements et régions de résidence des volontaires, et non aux territoires de leur mission comme c'était le cas pour les chiffres de l'année 2015.

(4) Indicateurs sociaux départementaux

Sources : DREES, enquête Faj 2015 ; Agence de services et de paiement (ASP) ; Agence du service civique (ASC), traitements Injep, Medes ; Imilo, traitements DARES ; Insee, estimation de population au 01/01/2019 (résultats provisoires arrêtés fin 2019)

Sources : DREES, DJEPVA-INJEP, DR(D)JSCS, IRCEM, INSEE.

Pour en savoir plus :

Aide sociale à l'enfance

En dehors des aides financières (allocations mensuelles et de secours), l'aide sociale à l'enfance (ASE) recouvre deux prestations principales : les actions éducatives et les mesures de placement. Ces prestations sont accordées lorsque la santé de l'enfant, sa sécurité, son entretien ou son éducation l'exigent.

Les actions éducatives :

L'action éducative à domicile (AED) est une décision administrative prise par le président du conseil départemental à la demande des parents ou avec leur accord. Elle est exercée en milieu familial pour :

- apporter un soutien éducatif, psychologique aux mineurs, à leur famille, aux mineurs émancipés et aux jeunes majeurs âgés de moins de vingt et un ans. Ce soutien est exercé par des travailleurs sociaux (notamment éducateurs spécialisés et psychologues) appartenant aux services départementaux de l'ASE ou à un service habilité. Ils aident les parents dans l'exercice de leur autorité ou permettent des liens avec les institutions, dont l'école ;
- éviter le placement hors du milieu familial, préparer un placement ou, à l'issue de celui-ci, préparer le retour dans la famille.

L'action éducative en milieu ouvert (AEMO), exercée en vertu d'un mandat judiciaire, poursuit le même but que l'AED, mais contrairement à cette dernière, elle est contraignante à l'égard des familles, puisqu'elle s'impose à elles (ces dernières peuvent faire appel de la décision).

Les mesures de placement des enfants accueillis à l'ASE :

- les mesures administratives sont décidées par le président du conseil départemental sur demande ou en accord avec la famille. Ce sont les accueils provisoires de mineurs, les accueils provisoires de jeunes majeurs et des pupilles de l'État ;
- les mesures judiciaires sont décidées par le juge des enfants. L'enfant est alors confié au service de l'ASE qui détermine les modalités de son placement. Elles comprennent la délégation de l'autorité parentale à l'ASE, le retrait partiel de l'autorité parentale, la tutelle d'État déferée à l'ASE et le placement à l'ASE par le juge au titre de l'assistance éducative ou de l'ordonnance de 1945 sur l'enfance délinquante ;
- les placements directs comprennent le placement par un juge auprès d'un établissement ou d'un tiers digne de confiance et la délégation de l'autorité parentale à un particulier ou à un établissement.

Les établissements d'accueil mère-enfant

Ils accueillent des femmes enceintes ou mères isolées en difficulté. La durée de la prise en charge est de 6 mois renouvelable (maximum 3 ans). L'hébergement permet aux mères de bénéficier d'une formation professionnelle adaptée, de rechercher ou d'exercer un emploi.

Les pouponnières à caractère social

Elles accueillent des enfants, de la naissance à trois ans, qui ne peuvent rester au sein de leur famille ou bénéficier d'un placement familial surveillé. Les enfants y sont orientés à la demande des parents et avec leur accord ou par décision judiciaire.

Les foyers de l'enfance

Ils accueillent, à tout moment, tout mineur en situation difficile nécessitant une aide d'urgence (parfois sous placement judiciaire). Ils sont des lieux d'observation et d'évaluation qui permettent de préparer une orientation du mineur (retour à la famille, placement en famille d'accueil, placement en établissement, adoption).

Les maisons d'enfants à caractère social (MECS)

Elles sont les héritières des orphelinats. Elles accueillent des enfants et adolescents dont les familles ne peuvent assumer la charge et l'éducation à la suite de difficultés momentanées ou durables.

Les centres de placement familial socio éducatif (CPFSE)

Le placement familial est, au sens strict du terme, un dispositif qui permet de prendre en charge un enfant dans une autre famille que la sienne, afin de résoudre une situation de danger le concernant.

La finalité est de redonner à l'enfant séparé, déplacé, une identité constituée de son appartenance familiale et de traiter le dysfonctionnement de la relation enfant - parents, en vue de permettre, autant que faire se peut, un retour de l'enfant dans sa famille.

Les lieux de vie et d'accueil

Ce sont des structures sociale ou médico-sociale de petite taille assurant un accueil et un accompagnement personnalisé en petit effectif, d'enfants, d'adolescents et d'adultes, en situation familiale, sociale ou psychologique problématique.

Les lieux de vie et d'accueil (L.V.A) occupent une position à la limite des établissements médico-sociaux et des accueils familiaux.



Les accueils collectifs de mineurs

Le ministère en charge de la jeunesse réglemente et contrôle les activités liées aux accueils collectifs de mineurs (ACM) exercées durant les périodes autres que scolaires (code de l'action sociale et des familles – articles L2271 à L22712). A ce titre, il collecte des informations relatives à l'organisation de ces accueils (nombre de mineurs accueillis, durée des séjours, nombre d'animateurs...).

Les données statistiques sont extraites du Système d'Information des Accueils de Mineurs (SIAM).

Les accueils collectifs de mineurs sans hébergement recensés sont les accueils de loisirs, destinés à des mineurs d'âge scolaire, ainsi que les accueils de jeunes, destinés à des mineurs exclusivement âgés de 14 ans ou plus. Ces accueils se déroulent en dehors du temps scolaire : principalement le mercredi, le samedi, en périscolaire ou encore durant les périodes de congés scolaires (congés scolaires d'automne, de fin d'année, d'hiver, de printemps, au cours du mois de juillet ou au cours du mois d'août).

Le nombre de séjours avec hébergement est estimé à partir des déclarations qui doivent être effectuées dès lors que l'accueil concerne au moins 7 mineurs. Par ailleurs, on distingue les séjours « activité accessoire », liés aux accueils de loisirs ou aux accueils de jeunes, des autres types de séjours :

- Dans le premier cas, il s'agit de séjours organisés dans le cadre habituel des accueils sans hébergement. Les mineurs qui partent en séjours « activité accessoire » font partie de ceux qui fréquentent régulièrement l'accueil de loisirs ou l'accueil de jeunes au cours de l'année. Ces séjours se déroulent à proximité de l'accueil principal et leur durée ne peut excéder cinq jours.

- Dans le second cas, les séjours peuvent être liés à une réglementation spécifique (séjours sportifs, linguistiques, artistiques ou culturels, rencontres européennes de jeunes, chantiers de bénévoles) ou non (séjours de vacances lorsqu'il s'agit d'un séjour non spécifique d'au moins cinq jours, séjours courts lorsqu'il s'agit d'un séjour non spécifique de moins de cinq jours).

Les séjours dans une famille et les accueils de scoutisme sont comptabilisés à part du fait d'une réglementation spécifique concernant notamment la qualification des intervenants ou encore le mode de déclaration.

Les modes d'accueil collectif et familial des jeunes enfants

Les établissements et les services d'accueil, outre leur fonction d'accueil, ont pour mission de veiller à la santé, à la sécurité, au bien-être ainsi qu'au développement des enfants qui leur sont confiés (cf. le décret n° 2010-613 du 7 juin 2010 relatif aux établissements et services d'accueil des enfants de moins de 6 ans). La création de ces établissements est préalablement soumise à l'autorisation du président du conseil départemental pour les structures de droit privé et à son avis pour celles créées par les collectivités publiques.

Aide complémentaire :

<http://www.jeunes.gouv.fr/>

https://data.drees.solidarites-sante.gouv.fr/explore/dataset/3024_l-accueil-des-jeunes-enfants-du-cote-des-familles/information/

<https://drees.solidarites-sante.gouv.fr/publications/documents-de-travail-1998-2019/loffre-daccueil-collectif-des-enfants-de-moins-de-trois>

<http://drees.solidarites-sante.gouv.fr/etudes-et-statistiques/publications/etudes-et-resultats/article/aide-sociale-a-l-enfance-55-000-enfants-et-adolescents-heberges-en>

<https://drees.solidarites-sante.gouv.fr/publications-documents-de-referance/panoramas-de-la-drees/laide-et-laction-sociales-en-france-perte>



Protection de l'enfance - Aide sociale à l'enfance

	Auvergne- Rhône-Alpes	Bourgogne- Franche-Comté	Bretagne	Centre- Val de Loire	Corse	Grand Est	Hauts-de-france	Île-de-France	Normandie	Nouvelle-Aquitaine	Occitanie	Pays de la Loire	PACA	FRANCE métropolitaine	Guadeloupe	Martinique	Guyane	La Réunion	Mayotte	FRANCE entière
Protection de l'enfance au 31 décembre 2019																				
Nombre de places d'accueil mère-enfant	375	205	138	190	20	484	399	1 648	225	307	635	277	370	5 273	0	19	0	100	0	5 392
Nombre de places en pouponnières à caractère social	102	33	54	0	18	151	66	104	99	12	6	54	128	827	0	0	0	30	0	857
Nombre de places en foyers de l'enfance	1 639	416	496	334	0	1 834	1 090	1 795	793	900	1 198	415	657	11 567	176	91	111	104	0	12 049
Nombre de places en maisons d'enfants à caractère social	7 376	2 750	2 919	1 905	94	5 640	5 086	6 798	4 155	4 613	6 478	4 369	3 694	55 877	228	400	110	392	40	57 047
Nombre de places en structures intermédiaires de placement social	0	1 200	0	0	0	0	0	208	0	0	1	0	0	1 409	0	7	0	0	0	1 416
Nombre de places en lieux de vie et d'accueil	328	132	81	42	13	185	43	18	192	735	727	245	144	2 885	0	7	0	0	50	2 942
Nombre de places en villages d'enfants	66	72	0	205	0	255	300	312	60	116	0	94	145	1 625	0	0	0	0	0	1 625
Nombre de places en établissement d'aide sociale à l'enfance pour 1000 jeunes de 0 à 20 ans	5,1	7,7	4,8	4,5	2,1	6,8	4,6	3,5	7,1	5,2	6,8	5,8	4,6	5,2	4,5	6,8	1,8	2,4	0,6	5,1
Nombre de places en centres de placement familial socio éducatif	1 043	967	548	446	0	426	398	2 341	3 186	1 706	423	430	183	12 097	0	0	30	0	0	12 127
Aide sociale à l'enfance au 31 décembre 2018																				
Nombre d'enfants confiés à l'Aide sociale à l'enfance	19 318	8 868	9 598	7 324	483	16 671	24 658	27 351	12 080	17 563	16 502	9 552	10 690	180 658	905	1 550	1 010	2 756	555	187 434
dont mesures judiciaires de placements	14 271	6 968	6 814	5 589	328	13 294	18 637	19 267	9 066	12 035	11 781	7 332	7 655	133 037	492	957	622	1 816	393	137 317
Nombre de placements directs par un juge	1 607	627	419	436	91	1 468	2 025	1 819	837	1 768	1 307	764	1 137	14 305	267	244	221	522	393	15 952
Nombre d'actions éducatives à domicile (AED)	6 840	2 720	3 400	3 769	220	3 574	2 292	7 545	3 544	5 480	5 681	2 777	2 542	50 384	108	150	208	1 126	307	52 283
Nombre d'actions éducatives en milieu ouvert (AEMO)	12 965	5 697	5 485	4 183	473	10 014	15 206	16 261	6 912	11 587	8 547	5 980	8 354	111 664	1 014	723	469	2 001	227	116 098
Nombre de mesures d'ASE (mesures de placements et actions éducatives) en % des 0-20 ans au 31/12/2018 (1)	1,9	2,6	2,3	2,4	1,6	2,3	2,6	1,6	2,7	2,5	2,2	1,9	1,8	2,1	2,1	2,9	1,4	2,2	nd	2,1

(1) Indicateurs sociaux départementaux

Sources: DREES, Finess, enquête Aide sociale ; DR(D)JSCS ; Insee, estimation de population 2020

Accueils collectifs de mineurs sans hébergement (1)

	Auvergne- Rhône-Alpes	Bourgogne- Franche-Comté	Bretagne	Centre- Val de Loire	Corse	Grand Est	Hauts-de- France	Île-de-France	Normandie	Nouvelle-Aqui- taine	Occitanie	Pays de la Loire	PACA	FRANCE métropolitaine	Guadeloupe	Martinique	Guyane	La Réunion	Mayotte	FRANCE entière
Nombre de communes au sein du territoire au 1er janvier 2019	4 030	3 704	1 208	1 758	360	5 121	3 789	1 268	2 651	4 314	4 454	1 238	946	34 841	32	34	22	24	17	34 970
Au moins une période d'activité au cours de l'année																				
Nombre de communes disposant d'un accueil de loisirs	1 344	804	689	600	45	1 406	1 263	719	633	1 303	1 328	725	478	11 337	29	25	10	24	16	11 441
Nombre de communes disposant d'un accueil de jeunes	53	22	15	16	0	32	25	5	28	20	54	59	65	394	0	0	0	0	1	395
Ensemble des communes disposant d'au moins l'un de ces accueils	1 347	805	689	601	45	1 406	1 264	719	633	1 303	1 330	725	483	11 350	29	25	10	24	16	11 454
Nombre de lieux d'accueils de loisirs	3 157	1 289	1 630	1 301	90	2 548	3 190	5 530	1 391	2 966	3 383	1 838	1 966	30 279	148	174	65	356	99	31 121
Nombre de lieux d'accueils de jeunes	56	34	17	21	0	34	30	21	35	28	60	67	104	507	0	0	0	0	1	508
Ensemble des lieux d'accueils	3 179	1 305	1 636	1 308	90	2 563	3 199	5 547	1 406	2 978	3 407	1 874	2 027	30 519	148	174	65	356	100	31 362
Au moins une période au cours de la semaine (en périscolaire, y compris le mercredi ou le samedi)																				
Nombre de communes	1 162	747	628	542	35	1 198	908	679	537	1 203	1 214	684	412	9 949	24	21	7	18	11	10 030
Nombre de lieux d'accueils	2 473	1 068	1 327	1 085	69	1 966	2 151	4 670	1 129	2 556	2 751	1 585	1 570	24 400	134	156	39	219	23	24 971
Nombre de places ouvertes	249 231	79 101	99 760	67 618	4 850	136 728	131 517	441 240	85 011	192 704	289 484	126 939	131 186	2 035 369	12 241	22 490	1 991	15 068	2 283	2 089 442
Moins de 6 ans	87 985	26 416	36 801	25 639	1 697	48 226	46 692	185 784	29 911	68 821	99 659	46 134	46 743	750 508	3 831	8 496	963	5 287	505	769 590
6-13 ans	153 417	49 772	58 417	39 853	3 012	84 475	78 447	243 884	51 361	117 867	181 645	75 016	78 295	1 215 461	8 041	13 887	968	9 740	1 499	1 249 596
14-17 ans	7 829	2 913	4 542	2 126	141	4 027	6 378	11 572	3 739	6 016	8 180	5 789	6 148	69 400	369	107	60	41	279	70 256
Mineurs déclarés en situation de handicap	1 158	447	869	197	7	561	437	2 575	481	1 098	2 364	815	669	11 678	21	60	28	1	2	11 790
Au moins une période d'activité le mercredi																				
Nombre de communes	922	510	507	426	28	787	630	633	418	930	975	563	367	7 696	23	19	7	16	7	7 768
Nombre de lieux d'accueils	1 631	681	927	674	48	1 147	1 257	3 661	731	1 805	1 926	1 120	1 024	16 632	90	84	34	162	13	17 015
Nombre de places ouvertes	137 222	49 128	68 340	40 125	2 860	72 917	75 750	361 448	46 162	138 737	187 426	89 387	73 945	1 343 447	8 005	9 686	1 677	9 852	844	1 373 511
Moins de 6 ans	47 354	16 322	25 744	15 123	907	25 159	26 320	151 162	15 860	50 699	66 689	33 330	27 251	501 920	2 687	3 557	748	4 024	163	513 099
6-13 ans	83 507	30 459	39 031	23 105	1 812	44 722	44 169	200 385	27 083	82 968	114 386	51 342	41 772	784 741	4 949	6 037	879	5 787	461	802 854
14-17 ans	6 361	2 347	3 565	1 897	141	3 036	5 261	9 901	3 219	5 070	6 351	4 715	4 922	56 786	369	92	50	41	220	57 558
Mineurs déclarés en situation de handicap	803	313	744	146	5	394	304	2 203	272	950	1 782	696	474	9 086	19	56	22	1	0	9 184
Au moins une période d'activité le samedi																				
Nombre de communes	271	80	180	71	2	119	198	228	85	226	254	232	153	2 099	7	2	3	3	3	2 117
Nombre de lieux d'accueils	358	108	244	99	2	156	348	411	120	327	340	307	258	3 078	15	3	5	8	3	3 112
Nombre de places ouvertes	16 655	5 648	9 117	3 347	95	6 551	14 515	18 162	4 252	12 065	15 292	9 826	11 939	127 464	1 309	120	172	495	74	129 634
Moins de 6 ans	3 302	1 215	1 709	263	12	1 074	2 680	2 270	461	1 699	2 171	845	1 742	19 443	432	30	55	184	5	20 149
6-13 ans	9 088	2 913	4 441	1 771	53	3 469	7 840	9 526	2 109	6 892	8 661	4 706	6 105	67 574	793	75	93	287	25	68 847
14-17 ans	4 265	1 520	2 967	1 313	30	2 008	3 995	6 366	1 682	3 474	4 460	4 275	4 092	40 447	84	15	24	24	44	40 638
Mineurs déclarés en situation de handicap	146	55	57	23	2	36	92	99	15	46	88	75	83	817	0	0	0	0	0	817
Au moins une période d'activité parmi le lundi, le mardi, le jeudi et le vendredi																				
Nombre de communes	914	701	443	439	21	1 120	785	602	417	1 013	1 045	615	320	8 435	20	17	5	14	10	8 501
Nombre de lieux d'accueils	1 789	902	846	821	40	1 666	1 671	3 917	831	1 970	2 106	1 183	1 043	18 785	123	133	27	174	22	19 264
Nombre de places ouvertes	208 504	71 980	72 536	50 205	3 411	121 449	106 616	383 889	67 126	158 016	252 186	104 587	94 832	1 695 337	11 392	20 572	1 230	11 804	2 263	1 742 598
Moins de 6 ans	73 791	24 288	26 756	19 144	1 195	43 203	38 427	169 543	23 575	56 138	86 750	39 593	33 523	635 926	3 441	7 462	604	3 905	505	651 843
6-13 ans	130 929	46 282	43 724	29 785	2 186	75 995	64 710	207 194	41 242	98 187	161 042	63 166	58 640	1 023 082	7 637	13 098	605	7 875	1 489	1 053 786
14-17 ans	3 784	1 410	2 056	1 276	30	2 251	3 479	7 152	2 309	3 691	4 394	1 828	2 669	36 329	314	12	21	24	269	36 969
Mineurs déclarés en situation de handicap	777	326	529	130	2	453	274	2 168	357	755	2 011	538	361	8 681	20	41	6	1	2	8 751
Au moins une période d'activité au cours des congés scolaires																				
Nombre de communes	1 117	580	589	469	39	1 111	1 126	666	515	914	953	606	460	9 145	26	25	9	23	15	9 243
Nombre de lieux d'accueils	2 094	827	1 140	785	62	1 698	2 376	4 052	905	1 709	1 851	1 200	1 408	20 107	80	102	51	282	86	20 708
Nombre de places ouvertes	133 255	42 065	65 736	44 493	3 244	81 783	162 105	299 827	56 279	102 069	103 199	75 020	99 948	1 269 023	5 606	7 817	3 445	19 074	6 262	1 311 227
Moins de 6 ans	40 509	13 106	22 035	14 647	1 097	26 292	50 328	125 327	16 708	33 587	34 108	22 975	34 292	435 011	1 733	2 719	1 288	6 028	237	447 016
6-13 ans	78 433	23 905	36 147	25 542	1 894	47 617	97 609	154 822	33 205	57 890	57 205	42 171	54 738	711 178	3 295	4 299	1 830	11 208	4 092	735 902
14-17 ans	14 313	5 054	7 554	4 304	253	7 874	14 168	19 678	6 366	10 592	11 886	9 874	10 918	122 834	578	799	327	1 838	1 933	128 309
Mineurs déclarés en situation de handicap	1 035	257	699	198	9	413	904	2 109	291	935	981	633	786	9 250	12	44	15	38	104	9 463

Champ : France métropolitaine + DOM + COM ; seuls les lieux d'accueils habituels sont pris en compte dans les estimations effectuées.

(1) Les accueils de loisirs s'adressent à l'ensemble des mineurs d'âge scolaire tandis que les accueils de jeunes, beaucoup moins nombreux, s'adressent exclusivement à des mineurs âgés de 14 ans ou plus. Les données proposées cette année ont été estimées comme l'an passé à partir des différents lieux d'accueils recensés. Pour chacun de ces lieux d'accueils, le nombre de places ouvertes a été estimé, pour chaque tranche d'âge, en ne conservant que l'effectif maximal déclaré pour une période d'activité donnée. Auparavant, les données proposées étaient estimées à partir de l'ensemble des déclarations, sans tenir compte des adresses des lieux d'accueils. Pour les collectivités d'Outre-Mer, seules les communes pour lesquelles on a recensé au moins un accueil au cours de la période 2009-2010 à 2017-2018 sont prises en compte dans le calcul du nombre total de communes. Suite à la refonte de la base de données SIAM, les données concernant le périscolaire au sens large, ainsi que les périodes du mercredi et du samedi ont été recalculées, comme l'an passé, à l'aide de nouvelles variables disponibles. Depuis le printemps 2017, les tranches d'âges 6-11 ans d'une part, 12-17 ans d'autre part ont été remplacées respectivement par les tranches d'âges 6-13 ans d'une part et 14-17 ans d'autre part par souci de cohérence avec la réglementation en vigueur au sein des accueils collectifs de mineurs. Seules les communes des collectivités d'Outre-Mer pour lesquelles on a recensé au moins un accueil au cours de la période 2013-2014 à 2019-2020 sont prises en compte dans le calcul du nombre total de communes. Depuis 2017-2018, les accueils périscolaires du lundi, mardi, jeudi et vendredi sont classés arbitrairement au sein des accueils de loisirs. Certains accueils déclarés durant les congés scolaires de printemps 2020 n'ont probablement pas pu se dérouler compte tenu du confinement. Toutefois, ils apparaissent comme réalisés si leur annulation n'a pas été déclarée dans l'application SIAM.

Sources : MENJS, Djepva, base de données Siam ; traitement Injep, Medes ; découpage communal au 1er janvier 2019. Estimations au 15 octobre 2020

Accueils collectifs de mineurs avec hébergement (1)

	Auvergne- Rhône-Alpes	Bourgogne- Franche- Comté	Bretagne	Centre- Val de Loire	Corse	Grand Est	Hauts-de- France	Île-de-France	Normandie	Nouvelle- Aquitaine	Occitanie	Pays de la Loire	PACA	FRANCE métropolitaine	Guadeloupe	Martinique	Guyane	La Réunion	Mayotte	FRANCE entière
Ensemble des séjours																				
Nombre de séjours	4 667	1 104	1 511	714	151	1 401	986	958	1 339	2 631	3 216	1 625	2 167	22 470	46	36	6	166	75	22 799
Dont nombre de séjours de cinq jours ou plus	3 672	845	1 021	427	138	938	429	463	954	1 737	2 356	1 062	1 709	15 751	41	35	2	108	61	15 998
Effectifs de départs de mineurs au sein de ces accueils	155 136	36 312	37 883	18 475	4 907	36 962	19 112	24 097	30 752	73 168	84 866	38 990	62 735	623 395	1 461	933	153	4 476	1 631	632 049
Dont nombre de mineurs âgés de moins de 6 ans	2 096	1 769	1 045	1 098	0	1 106	1 018	1 756	1 804	1 505	1 776	1 609	755	17 337	0	0	0	8	0	17 345
Dont nombre de mineurs âgés de 6 à 13 ans	103 509	25 022	26 620	12 595	1 991	25 998	12 871	14 604	22 353	44 944	55 267	27 747	38 151	411 672	1 026	594	99	2 994	863	417 248
Dont nombre de mineurs âgés de 14 à 17 ans	49 531	9 521	10 218	4 782	2 916	9 858	5 223	7 737	6 595	26 719	27 823	9 634	23 829	194 386	435	339	54	1 474	768	197 456
Mineurs déclarés en situation de handicap	873	28	248	28	10	409	324	41	353	398	500	513	187	3 912	2	0	0	8	41	3 963
Nombre de journées	32 619	7 172	9 668	3 998	1 691	8 386	4 507	4 674	8 055	17 008	20 987	9 262	14 820	142 847	335	459	20	993	497	145 151
Nombre de journées enfants	1 225 444	290 454	293 690	122 351	61 760	257 012	99 337	131 727	220 872	561 169	642 324	274 875	477 437	4 658 452	11 065	13 307	448	29 111	10 342	4 722 725
Séjours de vacances (séjours non spécifiques d'au moins cinq jours)																				
Nombre de séjours	3 151	708	784	267	136	743	273	349	615	1 396	2 008	682	1 476	12 588	41	30	2	104	61	12 826
Effectifs de départs de mineurs au sein de ces accueils	127 632	28 111	25 138	9 209	4 571	23 315	6 300	12 042	18 811	52 088	63 265	23 018	48 751	442 251	1 309	846	40	3 244	1 263	448 953
Nombre de journées	26 621	5 653	6 820	2 329	1 628	5 993	2 130	2 474	5 093	12 514	16 449	5 758	11 892	105 354	320	402	11	771	449	107 307
Nombre de journées enfants	1 111 510	255 721	237 597	87 364	59 750	205 902	55 280	89 321	165 453	481 666	556 487	213 363	408 336	3 927 750	10 602	12 461	210	24 706	9 119	3 984 848
Séjours courts (séjours non spécifiques de moins de cinq jours)																				
Nombre de séjours	183	46	76	63	7	116	115	268	68	170	275	156	137	1 680	1	1	3	24	12	1 721
Effectifs de départs de mineurs au sein de ces accueils	3 452	666	1 417	1 989	99	2 386	1 860	6 027	1 353	2 984	4 344	2 365	2 664	31 606	27	12	101	433	319	32 498
Nombre de journées	560	139	235	159	24	339	320	740	217	510	851	440	421	4 955	4	3	6	91	42	5 101
Nombre de journées enfants	10 092	1 987	4 178	4 697	333	6 755	5 006	16 487	4 111	8 676	13 603	6 614	8 168	90 707	108	36	202	1 633	1 076	93 762
Séjours spécifiques (sportifs, linguistiques, artistiques ou culturels, rencontres européennes de jeunes, chantiers de bénévoles, séjours OFAJ, séjours de cohésion organisés dans le cadre du SNU)																				
Nombre de séjours	333	101	146	141	2	109	44	61	82	209	237	82	157	1 704	0	5	0	6	0	1 715
Dont nombre de séjours de cinq jours ou plus	219	56	95	117	2	58	31	45	45	134	180	40	123	1 145	0	5	0	1	0	1 151
Effectifs de départs de mineurs au sein de ces accueils	8 695	3 071	3 908	3 235	155	3 331	1 092	1 355	2 486	5 307	6 154	2 650	5 331	46 770	0	75	0	86	0	46 931
Nombre de journées	2 001	552	935	823	18	626	322	537	569	1 326	1 476	414	1 202	10 801	0	54	0	20	0	10 875
Nombre de journées enfants	50 880	16 301	26 245	19 345	1 395	18 780	8 016	10 854	20 124	30 915	36 210	12 307	40 796	292 168	0	810	0	292	0	293 270
Séjours "activité accessoire" aux accueils de loisirs ou aux accueils de jeunes (mini-séjours)																				
Nombre de séjours	1 000	249	505	243	6	433	554	280	574	856	696	705	397	6 498	4	0	1	32	2	6 537
Dont nombre de séjours de cinq jours ou plus	302	81	142	43	0	137	125	69	294	207	168	340	110	2 018	0	0	0	3	0	2 021
Effectifs de départs de mineurs au sein de ces accueils	15 357	4 464	7 420	4 042	82	7 930	9 860	4 673	8 102	12 789	11 103	10 957	5 989	102 768	125	0	12	713	49	103 667
Nombre de journées	3 437	828	1 678	687	21	1 428	1 735	923	2 176	2 658	2 211	2 650	1 305	21 737	11	0	3	111	6	21 868
Nombre de journées enfants	52 962	16 445	25 670	10 945	282	25 575	31 035	15 065	31 184	39 912	36 024	42 591	20 137	347 827	355	0	36	2 480	147	350 845

Champ : France métropolitaine + DOM + COM ; seuls les lieux d'accueils habituels sont pris en compte dans les estimations effectuées.

(1) Les séjours "activité accessoire" sont organisés dans le cadre des accueils de loisirs ou des accueils de jeunes dont l'activité se déroule habituellement sans hébergement. La durée d'un tel séjour ne peut dépasser cinq jours.

Au cours d'une année, un mineur est comptabilisé autant de fois que le nombre de séjours auquel il participe.

Le nombre de journées correspond à la somme des durées des séjours.

Une journée enfant correspond à l'accueil d'un enfant pendant une journée. Un séjour de 10 jours accueillant 12 enfants correspond à un volume d'activité de 120 journées enfants.

Depuis le printemps 2017, les tranches d'âges 6-11 ans d'une part, 12-17 ans d'autre part ont été remplacées respectivement par les tranches d'âges 6-13 ans d'une part et 14-17 ans d'autre part par souci de cohérence avec la réglementation en vigueur au sein des accueils collectifs de mineurs.

Certains accueils déclarés durant les congés scolaires de printemps 2020 n'ont probablement pas pu se dérouler compte tenu du confinement. Toutefois, ils apparaissent comme réalisés si leur annulation n'a pas été déclarée dans l'application SIAM.

Sources : MENJS, Djepva, fichiers Siam ; traitement Injep, Medes
Estimations au 16 décembre 2020

Accueils de scoutisme (1)

	Auvergne- Rhône-Alpes	Bourgogne- Franche- Comté	Bretagne	Centre- Val de Loire	Corse	Grand Est	Hauts-de- France	Île-de-France	Normandie	Nouvelle- Aquitaine	Occitanie	Pays de la Loire	PACA	FRANCE métropolitaine	Guadeloupe	Martinique	Guyane	La Réunion	Mayotte	FRANCE entière
Nombre de communes au sein du territoire au 1er janvier 2019	4 030	3 704	1 208	1 758	360	5 121	3 789	1 268	2 651	4 314	4 454	1 238	946	34 841	32	34	22	24	17	34 970
Au moins une période d'activité au cours de l'année																				
Nombre de communes	142	43	66	38	1	98	96	199	59	93	92	71	61	1 059	3	5	7	3	1	1 078
Nombre de lieux d'accueils habituels	236	67	109	62	1	143	148	510	84	141	147	136	124	1 908	3	7	9	6	1	1 934
Nombre de places ouvertes	17 378	3 841	6 549	3 625	88	8 301	11 077	42 269	4 549	8 846	9 251	7 943	8 401	132 118	220	270	624	392	80	133 704
Moins de 6 ans	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
6-13 ans	10 980	2 288	3 997	2 210	48	5 123	6 882	26 075	2 740	5 232	5 817	4 637	5 401	81 430	150	178	350	257	65	82 430
14-17 ans	6 398	1 553	2 552	1 415	40	3 178	4 195	16 194	1 809	3 614	3 434	3 306	3 000	50 688	70	92	274	135	15	51 274
Mineurs déclarés en situation de handicap	7	1	3	2	0	3	3	8	1	4	12	6	3	53	0	0	0	0	0	53

Champ : France métropolitaine + DOM + COM ; seuls les lieux d'accueils habituels sont pris en compte dans les estimations effectuées.

(1) Les accueils de scoutisme s'adressent à des mineurs âgés de 6 ans ou plus.

Les données ont été estimées à partir des différents lieux d'accueils habituels recensés. Pour chacun de ces lieux d'accueils, le nombre de places ouvertes a été estimé, pour chaque tranche d'âge, en ne retenant que l'effectif maximal parmi l'ensemble des périodes déclarées au cours de l'année.

Depuis le printemps 2017, les tranches d'âges 6-11 ans d'une part, 12-17 ans d'autre part ont été remplacées respectivement par les tranches d'âges 6-13 ans d'une part et 14-17 ans d'autre part par souci de cohérence avec la réglementation en vigueur au sein des accueils collectifs de mineurs.

Seules les communes des collectivités d'Outre-Mer pour lesquelles on a recensé au moins un accueil au cours de la période 2013-2014 à 2019-2020 sont prises en compte dans le calcul du nombre total de communes.

Sources : MENJS, Djepva, fichiers Siam ; traitement Injep, Medes ; découpage communal au 1er janvier 2019
Estimations au 15 octobre 2020

Accueil des enfants d'âge préscolaire

Places agréées par la PMI au 31.12.2018 par catégorie d'établissement - Taux d'équipement

	Auvergne- Rhône-Alpes	Bourgogne- Franche- Comté	Bretagne	Centre- Val de Loire	Corse	Grand Est	Hauts-de- France	Île-de-France	Normandie	Nouvelle- Aquitaine	Occitanie	Pays de la Loire	PACA	FRANCE métropolitaine	Guadeloupe	Martinique	Guyane	La Réunion	Mayotte	FRANCE entière
Nombre de places en accueil collectif	35 623	12 171	12 276	10 078	2 043	29 402	23 347	130 969	12 466	25 182	35 091	16 052	39 670	384 370	2 464	3 265	1 386	6 503	nd	397 988
Crèches collectives (y compris parentales)	2 141	1 610	889	1 507	994	3 511	4 790	48 585	1 482	509	3 592	3 577	1 033	74 220	1 888	1 710	1 056	0	nd	78 874
Haltes garderies	558	398	1 046	930	35	986	2 358	4 198	570	676	839	897	601	14 092	30	0	0	0	nd	14 122
Jardins d'enfants	640	127	136	66	22	1 141	575	2 733	114	97	524	72	1 058	7 305	163	410	155	320	nd	8 353
Jardins d'éveil	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	nd	0
Multi-accueil	32 284	10 036	10 205	7 575	992	23 764	15 624	75 453	10 300	23 900	30 136	11 506	36 978	288 753	383	1 145	175	6 183	nd	296 639
Taux d'équipement en accueil collectif (1)																				
pour 100 enfants nés au cours des 3 dernières années	13,5	15,2	12,9	13,0	22,9	17,8	11,6	27,4	12,5	15,7	20,6	13,6	25,4	18,8	20,6	29,9	6,0	17,2	nd	18,7
Nombre de places en accueil familial	2 415	749	1 156	1 726	25	2 692	2 740	17 176	976	4 248	3 090	927	2 383	40 303	0	9	69	70	nd	40 451
Taux de scolarisation des enfants de 2 ans (Rentrée 2019-2020 pour 100 enfants de 2 ans) (2)	10,1	12,3	30,1	6,6	6,2	9,2	24,5	4,5	10,4	8,9	9,8	14,4	6,2	10,8	26,2	32,8	1,8	10,8	2,2	10,8
Personnes salariées employées par des particuliers (2ème trimestre 2018)																				
Assistantes maternelles	40 762	16 118	17 138	13 705	402	27 032	30 351	34 855	19 540	25 027	19 262	25 505	12 436	282 133	518	367	160	1 171	nd	284 349
Garde d'enfants à domicile	10 081	1 335	3 095	1 690	110	2 868	4 532	45 763	2 421	4 712	4 606	4 524	3 646	89 383	177	111	152	1 411	nd	91 234

(1) Les jardins d'enfants qui accueillent essentiellement des enfants de 3 à 6 ans, sont exclus du calcul

(2) Indicateurs sociaux départementaux

Sources : DREES, Enquête Aide sociale 2018 (Volet PMI) ; Ircem ; MENJS, DEPP, Constat 1er degré de rentrée 2018 Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enseignement supérieur et de la recherche, Direction de l'évaluation, de la prospective et de la performance (MENJ, DEPP)

Sources : DREES, MENJS-DJEPVA-INJEP, Direction des Sports, MS-DE, MESRI.

Pour en savoir plus :

Formation aux professions de santé et aux professions sociales

Les enquêtes Écoles santé et social, réalisées annuellement, ont pour objectif principal de dénombrer et d'identifier les établissements de formation et de recueillir des informations sur le nombre et les caractéristiques des étudiants ou élèves en formation (sexe, âge, niveau de formation générale, modes de prise en charge financière, redoublements, etc.).

Formation à l'animation socioculturelle et aux métiers du sport

Le ministère en charge des Sports met en place des formations et délivre des diplômes d'État qui couvrent l'ensemble des secteurs de l'animation sportive et socioculturelle. Ces diplômes permettent aux animateurs et aux éducateurs d'exercer leur activité contre rémunération (code du sport – article L2121) et d'encadrer des jeunes ou des adultes en tant que :

- **Assistant animateur**, avec un BAPAAAT, brevet d'aptitude professionnelle d'assistant animateur technicien, diplôme de niveau 3
- **Animateur**, avec un BPJEPS socioculturel, brevet professionnel de la jeunesse, de l'éducation populaire et du sport, diplôme de niveau 4
- **Éducateur sportif**, avec un BPJEPS sport, brevet professionnel de la jeunesse, de l'éducation populaire et du sport, diplôme de niveau 4
- **Cadre dans le sport ou le secteur socioculturel**, avec un DEJEPS, diplôme d'État de la jeunesse, de l'éducation populaire et du sport, diplôme de niveau 5, ou un DESJEPS, diplôme d'État supérieur de la jeunesse, de l'éducation populaire et du sport, diplôme de niveau 6

À noter qu'il existe aussi des DEMM, Diplômes d'État des Métiers de la Montagne, qui répondent à des besoins spécifiques liés au lieu de pratique.

Par ailleurs, deux autres diplômes (non professionnels) permettent d'encadrer et d'animer dans les structures d'accueils collectifs de mineurs (ACM) en tant que :

- **Animateur**, avec un BAFA, brevet d'aptitude aux fonctions d'animateur
- **Directeur**, avec un BAFD, brevet d'aptitude aux fonctions de directeur

Le ministère en charge de l'Enseignement supérieur et de la Recherche délivre également des diplômes dans le champ du sport et de l'animation :

- **DUT carrières sociales** (option animation sociale et socioculturelle), diplôme de niveau 5
- **STAPS**, sciences et techniques des activités physiques et sportives, diplômes le plus souvent de niveaux 6, 7 ou 8

Aide complémentaire :

<http://www.injep.fr/>

<http://www.sports.gouv.fr/>

<http://www.res.sports.gouv.fr/>

<http://drees.social-sante.gouv.fr/etudes-et-statistiques/open-data/professions-de-sante-et-du-social/article/l-enquete-annuelle-sur-les-ecoles-de-formation-aux-professions-sociales>

<https://drees.solidarites-sante.gouv.fr/etudes-et-statistiques/publications/etudes-et-resultats/article/13-900-etudiants-en-formation-d-educateur-specialise-en-2017>

<http://drees.social-sante.gouv.fr/etudes-et-statistiques/publications/etudes-et-resultats/article/profil-des-infirmiers-en-formation-en-2014>

<https://drees.solidarites-sante.gouv.fr/publications/etudes-et-resultats/13-900-etudiants-en-formation-deducateur-specialise-en-2017>



Sports

Fédérations sportives

	Auvergne- Rhône-Alpes	Bourgogne- Franche-Comté	Bretagne	Centre- Val de Loire	Corse	Grand Est	Hauts-de-france	Île-de-France	Normandie	Nouvelle-Aquitaine	Occitanie	Pays de la Loire	PACA	FRANCE métropolitaine	Guadeloupe	Martinique	Guyane	La Réunion	Mayotte	FRANCE entière
Fédérations sportives (juillet 2020)																				
Clubs (données de l'année 2019 estimées au 28 janvier 2021) (1)																				
Fédérations unisport olympiques	9 735	3 904	4 982	3 785	570	7 217	6 569	9 625	4 452	8 525	7 624	5 268	5 465	77 721	534	515	266	855	324	80 215
Fédérations unisport non olympiques	5 457	1 757	1 616	1 515	250	2 598	2 201	3 832	1 446	4 063	5 032	1 649	3 205	34 621	175	182	63	461	48	35 550
Fédérations multisports	7 154	2 244	3 144	2 600	207	4 735	4 564	6 767	2 261	5 762	5 199	3 650	3 346	51 633	290	233	142	457	83	52 838
Total clubs affiliés à une fédération	22 346	7 905	9 742	7 900	1 027	14 550	13 334	20 224	8 159	18 350	17 855	10 567	12 016	163 975	999	930	471	1 773	455	168 603
Licences (données de l'année 2019 estimées au 28 janvier 2021) (1)																				
Fédérations unisport olympiques	1 163 939	364 483	520 054	372 462	42 722	764 764	753 599	1 510 416	470 678	880 655	791 333	605 409	663 151	8 903 665	41 643	37 460	22 169	89 122	18 352	9 112 411
Part des licences féminines	32,0	32,6	30,5	32,6	30,2	32,9	30,1	31,6	33,1	32,3	31,6	30,5	32,3	31,8	31,3	33,3	32,9	31,3	21,6	31,8
Fédérations unisport non olympiques	239 073	70 945	86 282	68 351	9 183	109 874	97 535	214 209	67 728	183 677	217 507	84 030	158 092	1 606 486	6 490	5 661	1 601	15 841	2 259	1 638 338
Part des licences féminines	29,3	31,4	36,7	34,8	21,3	31,5	31,8	35,9	33,1	32,1	29,0	32,4	31,8	32,0	40,2	38,4	30,1	32,6	33,5	32,1
Fédérations multisports	694 226	198 606	311 798	204 956	22 659	405 337	415 365	722 438	199 115	456 265	420 918	352 954	331 164	4 735 801	19 260	17 687	15 541	55 550	11 642	4 855 481
Part des licences féminines	54,9	55,0	54,7	55,2	47,3	53,0	51,4	51,0	56,1	54,3	53,0	55,4	49,6	53,3	44,1	45,1	45,3	46,0	44,9	53,1
Dont Fédération Handisport	3 635	2 017	1 426	796	27	2 710	2 526	3 344	596	2 468	2 687	1 342	2 148	25 722	69	115	65	277	0	26 248
Part des licences féminines	30,7	36,4	31,6	26,3	29,6	34,1	35,0	27,7	27,2	31,9	30,9	30,3	36,4	32,0	31,9	33,0	36,9	32,5	0,0	32,0
Dont Fédération du sport adapté	4 432	1 668	1 593	1 368	32	1 875	2 222	2 440	1 418	6 455	4 629	1 713	2 147	31 992	43	4	5	168	0	32 212
Total des licences sportives délivrées	2 097 238	634 034	918 134	645 769	74 564	1 279 975	1 266 499	2 447 063	737 521	1 520 597	1 429 758	1 042 393	1 152 407	15 245 952	67 393	60 808	39 311	160 513	32 253	15 606 230
Part des licences féminines	39,3	39,4	39,4	40,0	34,1	39,1	37,2	37,7	39,3	38,9	37,5	39,1	37,2	38,5	35,8	37,2	37,7	36,5	30,9	38,4
Taux de licences sportives pour 100 habitants	26,1	22,8	27,5	25,2	21,6	23,2	21,2	19,9	22,3	25,3	24,1	27,4	22,8	23,5	17,9	17,0	13,5	18,7	11,5	23,3
Encadrement du sport fédéral (données au 1er septembre 2020) (2)																				
Nombre de Conseillers techniques nationaux et régionaux affectés dans les services déconcentrés (H/F)	144	43	55	33	2	60	42	372	29	108	105	40	83	1 116	9	4	2	8	0	1 139
Hommes	123	32	43	26	2	52	32	292	25	90	74	36	70	897	8	3	1	8	0	917
Femmes	21	11	12	7	0	8	10	80	4	18	31	4	13	219	1	1	1	0	0	222

(1) Totaux régionaux y compris les non-répartis par département / Total France métropolitaine y compris les non-répartis par département et par région

(2) Il s'agit de l'ensemble des conseillers techniques régionaux et nationaux affectés en région. France entière hors Mayotte

Sources : Ministère en charge des sports, INJEP, MEDES / Recensement des licences et clubs sportifs rattachés aux fédérations sportives agréées par le ministère en charge des sports 2019, Direction des sports, CGOCTS

Sports

Équipements sportifs - Sports de haut niveau - Pôles sportifs

	Auvergne- Rhône-Alpes	Bourgogne- Franche-Comté	Bretagne	Centre- Val de Loire	Corse	Grand Est	Hauts-de-france	Île-de-France	Normandie	Nouvelle-Aquitaine	Occitanie	Pays de la Loire	PACA	FRANCE métropolitaine	Guadeloupe	Martinique	Guyane	La Réunion	Mayotte	FRANCE entière
Équipements sportifs (hors sports de nature) (données au 7 novembre 2020)																				
Ensemble des équipements hors sports de nature	31 650	15 034	15 329	13 685	1 098	28 009	24 460	28 182	15 600	29 647	28 518	18 660	15 926	265 798	1 029	945	707	2 495	296	271 270
Terrains de grands jeux (foot, rugby..)	4 954	2 792	2 955	2 216	196	5 078	4 555	2 793	2 674	4 906	4 090	3 061	1 562	41 832	229	186	120	314	75	42 756
Courts de tennis	5 412	1 998	1 585	1 858	243	3 771	2 545	5 330	2 181	4 864	4 537	2 160	2 996	39 480	115	95	55	200	13	39 958
Bassins de natation	870	376	263	318	43	450	394	737	297	741	785	429	485	6 188	20	21	30	96	1	6 356
Boulodromes	3 617	1 615	2 082	1 961	9	2 730	3 455	1 346	1 970	2 740	3 148	2 588	1 255	28 516	53	90	24	207	13	28 903
Taux d'équipements sportifs (hors sports de nature) pour 100 habitants	0,4	0,5	0,5	0,5	0,3	0,5	0,4	0,2	0,5	0,5	0,5	0,5	0,3	0,4	0,3	0,3	0,2	0,3	0,1	0,4
Sportifs en lien avec le sport de haut niveau (données au 2 décembre 2020)																				
Nombre de sportifs en catégorie Élite	87	18	35	16	2	42	17	144	13	54	53	20	47	548	1	2	0	3	0	554
Nombre de sportifs en catégorie Senior	184	34	55	26	1	70	74	226	54	107	133	69	134	1 167	4	1	0	7	0	1 179
Nombre de sportifs en catégorie Jeune (relève)	482	107	125	76	0	220	232	547	117	258	261	161	299	2 885	14	6	2	29	0	2 936
Nombre de sportifs en catégorie Reconversion	25	4	3	1	1	12	5	35	4	11	6	6	21	134	0	0	0	3	0	137
Nombre total de sportifs de haut niveau (1)	778	163	218	119	4	344	328	952	188	430	453	256	501	4 734	19	9	2	42	0	4 806
Nombre de sportifs en catégorie Espoir	1 092	365	381	265	72	585	507	825	300	856	800	354	672	7 074	173	87	23	169	0	7 526
Nombre de sportifs en collectif national	365	80	82	59	10	170	127	480	90	213	250	71	207	2 204	2	3	4	19	0	2 232
Projets de performance fédéraux selon le type de programme (données au 2 décembre 2020) (2)																				
Ensemble des projets de performance fédéraux (PPF)	105	52	66	54	9	102	74	144	56	99	129	61	106	1 057	17	9	5	24	0	1 112
Projets de performance fédéraux "Accession"	81	35	49	35	7	75	55	88	45	76	78	44	70	738	16	9	5	21	0	789
Projets de performance fédéraux "Excellence"	24	17	17	19	2	27	19	56	11	23	51	17	36	319	1	0	0	3	0	323

(1) Un sportif est de haut niveau s'il est inscrit sur l'une des 4 listes suivantes : élite, seniors, relève ou reconversion

(2) Les projets de performance fédéraux succèdent aux Parcours de l'Excellence Sportive (PES). Le Projet de Performance Fédéral (PPF), validé par les instances fédérales nationales, doit comprendre deux programmes distincts : un programme d'excellence qui prend en compte la population des sportifs de haut niveau et du collectif France en liste et l'ensemble des structures ou dispositifs de préparation ciblés sur cette population d'une part, un programme d'accession au haut niveau qui s'adresse plus particulièrement aux sportifs en liste de sportif Espoir en assurant la détection et le perfectionnement de ces talents, ainsi qu'aux sportifs régionaux d'autre part.

Source : Ministère en charge des sports, Direction des Sports, base de données PSQS (parcours et suivi quotidien du sportif), structures relatives aux établissements accueillant des sportifs en lien avec le haut niveau, Res (Recensement des équipements sportifs)



Diplômes délivrés (professions sociales, de la santé, du sport et de l'animation socioculturelle)

Formation aux professions sociales (nombre de diplômes délivrés en 2019 - y compris Validation des Acquis de l'Expérience partielle)

	Auvergne- Rhône-Alpes	Bourgogne- Franche- Comté	Bretagne	Centre- Val de Loire	Corse	Grand Est	Hauts-de- France	Île-de-France	Normandie	Nouvelle- Aquitaine	Occitanie	Pays de la Loire	PACA	FRANCE métropolitaine	Guadeloupe	Martinique	Guyane	La Réunion	Mayotte	FRANCE entière
Diplômes de niveau 3																				
Aides médico-psychologiques	7	0	0	2	0	8	0	7	3	4	32	1	8	72	0	0	0	0	0	72
Auxiliaires de vie sociale	2	0	0	0	0	0	0	0	1	0	0	0	0	3	0	0	0	0	0	3
Accompagnement éducatif et social	1 815	248	434	168	11	504	708	1 035	424	869	861	412	515	8 004	67	165	18	95	0	8 349
Assistants familiaux	154	122	159	64	6	136	168	158	84	174	87	69	80	1 461	0	0	0	68	0	1 529
Diplômes de niveau 4																				
Techniciens de l'intervention sociale et familiale	84	13	25	19	0	45	52	51	15	52	39	22	15	432	6	12	0	19	0	469
Moniteurs éducateurs	397	86	150	151	8	223	291	406	100	296	298	85	184	2 675	19	15	0	46	1	2 756
Diplômes de niveau 5																				
Assistants de service social	248	76	92	68	4	145	245	352	78	157	123	106	146	1 840	9	14	0	22	0	1 885
Éducateurs spécialisés	438	123	205	138	9	351	431	814	146	374	407	157	299	3 892	20	21	3	34	0	3 970
Éducateurs de jeunes enfants	159	58	49	36	6	156	105	586	31	91	119	99	101	1 596	4	14	0	20	0	1 634
Éducateurs techniques spécialisés	8	14	24	9	0	22	9	9	10	22	13	0	8	148	0	0	0	3	0	151
Conseillers en économie sociale familiale	137	49	76	53	0	126	61	147	48	133	121	102	72	1 125	0	0	0	9	0	1 134
Diplômes de niveau 6																				
Médiateur familial	20	6	4	0	0	9	14	46	1	7	24	11	6	148	0	0	0	0	0	148
Certificat d'aptitude aux fonctions d'encadrement et de responsable d'unité d'intervention sociale (CAFERUIS)	142	39	81	32	2	101	99	293	48	95	96	41	126	1 195	9	4	0	18	0	1 226
Diplômes de niveau 7																				
Diplôme d'état en Ingénierie sociale (DEIS)	10	6	5	0	0	9	7	40	7	17	20	11	26	158	0	0	0	7	0	165
Certificat d'aptitude aux fonctions de directeur d'établissement et de service d'intervention sociale (CAFDES)	36	14	18	12	0	36	23	63	10	24	24	20	22	302	0	0	0	12	0	314

Source : DREES, enquête Ecoles 2019



Diplômes délivrés (professions sociales, de la santé, du sport et de l'animation socioculturelle)

Formation aux professions de santé (nombre de diplômes délivrés en 2019 - y compris Validation des Acquis d'Expérience partielle)

	Auvergne- Rhône-Alpes	Bourgogne- Franche-Comté	Bretagne	Centre- Val de Loire	Corse	Grand Est	Hauts-de-france	Île-de-France	Normandie	Nouvelle-Aquitaine	Occitanie	Pays de la Loire	PACA	FRANCE métropolitaine	Guadeloupe	Martinique	Guyane	La Réunion	Mayotte	FRANCE entière
Diplômes de niveau 3																				
Aides soignants	2 670	928	1 216	946	89	1 738	1 579	3 059	1 138	2 151	1 459	1 271	1 849	20 093	46	66	25	94	0	20 324
Ambulanciers	370	94	225	69	45	327	266	453	128	299	307	103	320	3 006	31	0	0	48	0	3 085
Auxiliaires de puériculture	656	126	139	66	24	393	203	1 842	125	249	211	79	656	4 769	22	22	39	31	0	4 883
Diplômes de niveau 5																				
Techniciens en analyses biomédicales	45	0	0	18	0	0	16	0	0	0	0	0	0	79	0	0	0	0	0	79
Préparateur en pharmacie hospitalière	61	0	0	49	0	55	43	69	0	30	41	0	48	396	0	0	0	0	0	396
Psychomotriciens	60	0	0	21	0	24	70	432	18	62	52	0	147	886	0	0	0	23	0	909
Diplômes de niveau 6																				
Manipulateurs en électroradiologie médicale	83	23	29	15	0	62	22	88	20	39	53	15	20	469	0	0	0	0	0	469
Pédicures-podologues	0	0	39	0	0	0	55	388	0	29	24	27	0	562	0	0	0	0	0	562
Ergothérapeutes	69	0	80	29	0	67	106	165	98	88	107	19	59	887	0	0	0	13	0	900
Infirmiers diplômés d'État	3 323	1 128	1 057	948	103	2 178	2 735	4 660	1 281	2 270	1 906	1 126	2 167	24 882	116	60	55	216	29	25 358
Diplômes de niveau 7																				
Masseurs kinésithérapeutes																				
Sages-femmes	292	128	125	96	0	189	293	662	150	250	167	128	207	2 687	0	19	0	16	0	2 722
Formations complémentaires (nombre de diplômes délivrés)																				
Infirmiers de bloc opératoire	78	24	30	0	0	63	58	71	32	32	53	21	41	503	0	0	0	0	0	503
Infirmiers anesthésistes	71	29	29	20	0	51	45	134	19	61	45	18	47	569	12	0	0	10	0	591
Puéricultrices	131	40	29	43	0	152	114	231	48	39	124	51	82	1 084	16	0	7	16	14	1 137
Cadres de santé	174	54	49	38	0	114	143	302	55	105	77	73	146	1 330	0	0	7	0	0	1 337

Source : DREES, enquête Ecoles 2019



Diplômes délivrés (professions sociales, de la santé, du sport et de l'animation socioculturelle)

Formation à l'animation socioculturelle et aux métiers du sport (nombre de diplômes délivrés en 2019)

	Auvergne- Rhône-Alpes	Bourgogne- Franche-Comté	Bretagne	Centre- Val de Loire	Corse	Grand Est	Hauts-de-france	Île-de-France	Normandie	Nouvelle-Aquitaine	Occitanie	Pays de la Loire	PACA	FRANCE métropolitaine	Guadeloupe	Martinique	Guyane	La Réunion	Mayotte	FRANCE entière
Diplômes non professionnels																				
Brevet d'Aptitude aux Fonctions d'Animateur (BAFA)	4 626	1 208	2 214	1 488	57	3 250	5 921	7 646	1 888	3 649	4 124	2 558	3 138	41 767	125	380	208	228	214	42 922
Brevet d'Aptitude aux Fonctions de Directeur (BAFD)	186	83	131	122	9	151	278	391	78	180	219	143	102	2 073	13	37	5	27	11	2 166
Diplômes de niveau 3																				
Brevet d'Aptitude Professionnelle d'Assistant Animateur Technicien (BAPAAT) (1)	53	71	0	0	0	0	6	68	12	3	134	0	92	439	0	0	0	8	0	447
Diplômes de niveau 4																				
Brevet Professionnel de la Jeunesse, de l'Éducation Populaire et du Sport (BPJEPS) (2) (3)	1 466	589	901	288	92	760	741	1 889	677	1 620	1 364	1 168	1 468	13 023	68	25	17	116	15	13 264
Diplômes de niveau 5																				
Diplôme Universitaire de Technologie (DUT) Carrière sociale option Animation sociale et socio-culturelle	24	48	79	79	0	0	49	122	46	167	25	0	25	664	23	0	0	0	0	687
Diplôme d'État de la Jeunesse, de l'Éducation Populaire et du Sport (DEJEPS) (3) (4)	334	97	92	42	5	74	106	513	76	233	329	163	313	2 377	19	2	0	60	5	2 463
Diplômes de niveau 5 et 6																				
Diplôme d'État des Métiers de la Montagne (DEMM) (3)	632	123	0	0	0	4	0	0	0	2	17	0	10	788	16	0	0	0	0	804
Diplômes de niveau 6																				
Diplôme d'État Supérieur de la Jeunesse, de l'Éducation Populaire et du Sport (DESJEPS) (3)	28	15	2	1	4	19	24	252	14	14	28	49	18	468	1	1	0	1	1	472
Autres diplômes																				
Sciences et Techniques des Activités Physiques et Sportives (STAPS LMD et hors LMD)	1 914	962	738	311	32	952	1 379	1 730	677	948	1 275	718	942	12 578	65	0	0	147	0	12 790

(1) Le CPJEPS (un seul diplôme délivré en Auvergne-Rhône-Alpes en 2019) est destiné à remplacer le BAPAAT.

(2) Le BPJEPS à 4 unités complémentaires (4UC) devrait remplacer à terme le BPJEPS à 10 unités complémentaires (10 UC).

(3) Les BEES (6 BEES du 1er degré, de niveau 4, délivrés en 2019 et 5 BEES du 2nd degré, de niveau 6) sont dorénavant pratiquement tous remplacés par des BPJEPS, DEJEPS, DESJEPS ou DEMM.

(4) Les DEMM sont des diplômes d'État des métiers de la montagne de niveau 6 pour les guides de haute montagne (diplômes délivrés exclusivement en région Auvergne-Rhône-Alpes), de moniteurs de ski alpin spécialisés en entraînement (diplômes délivrés exclusivement en région Auvergne-Rhône-Alpes), de niveau 5 pour les autres diplômes (accompagnateurs en moyenne montagne, ski alpin et ski de fond non spécialisé en entraînement).

Sources : Ministères en charge de l'enseignement supérieur (diplômes STAPS et DUT carrière sociale et animation), en charge des sports (direction des Sports, Forôme Exploit) pour les autres diplômes professionnels du champ "sport et animation" et en charge de la jeunesse (DJEPVA, base de données BAFA-BAFD, traitements Injep-Medes, situation au 15 juin 2020)



Activité, Emploi associatif et Sport

Nombre d'établissements et de postes salariés

	Auvergne- Rhône-Alpes	Bourgogne- Franche-Comté	Bretagne	Centre- Val de Loire	Corse	Grand Est	Hauts-de-france	Île-de-France	Normandie	Nouvelle-Aquitaine	Occitanie	Pays de la Loire	PACA	FRANCE métropolitaine	Guadeloupe	Martinique	Guyane	La Réunion	Mayotte	FRANCE entière
Nombre d'établissements associatifs employeurs en 2017 (1)	24 324	7 957	10 734	7 499	929	12 983	12 790	31 509	8 646	18 071	18 875	12 792	14 122	181 231	934	388	951	1 910	nd	185 414
dont action sociale	4 255	1 625	1 372	1 255	218	2 976	2 703	4 361	1 517	3 232	3 037	1 963	2 346	30 860	292	210	88	384	nd	31 834
dont enseignement	2 587	625	1 851	701	70	1 555	1 433	2 857	868	1 874	1 856	2 145	1 340	19 762	101	72	26	130	nd	20 091
dont santé humaine	510	249	201	126	14	352	293	657	173	302	353	238	284	3 752	24	21	11	30	nd	3 838
dont activités sportives, récréatives et de loisirs	5 037	1 371	2 313	1 801	185	1 810	2 712	4 539	2 039	3 953	3 525	2 703	2 507	34 495	93	119	37	315	nd	35 059
dont arts, spectacles et activités récréatives	2 820	948	986	736	71	1 182	1 213	4 937	763	2 094	2 470	1 186	1 754	21 160	31	48	19	141	nd	21 399
dont autres établissements associatifs	9 115	3 139	4 011	2 880	371	5 108	4 436	14 158	3 286	6 616	7 634	4 557	5 891	71 202	393	481	207	910	nd	73 193
Nombre de postes salariés dans les établissements associatifs en 2017 (1)	269 243	87 232	123 332	71 844	7 188	169 645	200 520	366 410	104 317	183 945	186 604	143 673	148 202	2 062 155	9 962	11 063	4 268	21 544	nd	2 108 992
dont action sociale	120 796	43 954	47 967	36 575	4 507	91 190	96 319	124 180	50 943	90 499	96 517	60 065	65 926	929 438	4 858	4 214	1 622	8 546	nd	948 678
dont enseignement	47 255	10 904	30 341	9 984	475	19 781	37 398	65 263	16 816	25 486	24 180	36 802	21 614	346 299	1 462	1 385	594	2 177	nd	351 917
dont santé humaine	20 210	6 348	8 699	2 360	192	12 292	10 196	33 244	3 613	9 226	10 530	6 461	12 856	136 227	548	414	558	968	nd	138 715
dont activités sportives, récréatives et de loisirs	17 146	3 566	6 610	4 516	422	6 750	7 959	30 868	5 929	13 449	12 767	8 490	8 808	127 280	268	549	137	1 222	nd	129 456
dont arts, spectacles et activités récréatives	5 758	1 962	1 925	1 221	101	3 089	3 354	9 981	1 746	4 043	4 223	1 990	3 618	43 011	81	330	31	297	nd	43 750
dont autres établissements associatifs	58 078	20 498	27 790	17 188	1 491	36 543	45 294	102 874	25 270	41 242	38 387	29 865	35 380	479 900	2 745	4 171	1 326	8 334	nd	496 476
Part de l'emploi associatif en ETP dans l'emploi total en 2017 (%) (1)	7,9	8,2	9,8	7,2	5,6	8,1	8,6	5,5	7,9	8,0	8,6	9,1	7,6	7,6	8,2	7,8	7,5	7,9	nd	7,6
Salariés du secteur privé dans diverses activités associées au sport au 31 décembre 2019 (2)																				
Nombre de postes salariés du secteur privé dans le secteur sportif au 31 décembre 2019 (3)	17 723	4 272	7 317	4 449	581	7 324	8 275	33 374	5 893	11 857	10 178	7 943	10 067	129 253	291	519	143	944	nd	131 150
dont gestion d'installations sportives	2 728	481	1 106	467	53	881	1 694	4 729	1 024	1 709	1 102	1 117	1 742	18 833	35	110	3	101	nd	19 082
dont activités de clubs de sport	10 994	2 691	4 913	3 135	421	3 370	5 185	20 266	4 075	8 033	6 929	5 649	5 967	81 628	184	237	98	575	nd	82 722
dont activités des centres de culture physique	1 249	358	399	250	32	539	615	2 270	419	756	973	473	1 083	9 416	4	21	21	95	nd	9 557
dont autres activités liées au sport	1 781	467	478	307	29	1 001	375	4 269	163	438	600	420	597	10 925	33	107	5	100	nd	11 170
dont enseignement de disciplines sportives et d'activités de loisirs (4)	971	275	421	290	46	1 533	406	1 840	212	921	574	284	678	8 451	35	44	16	73	nd	8 619
Nombre de postes salariés dans les principales autres activités associées au sport en 2019 (5)	23 719	2 518	3 577	2 133	452	4 172	5 241	8 291	2 407	7 871	7 155	7 362	8 100	82 998	252	314	55	679	nd	84 298
dont construction bateaux de plaisance	20	59	740	62	2	13	48	7	159	2 694	452	4 288	157	8 701	4	10	2	0	nd	8 717
dont fabrication de bicyclettes et véhicule pour invalides	432	335	21	379	0	404	20	19	48	6	17	429	4	2 114	2	0	0	9	nd	2 125
dont fabrication d'articles de sports	1 998	277	200	352	15	366	376	123	200	127	95	106	211	4 446	0	2	0	13	nd	4 461
dont commerce de détail d'articles de sports en magasins spécialisés	10 836	1 555	2 481	1 325	344	3 145	4 746	7 557	1 950	4 603	4 798	2 476	5 794	51 610	192	190	50	605	nd	52 647
Téléphériques et remontées mécaniques	9 577	150	0	0	0	100	0	3	0	237	1 398	0	1 527	12 992	0	0	0	0	nd	12 992
dont location et location-bail d'articles de loisirs et de sports	856	142	135	15	91	144	51	582	50	204	395	63	407	3 135	54	112	3	52	nd	3 356

(1) La source Clap été remplacée par la source Flores à partir du millésime 2017.

(2) La mise en oeuvre progressive de la DSN, ainsi que la refonte de la chaîne de traitement statistique des effectifs salariés associée, pourraient conduire à des révisions durant la phase de montée en charge. Les données sont donc provisoires.

(3) Le secteur sportif regroupe les classes suivantes : gestion d'installations sportives (NAF 93.11Z), activités de clubs de sport (NAF 93.12Z), activités des centres de culture physique (NAF 93.13Z), autres activités liées au sport (NAF 93.19Z), enseignement de disciplines sportives et d'activités de loisir (NAF 85.51Z).

(4) Non compris les postes d'enseignants d'éducation physique et sportive des établissements scolaires et universitaires, publics ou privés sous contrat

(5) Activités économiques concourant essentiellement à la mise à disposition de biens ou de services nécessaires à la pratique du sport. Exemples : construction de bateaux de plaisance (NAF 30.12Z), fabrication de bicyclettes et de véhicules pour invalides (NAF 30.92Z), fabrication d'articles de sport (NAF 32.30Z), commerce de détail d'articles de sport en magasin spécialisé (NAF 47.64Z), téléphériques et remontées mécaniques (NAF 49.39C), location et location-bail d'articles de loisir et de sport (NAF 77.21Z).

Sources : FLORES 2017 ; base de données Séquoia de l'Acoss et des Urssaf

AAH	Allocation aux adultes handicapés	DARES	Direction de l'Animation de la Recherche, des Études et des Statistiques
ACOSS	Agence Centrale des Organismes de Sécurité Sociale	DEPP	Direction de l'Évaluation, de la Prospective et de la Performance
ACTP	Allocation Compensatrice pour Tierce Personne	DGCS	Direction Générale de la Cohésion Sociale
ADF	Assemblée des Départements de France	DJEPVA	Direction de la Jeunesse, de l'Éducation Populaire et de la Vie Associative
AED	Action Éducative à Domicile	DREES	Direction de la Recherche, des Études, de l'Évaluation et des Statistiques
AEMO	Action Éducative en Milieu Ouvert	DR(D)JSCS	Direction Régionale (et Départementale) de la Jeunesse, des Sports et de la Cohésion Sociale
APA	Allocation Personnalisée d'Autonomie	EAM	Établissement d'accueil médicalisé en tout ou partie pour personnes handicapées
ASC	Agence du service civique	EANM	Établissement d'accueil non médicalisé pour personnes handicapées
ASE	Aide Sociale à l'Enfance	EHPAD	Établissement d'Hébergement pour Personnes Âgées Dépendantes
ASP	Agence de Services et de Paiement	ERASME	Extraction, Recherche, Analyse, Suivi Médico-Économique
ASPA	Allocation de Solidarité aux Personnes Âgées	ESAT	Établissement ou Service d'Aide par le Travail
ASS	Allocation de Solidarité Spécifique	ESCAPAD	Enquête sur la Santé et les Consommations lors de l'Appel de Préparation à la Défense
ASV	Allocation Supplémentaire Vieillesse	ESLD	Établissement de Soins de Longue Durée
CADA	Centre d'Accueil de Demandeurs d'Asile	FAJ	Fonds d'Aide aux Jeunes
CAE	Contrat d'Accompagnement dans l'Emploi	FAM	Foyer d'Accueil Médicalisé
CAMSP	Centre d'action médico-sociale précoce	FINESS	Fichier National des Établissements Sanitaires et Sociaux
CCMSA	Caisse Centrale de la Mutualité Sociale Agricole	FiLoSoFi	Fichier Localisé Social et Fiscal
CDAPH	Commission des Droits et de l'Autonomie des Personnes Handicapées	FJT	Foyers de Jeunes Travailleurs
CGET	Commissariat Général à l'Égalité des Territoires	FSV	Fonds Solidarité Vieillesse
CHRS	Centre d'Hébergement et de Réinsertion Sociale	FTM	Foyers de Travailleurs Migrants
CIE	Contrat Initiative Emploi	GIP	Groupement d'Intérêt Public
CLAP	Connaissance Locale de l'Appareil Productif	IEM	Instituts d'Éducation Motrice
CMPP	Centre médico-psycho-pédagogique	IME	Institut Médico Éducatif
CMUC	Couverture Maladie Universelle Complémentaire	INJEP	Institut National de la Jeunesse et de l'Éducation Populaire
CNAF	Caisse Nationale d'Allocations Familiales	INSEE	Institut National de la Statistique et des Études Économiques
CNAM	Caisse Nationale d'Assurance Maladie	IRCEM	Institution de Retraite Complémentaire des Employés de Maison
CNAV	Caisse Nationale d'Assurance Vieillesse	ISD	Indicateurs Sociaux Départementaux
CNSA	Caisse Nationale de Solidarité pour l'Autonomie	Itep	Institut Thérapeutique Éducatif et Pédagogique
CSS	Complémentaire santé solidaire		
CUI	Contrat Unique d'Insertion		
DALO	Droit Au Logement Opposable		

IVG	Interruption Volontaire de Grossesse
JDC	Journée Défense et Citoyenneté
MAS	Maison d'Accueil Spécialisée
MEDES	Mission Enquêtes, Données et Études Statistiques
MENESR	Ministère de l'Éducation Nationale, de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche
MENJ	Ministère de l'éducation nationale et de la jeunesse
MS	Ministère des sports
MSA	Mutualité Sociale Agricole
ODAS	Observatoire de l'Action Sociale Décentralisée
OFDT	Observatoire Français des Drogues et des Toxicomanies
OFPRA	Office Français de Protection des Réfugiés et Apatrides
PAIO	Permanence d'Accueil, d'Information et d'Orientation
PCH	Prestation de Compensation du Handicap
PEC	Parcours emploi compétences
QPV	Quartier Prioritaire de la politique de la Ville
RSA	Revenu de Solidarité Active
REP	Réseau d'Éducation Prioritaire
SAE	Statistique Annuelle des Établissements
SAMSAH	Service d'Accompagnement Médico-Social pour Adultes Handicapés
SAVS	Service d'Accompagnement à la Vie Sociale
SESSAD	Service d'Éducation Spéciale et de Soins à Domicile
SIAM	Système d'Information des Accueils de Mineurs
SPASAD	Service Polyvalent d'Aide et de Soins À Domicile
SSIAD	Service de Soins Infirmiers À Domicile
VAE	Validation des Acquis de l'Expérience



DRDJSCS Auvergne-Rhône-Alpes

Mission Communication, Observation, Études,
Statistiques
Cité administrative
245, rue Garibaldi
69422 LYON CEDEX 03
<http://auvergne-rhone-alpes.drdjscs.gouv.fr/>

DRDJSCS de Bourgogne-Franche-Comté

Centre de Ressources
Observation / Enquêtes / Statistiques
10, boulevard Carnot
CS 13430
21034 DIJON Cedex
<http://bourgogne-franche-comte.drdjscs.gouv.fr/>

DRJSCS de Bretagne

Mission Observation / Appui / Expertise
4, avenue du Bois L'Abbé
CS 94323
35043 RENNES Cedex
www.bretagne.drjscs.gouv.fr

DRDJSCS du Centre-Val de Loire

Service Observation Études
122, rue du faubourg Bannier
CS 74204
45042 ORLÉANS Cedex 1
<http://centre-val-de-loire.drdjscs.gouv.fr/>

DRJSCS de Corse

Mission Pilotage, Expertise, Appui,
Service Observation Statistique
Immeuble Castellani
Quartier Saint-Joseph
CS 13001
20700 AJACCIO Cedex 09
www.corse.drjscs.gouv.fr

DRDJSCS Grand Est

Mission Observation, Audit, Évaluation, Ingénierie
Cité Administrative Gaujot
14, rue du Maréchal Juin
CS 50016
67084 STRASBOURG Cedex
<http://grand-est.drdjscs.gouv.fr/>

DJSCS de Guadeloupe

Mission Observation Sociale et Statistiques
323, boulevard du Général de Gaulle
97100 BASSE-TERRE
<http://guadeloupe.drjscs.gouv.fr/>

DJSCS de Guyane

Service Observation, Cohésion Sociale et Égalité des
Droits (OCSED)
2100, route de Cabassou
Lieu-dit « La verdure »
CS 35001
97305 CAYENNE Cedex
<http://guyane.drjscs.gouv.fr/>

DRDJSCS des Hauts-de-France

Pôle Appui aux politiques
20, Square Friant. Les 4 chênes
80039 AMIENS Cedex 01
<http://hauts-de-france.drjscs.gouv.fr/>

DRIHL d'Ile-de-France

Service des observatoires, études et évaluations
5, rue Leblanc
75911 PARIS Cedex 15
www.drihl.ile-de-france.developpement-durable.gouv.fr

DRJSCS Ile-de-France

Mission d'Observation, d'Expertise et d'Appui
6/8, rue Eugène Oudiné
CS 81360
75634 – PARIS Cedex 13
www.ile-de-france.drjscs.gouv.fr

DJSCS de La Réunion

14, allée des Saphirs
CS 61044
97404 SAINT-DENIS Cedex
www.reunion.drjscs.gouv.fr

DJSCS de Martinique

Mission transversale d'appui, Observation, Études,
Statistiques
Agora 2 – ZAC Etang Z'Abriocot
Rond-point du calendrier
Lagunaire BP 669
97264 FORT-DE-FRANCE Cedex
www.martinique.drjscs.gouv.fr

DJSCS de Mayotte

Centre d'affaires Maharajah
BP 104 - Bat A et C
97600 MAMOUDZOU
<http://www.mayotte.drjscs.gouv.fr>

DRDJSCS de Normandie

Mission de Veille, d'Expertise et d'Appui
55, rue Amiral Cécille
BP 1358
76179 ROUEN Cedex
<http://normandie.drdjscs.gouv.fr/>

DRDJSCS de Nouvelle Aquitaine

Mission Études, Statistiques et Observation
7, boulevard Jacques Chaban-Delmas
33525 BRUGES Cedex
<http://nouvelle-aquitaine.drdjscs.gouv.fr/>
www.aquitaine.drjscs.gouv.fr

DRDJSCS d'Occitanie

Cellule Observation / Veille / Études
3, avenue Charles Flahault
34094 MONTPELLIER Cedex 5
<http://occitanie.drjscs.gouv.fr/>

DRDJSCS des Pays de la Loire

Mission d'appui transversal et territorial
9, rue René Viviani
CS 46205
44262 NANTES CEDEX 02
<http://pays-de-la-loire.drdjscs.gouv.fr/>

DRDJSCS Provence Alpes Côte d'Azur

Pôle Observation, Contrôle, Évaluation, Ingénierie
66 A, rue Saint-Sébastien
CS 50240
13292 MARSEILLE Cedex 06
<http://paca.drdjscs.gouv.fr/>



